

Le Diable probablement

DOSSIER :

ARE YOU CONNECTED ?
ACTUALITÉ DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

7

L'ALTERNATIVE BRANCHÉE, RÉSISTANCE OU RÉACTION ?

Le *web* a changé notre rapport au monde. C'est cette transformation qu'il nous appartient ici d'explorer, s'il est vrai que *Le Diable probablement* se penche par vocation sur ce qui spécifie notre temps.

En préparant ce numéro, une question cruciale a aiguillé ma perception des technologies de l'information et de la communication, les désormais fameuses TIC : oui ou non, en temps utiles, pourraient-elles servir d'outil de résistance ? Car, on ne le répétera jamais assez, l'idéologie de la transparence trouve dans ces technologies de quoi se renforcer. La surveillance des populations s'en voit facilitée. Pire, les nouveaux médias forcent notre rapport à l'information. Quand on pouvait choisir de lire tel journal plutôt que tel autre, on ne peut plus longtemps échapper sur le *web* à la lecture d'articles douteux et d'appels à la haine. Internet pourrait être un redoutable outil de propagande. Tout cela est vrai.

Mais qu'on songe aussi au cas de l'Iran qui a connu le 12 juin dernier de bien tristes élections. Et qu'on songe en même temps que, grâce à l'Internet, les Iraniens ont ouvert une porte dans le mur de silence derrière lequel leur régime criminel les avait enfermés. Qu'on songe enfin que ce mur, ils l'ont percé pour ne pas se résigner au silence imposé, et écrire un peu cette histoire qu'on prétendait édifier – et de quelle manière ! – à leur place. Leurs appels auront eu, par le biais de *YouTube*, *Twitter*, *Facebook* – j'en passe –, un réel impact. La communauté internationale (non plus seulement ses représentants, mais aussi et peut-être d'abord, ses très nombreux citoyens internautes) se sera émue du sort des Iraniens. Nombreux sont les profils des inscrits sur *Twitter* qui ont adopté la couleur verte en signe de solidarité avec les opposants d'Ahmadinejad. « Nous sommes tous des Iraniens ! », nous suggèrent ces *Followers* dont certains ne sont pas, en temps normal, politisés. Réjouissons-nous-en.

3

Internet sera demain plus qu'aujourd'hui un outil de domination, mais aussi, dans le même temps, un outil de libération et, parions-le, de création. Laissons aux réactionnaires, ces somnambules qui marchent à reculons, le délice de décrier la nouveauté et de regretter les temps anciens. Laissons à ceux qui manquent d'imagination, le rejet d'une époque qui n'est plus propice aux correspondances raffinées de Mme de Sévigné, et augurons que nous saurons créer ici et maintenant, dans le monde où nous vivons, une autre forme de littérature.

Ceci étant dit, comment les technologies de l'information et des médias, d'une actualité sans cesse dépassée mais aussi vite renouvelée, modifient-elles notre époque, radicalement et sur tous les fronts ? Voilà la question que nous ouvrons ici. Et puisqu'Agnès Aflalo, Johan Hufnagel et Philippe Breton nous font l'honneur de leur présence dans ce numéro, c'est avec eux que nous partons explorer l'étonnant continent technologique que nous habitons désormais.

Anaëlle Lebovits

Sommaire

ÉDITO : ANAËLLE LEOVITS - L'ALTERNATIVE BRANCHÉE,
RÉSISTANCE OU RÉACTION ?

DOSSIER : **ARE YOU CONNECTED ?**
ACTUALITÉ DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

- 07** • ANAËLLE LEOVITS - CORPS ÉLASTIQUES
- 13** • OLIVIER PUTOIS - DE QUOI HADOPI EST-IL LE NOM ?
- 21** • AURÉLIE PFAUWADEL - GÉNÉRATION AMBIDEXTRE
- 27** • PAUL MAGENDIE - WIKIPÉDIA : LA CONSCIENCE D'UN SAVOIR MOBILE
- 31** • CAROLINE PAUTHE-LEDUC - LIBERTÉ, ÉGALITÉ, GRATUITÉ ?
- 37** • CLÉMENCE LA SAGNA - UNE ARCHITECTURE QUI COMPTE
- 41** • ALICE DELARUE - PLUS JAMAIS SEUL
- 45** • MARTIN QUENEHEN - LA PÉDAGOGIE DANS LE FOUTOIR

HORS-CHAMP

- 49** • LA CRISE FINANCIÈRE À L'ÉPREUVE
DES MATHÉMATIQUES - Joachim Lebovits
- 57** • FAIRE DE STRASBOURG LA CAPITALE INTELLECTUELLE
DE L'EUROPE - Collectif
- 61** • TROMPE-LA-MORT EN PATAGONIE - Anaëlle Lebovits
- 67** • LE CINÉMA DE DAVID LYNCH À LA LETTRE - Céline Mélou-Sérieys
- 71** • FIN DE CRISE DANS LE COUPLE ?
RETOUR SUR *EYES WIDE SHUT* - Damien Guyonnet
- 75** • VOYAGES VOYAGES - Luc Garcia

INVITÉS

- 81 • AGNÈS AFLALO : RETOUR SUR L'ASSASSINAT MANQUÉ
DE LA PSYCHANALYSE
- 91 • PHILIPPE BRETON : POUR UNE CULTURE D'INTERNET
- 101 • JOHAN HUFNAGEL : LE SOLEIL NE SE COUCHE JAMAIS SUR LE WEB

CHRONIQUES

- 111 • LA THÉÂTRALE avec JEAN BOLLACK - Anne-Lise Heimburger
- 119 • TÉMOIGNAGE DANS LE TUMULTE - Sylvie Haberberg
- 125 • DERRIÈRE L'ÉCRAN - Clotilde Leguil
- 129 • LE PENSE-BÊTE - Dan J. Arbib
- 133 • L'INTERNATIONALE - Luc Garcia
- 138 • LES APOÈMES - Julien Pauthe

RECENSIONS

- 141 • LA PHILOSOPHIE À L'ÉPREUVE
DE LA CRÉATION ARTISTIQUE, de Paul Magendie -
par Anaëlle Lebovits
- 143 • LA DICTATURE DU CHIFFRE, LE LIBÉRALISME,
LA SCIENCE ET LE « PSY » - de Fabien Galzin -
par Sarah Belvotis

ARTISTES INVITÉS

- 147 • PAATRICE MARCHAND
- 149 • PAUL MAGENDIE

**ARE YOU
CONNECTED ?**

ACTUALITÉ DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

CORPS ÉLASTIQUES

par Anaëlle Lebovits

Pour Benjamin et Isaac, d'une *digital immigrant* à deux *digital natives*

Hommage

La mort de Michael Jackson aura marqué ma génération. Quel trentenaire n'a pas frissonné au son de *Thriller* ? Quel rédacteur du *Diable* n'a pas chanté adolescent *I'm Bad* ? Qui encore parmi nous n'a pas été troublé d'apprendre que le dieu de la pop était enterré, en oubliant souvent le décès de cette autre chorégraphe qu'était Pina Bauch ?

La mort de Michael vaut-elle pourtant un article à défaut d'une messe en bonne et due forme ? Peut-être pas. Il n'en demeure pas moins que l'annonce de l'événement aura été – comme le sont dorénavant nombre d'événements importants – *high-tech*. Tout d'abord, son mode de diffusion : Internet, dont les médias traditionnels (journaux papiers, télévisés, radios, magazines) ne sont plus ici qu'un relais, même si c'est ce relais qui apporte, par effet d'après coup, la caution que requiert l'information venue du *web*. Et, du coup, les réactions en chaîne. Une heure après l'annonce de sa disparition, on dansait le *Moonwalk* dans les rues de Paris, New York, Berlin, Tokyo... Le son et l'image, les commentaires de l'événement, tout, tout de suite, pour tous, ou plutôt, pour tous ceux qui vivent dans les pays *connectés*. Au mépris des décalages horaires, les premières obsèques planétaires ont vu le jour avec la mort du chanteur. Pas loin d'un milliard de personnes ont suivi en direct la cérémonie du Staples Center, retransmise par toutes les radios et télévisions du monde. Quatre millions d'internautes par minute ont regardé et commenté l'événement en ligne. Ce jour, cette nuit, le monde des technologies de l'information et de la communication (TIC) a communiqué. Nul besoin

pour cela, de la présence réelle du cercueil de la star sous les yeux des fans. L'intensité de l'émotion était bien là cependant ; comme dématérialisée, elle a traversé la planète.

Au-delà de la mort de l'icône, l'usage tous azimuts des TIC, l'accélération du temps et l'ouverture de l'espace qui en découlent, voilà en vérité, le fait à penser. Car cet emballement ne va pas sans d'autres modifications profondes. Un monde de possibilités s'ouvre avec le *web* qui n'exige plus l'engagement du corps, la présence physique et le déplacement dont elle était l'effet.

En extension

Car les rapports humains ont bien, de façon générale, une nette tendance à la dématérialisation. La rencontre d'abord. Le succès de sites comme *Meetic* en France et *Facebook* dans le monde – pour ne parler que d'eux – va toujours grandissant. Seuls les *Has* – entendez les *has-been* – n'ont pas pris pied sur ces plateformes qui ouvrent un véritable marché de l'amitié et de l'amour. Si elles demandent encore à se concrétiser par une rencontre physique, il n'est plus rare que de réelles relations s'y nouent. Certaines, on le sait, donnent lieu à des mariages aussi solides que les mariages arrangés d'autrefois¹. Exit la co-présence de deux corps comme préalable requis à la rencontre. Une rencontre par *webcam* interposée peut désormais suffire.

Et puis, il y a autre chose, quand le lien est là, déjà formé, il s'entretient par voie numérique. Un séjour à l'autre bout du monde n'empêche plus quiconque de maintenir des liens serrés avec ceux qu'il laisse derrière lui. Avec *Skype*, on se parle et se regarde à l'envi et sans compter. Internet rend la distance physique secondaire eu égard à la relation. Les esprits sans les corps, les âmes sans leurs enveloppes charnelles. Platon, rêvant jadis que les âmes s'affranchissent des corps, pouvait-il espérer mieux ? Dans un film publicitaire, un opérateur de téléphonie mobile a d'ailleurs récemment mis en scène une hydre – un groupe de personnes représentées par des visages, qui partagent le même corps. Autant dire qu'elles s'en passent, que leur corps se réduit aux voix qu'il supporte et qui sont liées les unes aux autres par l'appareil téléphonique. Le rapport à l'autre s'affranchit des limites du corps. Les contours d'une personne sont, à l'heure des TIC,

extensibles à merci ou introuvables. Être ici et là, en son et en image, est certes possible, mais pas sans reste. « T'es où ? » se demande-t-on d'emblée au téléphone, comme s'il était besoin de localiser dans un espace défini le corps de l'interlocuteur au bout du [sans]fil.

No life

Et que dire des *no life*, de ceux qui passent leur vie devant leur écran ? La condition de cette catégorie de personnes s'illustre dans des jeux qui connaissent un succès international, au premier rang desquels *World of Warcraft* – wow, pour les initiés. Jeu de rôle en ligne, wow réunit plus de 11 millions d'adeptes actifs qui vivent en réseau, déambulent ensemble dans un monde virtuel fantastique, peuplé de monstres, de dragons, et autres princesses à sauver. Cet espace numérique propose à qui le veut, une nouvelle existence – une *eXistenZ* dirait David Cronenberg –, virtuelle mais maîtrisée, une vie qu'on peut rater sans pudeur ni honte, mais qu'il vaut mieux réussir, celle de la dernière chance quand la vraie vie est marquée du sceau d'une insatisfaction maximum. Les *aficionados* du jeu, qui sont pour la plupart des *digital natives*, c'est-à-dire nés avec un ordinateur entre les mains, mettent le paquet pour que leur « quête » réussisse. Déconnectés du monde réel, on en fait parfois des *addicts* comme les autres. Ils sont légions. Leur vie se joue là et parfois nulle part ailleurs. Les *no life* ont bien cependant une vie, virtuelle certes, mais une vie tout de même. Pourtant, ont-ils seulement un corps ?

Et en repli

En vérité, il faut être aveugle pour ne pas voir qu'ils en ont un. Car les corps disparaissent peut-être d'un côté (celui du lien social), mais réapparaissent de l'autre, et qui plus est, au premier plan. De ce corps, on jouit. Les objets technologiques, dans lesquels le corps trouve un prolongement et la matière d'une satisfaction, nous introduisent à un plaisir d'un type particulier, potentiellement illimité.

Si nous jouissons des TIC et en particulier par les organes sur lesquels ces objets sont littéralement modelés – qu'on songe seulement aux oreillettes des téléphones portables –, notre corps est en extension, ses capacités se déploient. Tout est fait aujourd'hui pour voir,

faire voir, entendre et faire entendre. Mais, me direz-vous, déjà la télévision, le minitel, le *walkman* et même l'*iPod* annonçaient ce genre de satisfaction.

Peut-être bien, oui. À ceci près, que si les objets qui ordonnent aujourd'hui notre plaisir sont portables et notre jouissance décuplée de ce fait, le son et l'image nous suivent désormais absolument partout – on peut être connecté sans être branché, via *Bluetooth* ou *Wifi* – et des oreillettes *waterproof* ont récemment fait leur apparition, afin que même à la piscine, sous la mer, dans l'océan, notre conduit auditif ait de quoi se repaître. Mais il y a mieux : notre appétit ne se satisfait plus d'une somme limitée de sons ou d'images que nous aurions à notre disposition, mais de tous les sons et images existants, disponibles en *self-service* sur le *web* depuis un *iPhone*. À chacun son programme de réjouissance, sur mesure. Là où, pour ne prendre qu'un exemple, même avec la démultiplication des chaînes télévisées que nous proposait le câble, l'offre restait limitée, et surtout, les programmes concoctés par d'autres que nous-mêmes, on se fait aujourd'hui son propre programme. On savoure les émissions, séries, films qui nous branchent, quand ça nous chante et où ça nous dit. Le programme est là réellement participatif. Enfin !

La jouissance infinie que nous promet le monde contemporain a pourtant une dernière condition, et pas des moindres : la gratuité. Les opérateurs de téléphonie mobile proposent tous des forfaits illimités et, plus généralement, partout où les TIC étendent leur empire, on nous vend de la gratuité. Là est le point : rien, plus même l'argent, ne doit constituer de frein au plaisir que l'on prend – tout est fait en tout cas pour nous le faire accroire. Avec la gratuité, cette promesse nécessairement illusoire, « tu peux jouir sans entrave », semble maintenant consistante. Il n'appartient plus désormais qu'au corps de fixer ses limites propres à l'infinie jouissance qu'on nous promet partout. Non, décidément ! Platon n'y trouverait pas son compte.

Je vois le contre-modèle de cette jouissance hypermoderne dans la séance analytique. Elle se spécifie en effet d'être payante, d'exiger le déplacement de l'analysant – il faut que son corps soit engagé dans la cure – et enfin, qu'il s'y départisse d'une certaine dose de jouissance, bref, qu'au cours du temps, il se fasse un peu moins autiste.

Artiste, le mot est lancé. Et de fait, quand on est connecté, *in fine*, à quoi l'est-on vraiment ? Pas tant sans doute à un objet qu'à soi-même, ou plutôt, à soi-même par l'entremise d'un objet. Ce qui fait le succès des TIC, c'est aussi le plaisir qu'on prend à être absolument seul avec son objet prêt-à-jouir. Notre corps qu'on croyait passé au second plan, s'allonge d'abord par additions de prothèses, pour mieux se replier sur lui-même. Pour tout dire, il devient élastique. Les jeux en réseau, les groupes *Facebook* et autres *Twitter* ne sont aussi peut-être rien d'autre que des espaces de solitude à plusieurs. Car qu'est-ce qu'un lien social qui n'en passe plus par le corps ? Les pages de ces sites sont à l'occasion des outils de résistance et de création – et comment ne pas l'apprécier ? – mais on s'y raconte aussi narcissiquement, à l'envi, y tendant, à qui veut le voir, son auto-portrait numérique. Alors, oui sans doute, nous sommes branchés, mais souvent branchés sur le monde pour être mieux branchés sur nous-mêmes. Sur *Facebook*, les *birthday cakes* sont virtuels. Vous n'en aurez qu'une part. Vos *friends* vous les adressent mais n'en connaîtront pas le goût, car la solitude est un plat qui se mange seul.

Mais ce plat est lui aussi assez insatisfaisant pour que nous ne nous en contentions pas. C'est pourquoi, à partir de l'élargissement du corps au temps 1, le repli sur soi d'un type radicalement neuf et ordonné par les pousse-à-jouir de la modernité au temps 2, reste le temps 3, temps auquel le lien à l'autre reprend potentiellement corps et les inventions leur consistance sociale.



DE QUOI HADOPI EST-IL LE NOM ?

par Olivier Putois

« Nous allons continuer à nous battre
contre le droit des auteurs. » (*sic*)
Christine Albanel, ex-Ministre de la Culture,
Séance parlementaire du 16 juin 2009.

De l'acronyme au symptôme

Peu de débats sur l'impact social des Technologies de l'Information et de la Communication ont autant cristallisé les oppositions que le projet de « Loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet ». À tel point que la majorité a dû, devant les centaines d'amendements déposés par l'opposition à l'Assemblée cet été, repousser à septembre un vote initialement prévu fin juillet.

Cette loi vise à protéger la création artistique en pénalisant l'échange hors marché d'œuvres numérisées sur Internet, au motif qu'il s'agit d'une infraction aux droits d'auteur dits patrimoniaux. Ceux-ci, qui permettent aux artistes de vivre de leur création en leur assurant une rétribution à l'occasion de la vente, sont en effet contournés lors du téléchargement. En sus des peines classiques pour contrefaçon, cette loi punit ce type d'échange d'une « riposte graduée » qui aboutit à une suspension de l'abonnement Internet pendant une durée encore en discussion. L'instance à laquelle est notamment confié le soin de préparer les preuves du délit à l'attention du juge, la Hadopi (acronyme de la Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des droits sur Internet), en est très vite venue par métonymie à désigner le projet de loi qui vise à la créer. Ce glissement métonymique de

l'objectif de la loi (soutenir et protéger la création) à l'Autorité chargée de le réaliser met en évidence la position répressive du politique quant à l'équilibre, exigé par l'explosion d'Internet, de l'accès légitime du public à la culture et de la juste rétribution des artistes¹.

C'est cette position qu'il faut élucider. On ne reviendra pas sur l'inapplicabilité technique de cette loi (dispositifs d'identification neutralisables), ni sur l'illégalité potentielle des mesures répressives qu'elle entend mettre en œuvre (inconstitutionnalité de la privation d'accès à Internet ou caractère liberticide de la surveillance des emails privés). Il faut désormais, à l'heure où se multiplient de manière préoccupante les attaques contre le monde de la culture au sens large, interroger *l'esprit* qui anime la loi Création et Internet, afin de *déterminer le rôle de la culture dans le projet de société dont elle est porteuse*.

Un propos de l'ex-Ministre de la Culture elle-même, Christine Albanel – qui a payé de sa place les difficultés rencontrées par le projet de loi –, constitue à cet effet un matériau de choix. Le 16 juin dernier, elle réagissait à la censure de la première version de la loi par le Conseil Constitutionnel en assurant que le gouvernement allait « continuer à se battre *contre* le droit des auteurs » (*sic*). À faire de ce magnifique lapsus le sous-texte de la lettre de la loi, on obtient la formule suivante : Hadopi, qui entend punir les téléchargeurs du dommage financier qu'ils font subir aux auteurs, est en réalité dirigé contre ces derniers. En d'autres termes, ce lapsus nous invite à comprendre *l'opposition manifeste* établie par Hadopi entre téléchargeurs et auteurs comme le *symptôme d'une volonté politique* de réduire la création culturelle à une production d'objets marchands et à l'exclure ainsi du champ des *biens communs*.

Une loi rédigée par les industriels de la culture

L'examen de l'opposition économique établie par Hadopi entre téléchargeurs et auteurs montre que cette loi défend en réalité les intérêts des intermédiaires – producteurs (Universal, Sony) et distributeurs (FNAC) –, qui exploitent commercialement les œuvres des auteurs en en vendant des copies physiques (CD, DVD) après

que les auteurs leur ont cédé par contrat leurs droits patrimoniaux d'exploitation contre rétribution.

Une telle opposition repose en effet sur une idée de sens commun d'après laquelle le téléchargement nuirait au financement de la création culturelle. Les « pirates », volant le fruit du travail des artistes au mépris du principe d'une juste rétribution, seraient à l'origine d'un manque à gagner. Mais identifier le téléchargement à un vol aux dépens des auteurs assimile hâtivement les intérêts des auteurs à ceux des intermédiaires, premières victimes potentielles des téléchargements puisqu'ils dépendent encore largement de la vente de supports, rendue possible par les droits patrimoniaux. Mais les auteurs y perdent-ils réellement ? La publicité apportée par le téléchargement n'est-elle pas en mesure, au bout du compte, de compenser l'hypothétique manque à gagner qu'il induit ?

On mesure dès lors la possible divergence d'intérêts entre artistes et intermédiaires. Hadopi, qui adopte le paradigme économique de la rareté, défend clairement les intermédiaires de l'industrie culturelle classique, dont les profits sont liés à la vente de supports physiques ; là-contre, l'abondance propre à la zone d'échanges hors-marché, qui permet une publicité et une découverte gratuites, pourraient profiter à la création culturelle. Et ce, d'autant plus que la vente de supports représente une faible source de revenus pour la grande majorité des artistes, qui touchent par exemple 5% sur la vente d'un CD et 10% sur la vente d'un support numérique (titre sur un site internet).

Or précisément, les défenseurs d'Hadopi taisent un fait social confirmé par la majorité des études portant sur la modification des pratiques de consommation culturelle provoquée par le téléchargement : loin en effet de *remplacer* intégralement l'achat de supports, il le *complète*, en permettant à chacun d'explorer des domaines inconnus et de cibler ses achats de manière plus exigeante et variée. On assiste ainsi depuis l'explosion du téléchargement à une augmentation du chiffre d'affaires des petits labels de musique. On comprend l'ire des majors, qui s'échinent à fabriquer de toutes pièces des stars comme des produits de consommation courante à coups d'opérations marketing, devant

la diversification *réelle* des goûts à laquelle conduit le téléchargement hors marché.

Loin en effet de diminuer leurs achats à proportion de l'importance de leurs téléchargements, *ceux qui téléchargent le plus sont aussi ceux qui achètent le plus*. Une étude publiée il y a quelques mois par la BI Norwegian School of Management, comparant achats de musique et téléchargements hors-marché, conclut ainsi que les téléchargeurs achètent globalement plus de musique que les seuls clients de sites payants, et jusqu'à dix fois plus sur les sites Internet payants².

De manière plus générale, l'accès gratuit aux œuvres, grâce au téléchargement, libère une part du budget culturel pour d'autres types de pratiques (concerts, séances de cinéma) qui permettent une meilleure rémunération des auteurs que l'achat de supports, puisqu'elles passent par-dessus les intermédiaires qui vivent de leur commerce. On comprend que ces derniers aient intérêt à juguler cette diversification – quand ils n'ont pas sauté dans le train en marche : dans les grands groupes de production musicale, la part des activités strictement liées aux supports diminue, et elle se concentre sur des activités promotionnelles davantage liées, par exemple, aux concerts.

On comprend donc mieux quels intérêts Hadopi, arc-bouté sur le paradigme anachronique de la rareté, défend réellement : ceux du très petit nombre d'ayants droits qui tirent d'importants revenus de leur diffusion (radio, etc.) et de leurs ventes, et ceux des intermédiaires. Philippe Aigrain, ancien chef du secteur « Technologies du logiciel et société » à la Commission Européenne et acteur majeur des débats autour d'Hadopi, a ainsi écrit à l'ex-Ministre de la Culture, à l'issue des réunions préparatoires à Hadopi, pour « témoigner personnellement de ce que des dispositions entières de textes de loi ont été rédigées et déposées par des lobbyistes de multinationales, les juristes du ministère n'ayant servi qu'à corriger les erreurs juridiques de leurs propositions ». En clair, « cette gouvernance discutable a fait percevoir que la loi s'élaborait au poids des intérêts établis »³, *et non des créateurs*, dont les œuvres sont réduites par les intermédiaires qui les diffusent à des supports marchands.

De l'utilisation privée au bien commun

Identifier le téléchargement à un vol des œuvres, en accord avec le paradigme de la rareté défendu par les intermédiaires, c'est penser la diffusion des œuvres en termes de propriété privée. Or on ne peut assimiler diffusion auprès du public et distribution marchande, comme le fait le politique dont la désertion laisse aux intermédiaires, mus par un intérêt privé, le soin de répondre à la question, pourtant cruciale pour la *res publica*, du financement de la culture.

Il est donc urgent de rappeler, contrairement à une idée répandue, que le droit d'auteur considère les fruits de la création culturelle comme un *bien commun*. Il définit en effet les œuvres littéraires et artistiques en termes de propriété *intellectuelle*. Celle-ci vise à reconnaître publiquement la relation de paternité symbolique qui lie l'auteur à son œuvre, par opposition à la relation de possession d'une chose par une personne. Elle fait ainsi de l'œuvre un bien commun, objet idéal et public irréductible à sa *copie*. L'œuvre n'est pas le support.

Les droits patrimoniaux, qui permettent à l'auteur de toucher une rémunération grâce à la vente de copies, dépendent intégralement du cadre ainsi défini par la propriété intellectuelle. C'est pourquoi on ne saurait identifier les intérêts des vendeurs de copies à ceux des artistes, dès lors que d'autres modalités de diffusion des œuvres, plus avantageuses pour les artistes, sont possibles.

De ce fait, à l'heure où les œuvres, grâce à la dématérialisation numérique, sont accessibles sur Internet presque instantanément, le politique doit repenser le rapport entre diffusion et financement hors des intérêts privés des vendeurs de copies, afin de proposer une forme de rémunération appropriée à cette mise à disposition instantanée du public. Il faut donc *remplacer* la forme actuelle de rémunération des auteurs indexée sur les ventes de supports par une *contribution collective* à la création culturelle prélevée sur l'abonnement Internet de chacun, comme y enjoint P. Aigrain dans ses récents ouvrages - *Cause commune. L'information entre bien commun et propriété* (2005), et *Internet et création* (2008). Ce n'est qu'à choisir de faire ainsi contribuer à la création culturelle quiconque peut accéder à ses fruits sur le réseau, que le politique réinvestira

la place de médiation symbolique qu'il a laissée aux intérêts privés de l'intermédiaire marchand, tout en ouvrant une source de financement inédite qui protège la création.

Sans une telle action politique, la *création* culturelle, laissée aux soins des multinationales, deviendra, en vertu de l'uniformisation inévitable induite par le contrôle de la diffusion des œuvres⁴, *production* marchande – c'est-à-dire confection de produits de consommation rapide pour un public dont il faut formater les goûts en lui proposant des œuvres dont les petites variations cachent mal la profonde uniformité. On n'évitera que la massification de la culture, démultipliée par la mise à disposition sur Internet, conduite à un nivellement par le bas des productions populaires qu'à condition que soit garanti un financement *indépendant*.

On pourrait arguer de l'inutilité d'un tel dispositif, au vu de l'existence des Sociétés d'Auteurs-Compositeurs, qui assurent à la masse anonyme des auteurs une aide et un soutien, comme la SACEM. Certains de leurs membres ont d'ailleurs critiqué le caractère à la fois utopiste (suivi de la popularité impossible) et redondant (avec les associations sociétaires) des propositions de P. Aigrain⁵. On ne peut reprendre ici le détail des solutions, mathématiques et technologiques, à ces problèmes ; disons simplement qu'elles existent⁶.

Mais surtout, à aucun moment un tel programme ne défend l'idée d'un financement *exclusif* par ce dispositif ; il pointe, ce qui est tout différent, les risques qu'encourrait la création culturelle si d'aventure les intérêts privés venaient occuper la place de *l'intermédiaire public indépendant* qu'a désertée le politique (y compris le PS, dans sa grande majorité). Cette question de la nature du financement de la culture n'est pourtant de principe qu'en apparence. Car sans remise à plat depuis une perspective publique, les intérêts privés façonneront bientôt effectivement la création artistique, alors que la mise en place d'un tel programme de contribution collective, profondément *constructif*, peut rapidement dégager d'importants financements, dans des conditions bien meilleures qu'Hadopi, qui ne préconise à l'heure actuelle que *répression*.

Hadopi révèle ainsi le point auquel le politique méconnaît la relation des auteurs à la société – alors pourtant qu’il devrait en être le garant. Mais en défigurant les auteurs, sujets de la création artistique, jusqu’à en faire des producteurs de supports physiques mus par la seule recherche du profit, le politique exhibe sans doute au fond sa crainte devant la transfiguration du monde des biens qui constitue la cause, proprement subversive, de l’activité artistique.

1 • Nous adopterons donc la convention suivante : « Hadopi » fera référence à la loi, et « la Hadopi » à la Haute Autorité créée par cette loi.

2 • Résultats de l’étude accessibles à <http://www.bi.no/Content/Article—74866.aspx>.

3 • Lettre de Philippe Aigrain à Madame Christine Albanel, ministre de la culture et de la communication, datée du 20 mars 2008, disponible à <http://www.laquadrature.net/fr/lettre-de-philippe-aigrain-%C3%A0-madame-christine-albanel-ministre-de-la-culture-et-de-la-communication>.

4 • Cf. P. Aigrain, *Internet et création*, p. 74 sq.

5 • M. Ronai, dans l’émission *Contre-Expertise*, diffusée sur France Culture le 3 août 2009 de 18h15 à 19h.

6 • Nous ne pouvons que renvoyer aux développements des derniers chapitres d’*Internet et création*, *op. cit.*



GÉNÉRATION AMBIDEXTRE

par Aurélie Pfauwadel

Une Grenouille vid un Bœuf,
Qui luy sembla de belle taille.
Elle qui n'estoit pas grosse
en tout comme un œuf [...]

Jean de La Fontaine
édition originale (1668)

1 grenouil vi 1 beuf,
Kilui sembla d bel tail,
L kinétépa gross entou

Kom 1 9
SMS (2009)

Tistou les pouces verts

Les SMS constituent désormais une pratique de communication à part entière. Les opérateurs de téléphonie mobile n'avaient pas prévu un tel succès. Avant toute politique commerciale et matraquage publicitaire, l'échange de mini-messages est né de la créativité spontanée des adolescents qui ont détourné le support et braconné les usages pour communiquer à moindres frais. Au Japon, les jeunes se nomment eux-mêmes « génération ou tribu du pouce » – le pouce, utilisé de manière ambidextre, étant devenu le doigt le plus habile des moins de 25 ans.

D'où le SMS tire-t-il sa valeur d'usage ? Aux avantages du mode écrit – qu'il partage avec toutes les Nouvelles Formes de Communication Écrite (NFCE), comprenant les multiples pratiques d'écriture sur Internet – le texto associe ceux du téléphone portable : pouvoir communiquer en permanence, instantanément, sans ostentation et donc en toutes circonstances. Le SMS constitue ainsi un nouveau format de communication qui a trouvé sa place singulière dans l'éventail déjà à notre disposition.

Grâce aux nouvelles technologies et à l'omniprésence des petits écrans dans la vie sociale, l'écrit a repris, sous des formes diverses, une importance que le téléphone tendait à atténuer. On n'écrit cependant pas sur ordinateur, et encore moins sur un clavier de mobile, comme

on écrirait sur une feuille. Les techniques du corps en jeu ne sont pas les mêmes si l'on trace ou si l'on tape. Les signes d'écriture électronique médiés par un écran neutre sont impersonnels. L'écriture y est désacralisée, perdant partiellement sa fonction mémorielle d'archive. Surtout, ces écritures hybrides se libèrent des servitudes du littéralisme et du respect de la tradition. L'écrit y est brut (non relu), familier (à l'opposé du formalisme habituel de l'écrit), servant surtout à la « communication » (la fonction phatique des messages domine).

Chaque NFCE présente les spécificités autorisées par son médium technologique : on peut faire jouer sur les mails les ingéniosités du traitement de texte – copier-coller-couper-recoller –, on ne rature ni ne gribouille plus, mais on réinsuffle au texte une âme en le truffant d'émoji de plus en plus sophistiquées. Une cyberlangue s'est aussi développée sur les *chats* et les *blogs* où les réparties fusent. Les conditions matérielles de la communication semblent donc modeler la forme linguistique des messages¹. Le médium n'est pas simple outil, mais provoque des effets en retour sur leur contenu.

Zazie à la rue

Les contraintes du téléphone portable ont donné naissance au fameux « langage SMS » : contraintes économiques, d'abord (le dépassement du nombre autorisé de caractères rend l'envoi du message plus cher), mais aussi matérielles (limitation à 10 touches du clavier alphanumérique). Mais la compression du message répond avant tout au désir de gagner du temps en accélérant la saisie de l'énoncé. Ce langage doit être bref et rapide : faire fructifier les limites ergonomiques du dispositif pour en dire le plus en écrivant le moins. De là a germé un style d'écriture particulier, un sociolecte qui subvertit les caractéristiques orthographiques et grammaticales de la langue.

Ce langage combine des codes scripturaux et des procédés compressants variés : les abréviations (lgtps, tt) et la suppression des caractères inutiles ; la phonétisation de certaines graphies (koi, eske) ; le rébus typographique (2m1 = demain ; koi 2 9 = quoi de neuf) ; l'utilisation de la valeur épellative des lettres, des chiffres et des signes (a12c4 = à un de ces quatre ; A+), ou de mots anglais plus courts (*now* ; *U*) ; sans oublier les codes iconiques :-) et :- (.

Tout est permis dans les limites imposées par l'intelligibilité des formes pour le destinataire. Les usagers font preuve d'une grande liberté dans l'emploi des néographies, et le mot lui-même est atteint dans ses frontières et son identité. Ces procédés employés à haute dose forment un véritable langage ésotérique requérant pour quiconque une gymnastique de l'esprit, et même impossible à déchiffrer par les non initiés.

Assiste-t-on au développement d'une nouvelle variété de français écrit ? Les procédés utilisés ne sont pas nouveaux : on les trouve dans les abréviations scolaires, les jeux de lettres, l'art et la littérature, de la Joconde moustachue d'un Marcel Duchamp (*L.H.O.O.Q.*) au « Doukipudonktan » et « skeutadittaleur » tonnés par Zazie dans *le métro*. Raymond Queneau prônait alors un « néo-français » calqué sur le langage parlé, pour lutter contre la momification de la langue et l'aspect tant artificiel qu'abstrait du langage écrit. L'innovation des mini-messages résiderait plutôt dans le mélange de tous ces procédés qui forment un « *melting-script* »² dont l'usage est quotidien et universel.

La convergence de l'argot d'Internet et du langage SMS indiquent que le lien entre le support matériel technologique et le mode d'écriture n'est pas si rigide. On constate en effet une autonomisation *partielle* de ces procédés d'écriture par rapport à leur support technologique initial. Les tics d'écriture pris sur Internet migrent vers les textos : par exemple, les étirements graphiques – je t'mmmmm – phénomène d'iconicité qui entre en contradiction avec les procédés abrégatifs. Ou encore, l'utilisation de *smileys* ;-), alors que la tendance sur les portables va plutôt à la disparition de la ponctuation, difficile d'accès. Inversement, le langage SMS est utilisé sur d'autres supports que les mobiles, et migre notamment sur Internet où il se voit désormais banni de certains blogs et forums par les partisans d'une « Netiquette ». Il existe donc une relative homogénéité de ce néo-français *made in TIC*. On trouve d'ailleurs sur Internet de nombreux dictionnaires de langage SMS qui attestent une certaine lexicalisation. Une langue commune et *générationnelle* semble bien en émerger.

Un néo-langage hors-normes

Cependant, cette langue est fondamentalement instable, ce pourquoi il paraît plus pertinent d'en dégager une grammaire (un ensemble de règles et procédés de formation) qu'un vocabulaire. Un individu peut très bien écrire un même mot différemment au sein d'un même message. Ces dictionnaires reflètent plutôt les procédés statistiquement les plus utilisés en *moyenne* qu'une quelconque *norme*. Ce néo-langage écrit, employé dans la sphère la plus privée, n'est soumis à aucune publicité ou évaluation sociales, et a pour cette raison la particularité d'être pratiquement hors-normes.

Lorsque ce ne sont pas le souci de rapidité et le principe du moindre effort qui expliquent ce je-m'en-foutisme généralisé à l'égard de toute norme langagière, c'est l'appropriation ludique de cet espace d'écriture. Les contraintes techniques ne suffisent pas à rendre compte de cette inventivité scripturale. C'est bien l'intention de jouer avec les mots au sein de ce format de communication qui libère parfois la créativité du côté de la poésie³. On éprouve un véritable plaisir à y manier la langue, à chercher le mot juste, percutant ou créant l'ambiguïté – la vie, l'amour étant parfois suspendus à un SMS, envoyé ou reçu, dans lequel chaque mot compte⁴. Les SMS autorisent ainsi également la temporalité différée et la distance réflexive empruntées au code écrit.

Mais il faut surtout souligner la véritable jubilation, en particulier des ados, à utiliser un langage *hors normes scolaires*, qui s'éloigne de l'orthographe conventionnelle. L'« ortho-graphe », écriture droite, correcte, est sans conteste un instrument brutal d'évaluation et de discrimination sociale : l'instance de la lettre s'impose dans toute sa violence symbolique et constitue la norme par excellence. Là où l'écriture traditionnelle représente la loi et l'institution, les SMS se transforment en espace de transgression et de jouissance de la faute d'orthographe. Les lycéens expriment dans cette écriture a-scolaire leur refus d'une orthographe qu'ils maîtrisent mal, le plus souvent. Écrire en langage SMS peut aussi servir à cacher ses difficultés, mêlant vraies et fausses fautes.

Ces systèmes d'écriture technologique entraînent-ils pour autant une baisse du niveau d'orthographe et un appauvrissement de la langue ?

La faute aux sms ?

Les avis opposés s'affrontent entre les optimistes qui y voient une chance de réconcilier la jeunesse avec sa langue, et les plus craintifs pour lesquels ces modes de communication sont en train de balayer leurs derniers repères orthographiques et grammaticaux.

Les systèmes de saisie intuitive sur les mobiles (T9, iTap) permettent désormais d'écrire sans fautes et rapidement, en ne frappant qu'une partie du mot. Les correcteurs automatiques d'orthographe sur nos ordinateurs nous épargnent également quelques hontes. Si l'on parie sur le monopole à venir de ces supports technologiques d'écriture, à quoi bon apprendre l'orthographe – puisque ces applications orthopédiques se généraliseront de manière strictement coextensive ?

Cependant, ces logiciels de saisie intuitive ne comportent encore qu'une liste de mots relativement réduite. De même, les abréviations et syntagmes les plus répandus sur SMS ou MSN ne permettent de rédiger qu'un nombre restreint de vocables, excluant les mots les plus rares ou recherchés. S'il est vrai que la pensée dépend des mots dont elle dispose, la généralisation de l'argot d'Internet et du langage SMS engendrent une simplification lexicale et syntaxique qui aboutit au conformisme d'un novlangue. Rappelons que c'est dans l'espoir d'empêcher la réflexion et la formulation d'idées subversives que le novlangue d'Orwell cherchait à *comprimer* la langue et *accélérer* le rythme d'énonciation des syllabes.

Mais cette hypothèse d'un appauvrissement de la langue pêche en occultant l'inventivité anormale de ces langages. Elle les traite comme des formes dégradées de l'écriture conventionnelle, et non comme formes singulières et autonomes d'écriture ordinaire.

L'écriture phonétique et autres procédés font-ils concurrence à l'orthographe officielle ? La réponse est à nuancer. Leur usage est circonscrit et territorial – employé exclusivement sur les TIC, jamais sur papier. Les élèves ne l'utilisent pas dans leurs copies, ni les chercheurs d'emploi dans une lettre. La baisse du niveau d'orthographe est peut-être en partie fantasmée⁵. On ne saurait pour autant considérer ce néo-langage comme étant étranger à la langue française : il s'agit bien d'une *variété* spécialisée de français écrit. Le français est une langue *vivante* qui a largement évolué au cours des siècles et

dont l'orthographe a fait l'objet de plusieurs réformes : il ne faut pas confondre la langue française avec la forme éphémère que revêt son orthographe à un moment donné⁶. Et il se peut très bien que les nouvelles technologies influencent son avenir, comme celui de toutes les autres langues.

Tous multilingues

Il y a de nombreuses variétés de « langues » au sein du français, qui n'en a pas moins une unité linguistique assignable. Toute langue est une réalité composite hétérogène, dont le langage des technologies constitue l'une des fréquences – elle-même multiple. Leurs modulations, à l'écrit comme à l'oral, sont infinies et systématiques. Il nous faut reconnaître avec le Deleuze de *Mille plateaux*⁷ une variation première et essentielle des langues. La langue supposée la même se définit non pas par des invariants, mais « au contraire, par la ligne de variation continue qui la traverse ». Ces lignes de changement et de création travaillent la langue du dedans. Chaque jour, nous passons constamment d'une langue à l'autre, « par coexistence et continuité d'usages différents ».

1 • L'économie de la frappe est privilégiée sur les médias de discussion en temps réel (SMS, messageries instantanées, ou IRC) – ce qui n'est pas le cas dans les médias de discussion en temps différé.

2 • J. Anis, *Parlez-vous texto ?*, Paris, Le Cherche Midi, 2001.

3 • Cf. le concours poétique lancé par la RATP et les romans de Phil Marso.

4 • Les sociologues pointent d'ailleurs l'importance des SMS dans la naissance des relations amoureuses.

5 • Voir les passionnantes *Conversations sur la langue française* de Pierre Encrevé et Michel Braudeau (Paris, NRF Gallimard, 2007). Grâce à la scolarité obligatoire et aux mass-médias, le français se porte mieux que jamais en moyenne nationale. « Quand on déplore l'état présent du français, on néglige ce fait établi qu'on n'a jamais autant, ni aussi bien parlé et écrit le français en France dans l'ensemble de la population. » (p. 23). Les petits-enfants d'ouvriers et de paysans maîtrisent incomparablement mieux la langue nationale que leurs ancêtres dont la langue maternelle était souvent un patois.

6 • P. Encrevé et M. Braudeau, *op. cit.*, p. 113.

7 • Gilles Deleuze, « Postulats de la linguistique », *Mille plateaux*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.

WIKIPÉDIA : LA CONSCIENCE D'UN SAVOIR MOBILE

par Paul Magendie

Internet est déjà une vieille révolution, d'autant plus actuelle qu'elle est bien établie. Ce qui était un objet d'avenir fascinant est devenu une réalité omniprésente. Il ne s'agit plus d'une promesse de diffusion rapide et élargie des savoirs. Plus qu'un véhicule de connaissance, Internet en est une forme.

Comme l'imprimerie en son temps a mis en crise l'autorité de l'instruction ecclésiastique, devenant la main armée de la sécularisation, Internet multiplie et confronte les informations. Qui peut encore craindre le discours officiel d'un monopole, là où l'éclectisme des théories les plus excentriques a droit de cité ? La masse des données qui y circulent et le nombre exponentiel de ses bénéficiaires entravent sérieusement toute volonté de régulation arbitraire. C'est non seulement l'autorité de l'expertise, mais toute possibilité même d'un savoir établi qui sont mises à mal par son instabilité prolifique.

Une légitimation démocratique du savoir

Sur l'encyclopédie libre *Wikipédia*, la connaissance n'est pas davantage le fait d'une sagesse s'imposant verticalement par sa seule légitimité, elle résulte d'une multitude de contributions. La connaissance y prend la forme d'une construction collective dont les utilisateurs sont aussi les ouvriers. Chaque internaute peut spontanément proposer un article ou en modifier un qui existe déjà. Une telle liberté de navigation ne va pas sans quelques avaries : de la pure malveillance qui annonce prématurément la mort d'une célébrité à l'opportunisme qui transforme *Wikipédia* en un support

promotionnel ou de propagande. De là, la nécessité d'une capitainerie. Des modérateurs sont ainsi élus par les utilisateurs de l'encyclopédie pour encadrer la multiplicité des participations. Leur rôle d'administrateurs consiste notamment dans la régulation des contestations. Pour les entrées sujettes à discussion : Race, IVG, Euthanasie, ou autres définitions litigieuses et objets polémiques, ils tendent à produire une synthèse dépassionnée qui puisse intégrer une pluralité de points de vue. Le rêve moderne d'une connaissance normative dont il serait possible de dévoiler l'universalité, semble ainsi devoir être remplacé par celui de l'unanimité. Cette nouvelle légitimité démocratique qui peut être regardée comme une garantie d'impartialité, tend à substituer à l'idéal d'un savoir absolu celui d'un savoir neutre. Pour autant, l'absence de parti pris n'est-elle pas illusoire ?

La responsabilité critique du lecteur

L'encyclopédie libre confronte le lecteur à sa responsabilité critique. Même l'utilisateur le moins impliqué dans la maintenance de *Wikipédia* est immédiatement informé du relativisme inhérent à une telle construction des savoirs, par des signets de prévention que l'on trouve souvent en tête d'article. Ils sont d'emblée invités à suspecter le manque de précision des sources ou le caractère trop publicitaire du propos. Cela implique que la transmission d'une connaissance ne peut se faire simplement depuis un émetteur producteur vers un récepteur passif. Elle suppose au contraire un lecteur en alerte. Combien se sont déjà mordu les doigts d'avoir pris pour du bon pain la mauvaise farce d'un internaute désœuvré ? La science qui naît du mythe produit encore quelques légendes. C'est de cet écheveau qu'il faut tirer un sens sans jamais se résoudre à l'y trouver *ready-made*. Une telle entreprise est rendue d'autant plus difficile que les sources, souvent anonymes, tendent à disparaître dans la multiplicité mobile des données. Il semble qu'on ne puisse pas abandonner sa confiance au nombre des contributions. La construction collective du savoir ne suffit pas à en assurer la légitimité. Pourtant, dans un tel système, la suspicion qui évalue la connaissance, et le doute qui la fonde semblent garantis.

Un savoir ouvert et dynamique

L'encyclopédie, qui pouvait apparaître dans sa forme livresque comme la fixation d'acquis, devient avec l'encyclopédie libre une entreprise critique en perpétuelle transformation. Elle a perdu sa forme de cercle pour prendre celle d'une toile aux extensions et ajustements permanents. On n'a jamais fait le tour d'une métamorphose. Si ce pluralisme dynamique court le risque de noyer la rigueur scientifique, il révèle aussi plus explicitement la connaissance comme un objet en formation. La version interactive de l'encyclopédie continue d'achever l'illusion d'un système descriptible dans son entier. Sans pour autant renoncer au désir d'être complète, elle prend en charge l'élaboration d'un savoir en devenir. Dans un tel mouvement d'actualisation ininterrompu, il n'est pas question d'espérer thésauriser jusqu'à l'exhaustivité. Le fantasme d'une maîtrise est d'emblée emporté par la vague. La forme close du livre pouvait laisser fantasmer un savoir absolu que finirait par produire l'accumulation de volumes. Sur Internet, le savoir se donne à voir sous la forme dynamique de sa construction.

Une libre compulsion...

Le passage du rouleau au livre moderne fut sans doute une révolution comparable. D'une lecture nécessairement linéaire à la possibilité de feuilleter, le lecteur s'est émancipé de l'ordre voulu par l'auteur. Avec Internet, aucun itinéraire ne saurait plus être imposé. Ni introduction prédéterminée, ni conclusion exclusive, la méthode ne se soumet plus à aucune méthodologie. Au gré des liens qui se présentent, l'internaute poursuit un itinéraire singulier. S'il est sans but, il pourra se laisser emporter au fil d'une digression absurde, si au contraire il a quelque intuition de ce qu'il cherche, il saura y creuser son sillon. Il est certes possible de n'y glaner qu'une date ou une confirmation, mais la forme de ses chemins de traverse nous retient. Internet se prête volontiers à l'esprit d'investigation, moins par la rigueur des informations disponibles que par sa forme ludique propice à entretenir la curiosité. Chaque lien nous enfonce un peu plus dans ses sinuosités. Une telle liberté de compulsion invite le lecteur à devenir chercheur, c'est-à-dire à faire de l'apparente

et déroutante indétermination de ce mode de consultation, l'occasion de construire son propre chemin, par tâtonnements, confrontations et vérifications successives. Internet ne se caractérise pas par la rigueur de l'exactitude, mais il se prête si bien au nomadisme des esprits.

À l'image de l'esprit

Cette mobilité toujours augmentée d'Internet présente une sorte d'isomorphisme avec l'expérience psychologique de la connaissance. Comme un *mind mapping* qui tisse des connexions mentales, Internet ressemble à l'esprit dont il est issu. L'intelligence aussi établit des ponts sémantiques entre des concepts clefs. C'est ainsi qu'elle tire son fil d'une toile dont le motif est aussi inconstant que celui du voile de Pénélope. À l'image d'une carte heuristique, Internet dessine une arborescence où s'entrecroisent les liens, mais le réseau n'est pas même un labyrinthe dont on trouverait le plan sur le blog de Dédale. Son diagramme atteint un degré de complexité dont les fluctuations laissent seulement deviner la forme mouvante du savoir. Si peu virtuel, Internet réalise au contraire le schéma mobile d'une pensée discursive. L'esprit s'y représente avec ses méandres. Certes l'analogie a ses limites et chaque page web présente un nombre fini de liens prédéterminés dont la juxtaposition ne saurait à elle seule produire un raisonnement. Il est cependant possible d'y reconnaître les détours et anfractuosités où se forme un savoir teinté d'incertitude.

Avec *Wikipédia*, la connaissance troque visiblement l'assurance d'une docte stabilité contre la conscience accrue de sa nature mobile. Elle ne s'y montre pas comme un édifice à construire, mais comme un chantier aux variations perpétuelles.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, GRATUITÉ ?

par Caroline Pauthe-Leduc

« Nous rejetons les rois, les présidents et le vote ; nous croyons au consensus approximatif et aux programmes qui marchent. »¹

Dave Clark

Un puissant idéal démocratique animait les pionniers d'Internet dans les années 60 et 70. L'intime influence de la contre-culture lors de sa longue gestation au sein des universités américaines en a imprimé la structure et le fonctionnement. En ces temps glorieux, sa devise aurait pu être « liberté, égalité, gratuité » : réseau ouvert à tous, décentralisé au plan technologique mais aussi institutionnel, entraînant une organisation horizontale où la communauté scientifique valide par consensus les innovations les plus utiles à l'ensemble du système ; liberté d'expression, d'opinion et d'accès aux codes sources des programmes ; gratuité du réseau et de ses contenus dans un esprit de coopération et de partage des savoirs.

Mais depuis que la *world wide web* a été rendu public en 1991, quelques couacs se font entendre pour révoquer ce rêve implicite d'une démocratie directe inféodée au seul mérite. L'afflux massif² des internautes lambda amène avec lui l'éparpillement des intérêts individuels souvent égoïstes. Tandis que l'arrivée sur le web des acteurs institutionnels classiques (médias, partis, organisations gouvernementales) tend à rétablir les anciennes hiérarchies verticales, la sphère marchande connaît un essor exponentiel, instaure des douanes et des péages à des services et des logiciels de plus en plus nombreux – rappelant chacun à ses vieux réflexes de propriétaire.

L'engouement pour la démocratisation de l'accès au débat public que permettrait Internet paraît souvent exagéré. Le temps n'est pas venu pour autant de trancher ce qu'Internet va changer des pratiques démocratiques. Comment en apprécier les promesses, mais aussi les limites ?

Accès et clôtures

Depuis le résultat du référendum sur la Constitution européenne, la presse, désarmée, qui relayait dans l'ensemble les soutiens au oui, suppose à la blogosphère une certaine influence sur le vote populaire. Si l'on peut douter qu'elle ait été décisive, reste que les internautes ont investi le web à la recherche d'analyses alternatives qui puissent faire réellement débat³. Les périodes d'élection sont dorénavant propices à une certaine effervescence sur le net : les dernières présidentielles ont ainsi vu les discussions s'introduire jusque sur des forums non politiques, tel Doctissimo. Dans des contrées moins privilégiées, Internet s'avère une ressource indispensable pour échapper à la censure exercée par les régimes totalitaires. Ainsi de la renaissance sur la toile en 2009 du quotidien iranien Ham-Mihan qui avait été auparavant suspendu du fait de ses idées progressistes, ou encore de la libération du journaliste Cheng Yizhong après quelques mois de détention grâce à la mobilisation des internautes chinois. Qu'un espace d'ouverture démocratique sur le net soit possible paraît donc incontestable.

Un certain nombre de freins à cet enthousiasme doivent pourtant être signalés à des niveaux distincts. Une première limite est constituée par les obstacles externes d'accès au réseau (pays non équipés, stricte restriction d'accès d'ordre politique, difficultés financières, ou embarras à se mouvoir dans cet environnement technologique). D'autres empêchements sont davantage inhérents aux types d'organisations et de pratiques sociales propres à Internet. C'est par exemple tout le paradoxe de l'usage généralisé de l'anonymat qui s'y applique : s'il permet certes dans certains cas de contrer la censure⁴, il pousse aussi abondamment à ne pas se faire responsable de ce que l'on dit dans les différents forums,

listes de discussion ou commentaires de sites, au contraire de ce que supposent les conditions d'un réel débat.

Une autre limitation est d'ordre purement numérique. L'on s'émerveille de la grande variété des sources d'informations nécessaire à se constituer une opinion citoyenne, l'on s'émerveille encore de la possibilité pour chaque internaute de produire lui-même information et analyse – à l'envers de l'axe descendant du circuit de l'information sur le modèle de la presse, de la rédaction au lecteur. Pourtant l'abondance masque une très forte concentration de l'audience sur les sites les plus classiques⁵. De plus, il n'y a pas tant de blogs ou de sites personnels, comparé au nombre d'internautes⁶. L'augmentation du nombre de personnes devenues grâce à Internet des acteurs de la scène démocratique n'apparaît pas si formidable, même si bien sûr le réseau l'autorise davantage. Enfin, la blogosphère se constitue en réalité de petites communautés homogènes de blogs réunis autour d'opinions proches, dont les liens se renvoient les uns aux autres et de fait, relativement hermétiques aux autres familles de pensée. Si chacun se maintient sagement dans sa propre sphère d'influence politique, comment rencontrer la contradiction, moteur de la délibération ?

Malgré ces restrictions, nul doute pourtant qu'il soit plus facile de croiser la contradiction sur le réseau qu'au café du commerce. Peut-être seront-elles levées avec le temps et l'avènement de nouveaux usages tels que peut le promettre le web 2.0 ? Par la souplesse de ses dispositifs et l'interactivité de ses contenus, Internet accroît sensiblement la surface visible et le pouvoir d'interpellation des citoyens et des courants minoritaires qui peinent à se faire entendre dans d'autres espaces publics. Le frein majeur à ces bonnes nouvelles semble dans un premier temps être la désorientation résultant de la pléthore des contenus. Comment être sûr de la fiabilité des informations, de l'indépendance de leur production ? Des connivences partisans avancent parfois masquées, notamment dans les groupes extrémistes, ou plus benoîtement des connivences marchandes dans le cas des blogs aux billets sponsorisés.

La légitimité sur Internet : un *work-in-progress*

Afin de justifier leur frilosité, les défenseurs de l'ordre ancien invoquent le relativisme à tout crin sévissant sur le net, l'égalité des opinions entre elles les renvoyant infiniment les unes aux autres. Tout serait égal, donc possible, donc permis. Curieusement, cette critique rejoint à l'envers les idéaux aux origines du réseau – à ceci près que la communauté des savants qui ont développé Internet admettait une légitimité scientifique possible comme rasoir d'Ockham. Elle rejoint aussi le désarroi d'un grand nombre de journalistes qui voient le modèle économique de la presse issu de la révolution industrielle tomber en obsolescence. La publicité déserte les journaux payants et aborde encore prudemment le net. La presse papier est cannibalisée par les gratuits, et bien sûr Internet : puisqu'il suffit de trouver *the right man at the right place* pour l'improviser journaliste, pourquoi salarier les dinosaures ? Ceux qui ne choisissent pas l'hyperspécialisation de leur ligne éditoriale précipitent leur perte en réduisant les coûts, ce qui entraîne la déperdition de la variété et de la qualité de l'information. Au détriment des reportages et des analyses approfondies, la simple réécriture de dépêches AFP prend de plus en plus de place parmi de nombreux journaux, dépêches que le lecteur aura plus vite fait de trouver sur Internet... Comme chacun sait, Internet est de plus mal fréquenté, regorgeant de rumeurs et de diffamations en tout genre. Mais comme le fait remarquer Yochai Benkler⁷, justement nous le savons, et nous sommes en conséquence éduqués à une saine méfiance qui nous manque en revanche parfois à la lecture de la presse « crédible ». Les articles du *New York Times* sur les armes de destruction massive en Irak ne se sont-ils pas fait complices d'un mensonge d'État ?

Les contempteurs comme les adorateurs d'Internet se leurrent d'inverse façon s'ils croient possible l'absence des médiations qui ordonnent notre lecture du monde. Les nouvelles règles du jeu induites par le réseau déclenchent une redistribution des cartes qui, néanmoins, sera plus fréquente qu'auparavant. Les médias traditionnels doivent dans l'urgence faire valoir la pertinence de leur

savoir-faire tandis que s'amorce la professionnalisation des premiers blogueurs remarqués. Ces derniers ont patiemment construit leur légitimité par l'élaboration d'une ligne éditoriale fine et originale, par l'accroissement de leur réseau au fil des billets commentés. Depuis peu naissent des blogs collaboratifs, à plusieurs mains⁸, supposant rigueur et organisation.

Mais surtout, on ne trouve sur Internet que ce qu'on y importe, la hiérarchie de nos goûts et dégoûts. Cela peut être le pire, en ligne directe avec notre jouissance, comme l'autorisation en nous d'y rencontrer ce que nous n'attendions pas.

Clic power

Les fondateurs d'Internet ont fait une erreur : ce n'est pas le consensus qui fait preuve de vitalité démocratique. La prise de position suppose le franchissement d'une incertitude, la complexité des problèmes que pose la considération du bien commun ne se laissant pas strictement rationaliser, contrairement au champ scientifique. Ce franchissement ne s'opère qu'au terme d'un processus qui implique la construction d'une position motivée aux parages de la contradiction, dans des conditions de débat dignes.

Les ornières qui menacent le plus celui-ci sur le réseau sont celles du primat de l'intérêt individuel, du règne du *pathos* et des artifices rhétoriques par lesquels la parole est confisquée par quelques-uns. On n'a pas encore inventé de wiki neutralisant ceux qui parlent le plus fort et terrorisent leurs contradicteurs⁹. Le risque est donc qu'Internet se cantonne à mettre en scène une mosaïque de « monologues interactifs »¹⁰ au lieu de permettre l'appropriation des termes du débat et le bougé qui peut s'ensuivre. La tentation est grande sur le réseau en effet de simplement quitter la scène au moindre dérangement. L'internaute est « essentiellement mobile », le clic d'entrée et de sortie d'un site se substituant à une réelle prise de position. Qu'est-ce qui le différencie alors d'un simple consommateur ?

Tout ne relève pas de la démocratie dans une démocratie, sans quoi nous risquons inévitablement de la diluer dans le marché par l'écrasement de l'opposition interne qui est en son principe. Il n'est

pas encore dit qu'Internet ne parvienne à lui faire une place, en particulier en s'efforçant d'améliorer les dispositifs de régulation du débat. Et à condition encore de faire circuler en *off*, dans sa pensée et dans son corps vivant, ce qui a germé en *on*.

1 • Devise de l'Internet Engineering Task Force, reprise d'un discours de Dave Clark, premier président de Internet Activities Board, 1992.

2 • En juin 2009, on comptait 1,77 milliards d'internautes dans le monde. Bien que l'augmentation depuis décembre 2000 soit de 362 %, le taux de pénétration de la population n'est encore que de 24,7 %. Source : www.internetworldstats.com/stats.htm

3 • D'après Guilhem Fouetillou, deux tiers des sites qui ont traité de la question se prononçaient pour le non, cité par Patrice Flichy, in « Internet et le débat démocratique », *Réseaux*, n° 150, 2008, p. 159-185. Sauf mention contraire, les sources et citations de ce texte sont toutes issues de cet article.

4 • Reporters sans frontières propose ainsi sur son site de télécharger « Le guide pratique du blogueur et du cyberdissident », qui indique les diverses manières de sécuriser ses traces.

5 • Suivant les chiffres que cite Patrice Flichy, près de la moitié des internautes ne consultent que les sites des médias traditionnels et les portails Internet pour s'informer.

6 • Le site Technorati recense en juin 2008 112,8 millions de blogs dans le monde, dont peu sont véritablement actifs.

7 • In « Les internautes, nouveaux chiens de garde », *Le Courrier international*, numéro spécial « Mais où va la presse ? », n° 972, du 18 au 24 juin 2009, initialement paru dans *The New Republic*.

8 • Le site Causeur, par exemple.

9 • Sur l'usage du non argument qui met le plus souvent fin au débat sur Internet, voir : http://www.lemonde.fr/technologies/article/2009/08/13/obama-hitler-et-la-loi-de-godwin_1227838_651865.html édition du 13 août).

10 • Michaël Dumoulin cité par Patrice Flichy,

UNE ARCHITECTURE QUI COMPTE

par Clémence La Sagna

À la Renaissance, l'apparition de la notion de progrès remet en question le caractère éternel et ineffable de l'architecture. On recherche alors un modèle légitime à la source. L'architecture grecque, qui relève du divin, s'impose *de jure* comme l'idéal qu'il faut reproduire. Si cette reproduction du modèle antique est considérée par Peter Eisenman comme une « fiction de la représentation »¹, c'est que l'architecture recherche alors sa légitimation dans des sources qui lui sont extérieures. L'architecture de la Renaissance n'est en fait pour Eisenman qu'une simulation du modèle classique qu'elle cherche à reproduire. C'est sur ce constat que, dans les années 80, Peter Eisenman émet l'idée d'une nécessaire autonomie de l'architecture, c'est-à-dire d'une architecture qui, plutôt que de se référer à l'histoire ou à la culture, ne se référerait qu'à elle-même.

L'architecture computationnelle

Dans les années 90, l'architecture computationnelle – littéralement celle « qui compte » – voit le jour. Elle se présente tout d'abord comme une architecture dont la conception est assistée par ordinateur (*computers*). Les progrès en informatique permettent, grâce à la rapidité du calcul algorithmique, le calcul structurel de toutes les formes imaginables. C'est la première fois qu'une avancée technique sert le processus de conception architecturale plutôt que la construction qui en résulte. Mais la révolution ne se limite pas à un aspect technique. L'essor de l'informatique accouche d'un nouveau type de langage : le langage formel, et avec lui la possibilité de s'abstraire du langage naturel et de ses ambiguïtés. Place est alors faite, du moins le croit-on, à une architecture de part en part dé-subjectivée et répondant donc potentiellement au désir d'Eisenman d'une autonomie de l'architecture.

La blobarchitecture

La première manifestation de la computation en architecture apparaît ainsi avec l'architecte américain Greg Lynn et sa *blobarchitecture*. Il s'agit d'une architecture que la conception assistée par ordinateur a réussi à extraire de ses standards formels et de son orthogonalité. Les blobs sont des bâtiments aux formes rondes et souples : on en trouve un exemple éclatant dans le bâtiment Selfridges de Birmingham réalisé par l'agence Future Systems. Pour les architectes qui y sont associés, le blob est l'expression d'une véritable révolution : « l'ordinateur, note Jorge Silvetti, pourrait produire des formes qui non seulement n'ont pas de précédents mais qui, plus incroyable encore, pourraient ne pas avoir de référent ! Se libérer de la sémantique, de l'histoire et de la culture pourrait être rendu possible pour la première fois dans la civilisation »². Le succès du blob résiderait alors dans l'absence de signification de sa forme. Or, si Eisenman cherche à développer un langage propre à l'architecture, ce n'est pas pour la priver de son sens, mais au contraire pour révéler un sens qui serait absolument inhérent à l'architecture.

Les limites de la blobarchitecture

Mais, pour les *aficionados* contemporains de la « computation », les formes issues du langage formel, et donc a-signifiantes, que sont les blobs ne sont pas encore parvenues à une autonomie satisfaisante. En effet, loin d'être réellement privées de signification, elles présentent plutôt une signification instable, ce qui, selon la nouvelle génération d'architectes computationnels, va à l'encontre de l'idée d'autonomie prônée par Eisenman. Opposons à cet argument que si la blobarchitecture ne répond effectivement pas au désir d'autonomie tel que formulé par Eisenman, c'est que celle-ci n'échappe pas à la culture qui lui est contemporaine. Il s'agit en effet ni plus ni moins d'une architecture qui exprime les progrès techniques de son temps.

Se passer de tous référents extérieurs, telles l'histoire, la culture ou encore la sémantique était certes un grand pas, mais il fallait aller plus loin. Pour pallier le manque structurel d'autonomie architecturale des blobs, le désir d'autogénération des bâtiments voit le jour.

L'architecture génétique

Selon l'architecte Karl Chu qui prétend apporter une solution à ce problème séculaire, l'écueil de la blobarchitecture réside avant tout dans son morphodynamisme. Pour lui, le blob n'est qu'une « description morphologique de fréquences, vitesses, pressions »³ et autres paramètres ayant été utilisés dans la conception du blob, paramètres déterminés par l'architecte et donc subjectifs. Mais pour pallier à cela – comme si c'était possible ou même seulement souhaitable – Chu oppose au morphodynamisme le morphogénétisme qui, reposant sur la technologie « L Systems », permettrait de créer des morphologies fractales dans lesquelles le tout et ses parties auraient la même structure. Ce principe de la morphogénétique contient, selon Chu, un principe interne qui génère *de lui-même* (contrairement au blob encore soumis à l'architecte) la forme architecturale et son organisation. Le « L Systems » repose en effet sur la récurrence qui permet selon Chu de définir des objets à partir d'objets de la même classe préalablement définis. L'architecte disparaîtrait alors totalement de sa création.

Le génome

L'architecte Haresh Lalvani prétend quant à lui, dans la lignée de Karl Chu, être sur le point de cartographier ce qu'il appelle « le génome architectural », c'est-à-dire un code universel valant pour toutes les morphologies architecturales. Une fois son génome établi, l'architecte prétend que « les oppositions entre passé et futur, naturel et artificiel, cesseront d'être opposées dialectiquement et fusionneront en une seule catégorie »⁴. Grâce à son génome architectural, Haresh Lalvani compte bien voir arriver un monde dans lequel « les bâtiments grandiraient, répondraient, s'adapteraient et se recycleraient. Ils s'assembleraient d'eux-mêmes et s'organiseraient d'eux-mêmes. Ils se souviendraient et auraient conscience d'eux-mêmes, et ils se reproduiraient et mourraient. L'architecture organique, atteindrait un niveau biologique, se dessinerait elle-même. Elle se perpétuerait. L'architecture deviendrait "la vie", et paradoxalement les bâtiments n'auraient plus besoin d'architectes »⁵. Si les plus novateurs des architectes computationnels semblent se réjouir de

l'éviction de l'architecte du processus de conception, ils se présentent toutefois eux-mêmes comme architectes, et non des moindres. Cette soi-disant disparition de l'architecte apparaît donc plutôt comme sa fourbe dissimulation.

Pour conclure

La nouvelle génération d'architectes computationnels à laquelle appartiennent Karl Chu et Hareesh Lalvani, voit dans l'utilisation de l'outil informatique une réponse idéale à la recherche de l'autonomie, nécessaire selon Eisenman. Substituant le langage formel au langage de l'homme, la computation débarrasserait l'architecture des équivoques qui lui sont inhérentes. En effet, « l'architecte computationnel n'a pas d'agenda psychanalytique ». ⁶

1 • Peter Eisenman, « La fin du classique : la fin du début, la fin de la fin », in *Perspecta*, traduit de l'anglais par Emmanuelle Sarrazin et Paul Gresham, 1984.

2 • Jorge Silvetti, « The Muses are Not Amused: Pandemonium in the House of Architecture », *Harvard Design Magazine*, n° 19, hiver 2004. Cité par Brad Horn dans « Escape from the Future: Architecture, Language, and the Computational Turn », article publié sur le site : <http://futurefeeder.com/>

3 • Cité par Brad Horn dans « Escape from the Future: Architecture, Language, and the Computational Turn », *op. cit.*

4 • Hareesh Lalvani, « Genomic Architecture », *Journal of Architecture and Computation*, 2005. Cité par Brad Horn dans le même article.

5 • *Ibid.*

6 • Brad Horn, *op. cit.*

PLUS JAMAIS SEUL

par Alice Delarue

On a vu se multiplier dernièrement de nouvelles applications, nommées *Loopt*, *Google Latitude* ou encore *Sniff*, qui offrent aux utilisateurs la possibilité de localiser leurs contacts et de suivre leurs déplacements – à la condition que ceux-ci soient eux-mêmes équipés des applications en question – à partir d'une carte affichée directement sur les écrans de leurs téléphones mobiles. « Combien de fois avez-vous souhaité savoir où étaient vos amis et ce qu'ils étaient en train de faire ? C'est une question centrale de notre vie sociale, [...] à laquelle vous allez maintenant pouvoir répondre avec *Google Latitude* », indique ainsi *Google* sur son blog officiel¹. Et la firme d'expliquer que cette application est « une façon distrayante de rester en contact avec [ses] proches », en indiquant leur localisation « approximative ». « Désormais, vous saurez si votre épouse est coincée dans les embouteillages, si un de vos copains est en ville pour le week-end, ou vous rassurer en découvrant que l'avion d'un proche est bien arrivé à destination. » Des raccourcis invitent ensuite l'utilisateur à contacter ses amis ; un détecteur peut également donner l'alerte lorsqu'un contact passe à proximité.

Nombre de journalistes et de blogueurs s'inquiètent de cette collecte de données personnelles et dénoncent une atmosphère de surveillance généralisée. Il est vrai que ces technologies ont d'abord été promues par l'armée et la police, puis au sein de certaines entreprises, avant de devenir des applications à destination de la consommation de masse. Mais, au sein d'une société libérale, ce n'est pas tant la figure de Big Brother qu'il faut craindre que celle d'une « *little sister* »², à savoir une mise sous surveillance à la fois volontaire et inévitable dès lors que l'on se sert des nouvelles technologies. Le but de *Google* et consorts est avant tout commercial : du fait des informations qu'il laisse filtrer concernant son profil et sa position géographique, l'utilisateur reçoit en temps réel des

publicités ciblées et géolocalisées directement sur son téléphone. Du côté de l'utilisateur, l'utilité de telles applications et la fascination pour ce genre de gadget restent plus obscures.

De Lemberg à Cracovie

Devançant les critiques sur le respect de la vie privée, *Google* précise d'emblée qu'il faut bien sûr l'accord du contact pour le localiser, et qu'il est de surcroît possible de régler les paramètres de confidentialité en fonction de chaque contact, voire de mentir sur son lieu de localisation ou de se cacher ! *A priori*, impossible donc de pister son conjoint, ses enfants ou ses amis sans leur accord : la localisation affichée sera celle que l'utilisateur voudra bien donner à voir.

Mais il est aisé d'imaginer que certaines pressions puissent apparaître avec ces nouvelles possibilités technologiques. À l'ère de la transparence généralisée, pourquoi diable refuser de se faire géolocaliser en temps réel par ses proches si l'on n'a rien à cacher ? Pourquoi se priver de suivre à la trace les déplacements de ses enfants pour être rassuré ? Et pourquoi répugnerait-on à rejoindre sa tribu sur ce nouveau *Facebook* ambulante ? Rien n'empêche par ailleurs un conjoint jaloux ou un employeur suspicieux d'installer discrètement ce type d'application sur le téléphone mobile de leur partenaire ou employé.

C'est sans compter sur la part essentielle du mensonge dans les rouages sociaux : de nouvelles manières de tromper son monde et des intrigues inédites vont immanquablement voir le jour. Quoi qu'on fasse, le malentendu et le scepticisme gîtent au cœur des rapports humains. Freud rapportait à ce sujet une histoire juive : deux amis se croisent dans un train. « Où tu vas ? », demande l'un. « À Cracovie », répond l'autre. « Regardez-moi ce menteur ! », s'écrie le premier furieux. « Si tu dis que tu vas à Cracovie, c'est bien que tu veux que je croie que tu vas à Lemberg. Seulement, moi je sais que tu vas vraiment à Cracovie. Alors pourquoi tu mens ? »³

De la tuché à l'automaton

Des internautes s'enthousiasment sur leurs blogs des possibilités de « rencontres inattendues » offertes par la géolocalisation : until peut maintenant savoir quel ami est dans le quartier pour l'inviter à

prendre un verre, tel autre a pu découvrir que des contacts professionnels habitaient juste à côté de chez lui ; un troisième se réjouit d'être bientôt en mesure, grâce à la synchronisation entre géolocalisation et *Facebook*, de rentrer dans un bar et de détecter la présence d'une femme appartenant à son réseau social étendu (les amis de ses amis) qui serait célibataire ou disponible.

De fait, ces rencontres sont tout sauf inattendues. Jacques Lacan, reprenant la distinction d'Aristote, décrit deux dimensions dans le hasard⁴ : l'*automaton*, qu'il place du côté de la répétition, du « petit cercle qu'on appelle son destin »⁵ dans lequel le sujet est indéfiniment inclus, et la *tuché*, qui est le véritable hasard de la rencontre, sur le versant de la contingence – ces événements imprévisibles, heureux ou malheureux, ces accidents et occasions fortuites qui sont le nerf de l'existence. Mais à écouter Brian Levin, qui a commercialisé *Sniff*, c'en est désormais fini des rencontres manquées : « Si vous vous êtes déjà retrouvé coincé à la maison parce que vos potes au pub ne pouvaient pas entendre vos appels à cause du bruit ou si vous avez manqué une sortie impromptue parce que vous ne saviez pas que vos amis étaient dans les parages, alors *Sniff* est pour vous. »⁶ Ce refus du ratage et du manque élude toute surprise et rabat la rencontre du côté de l'*automaton*.

« Ce qui parle n'a à faire qu'avec la solitude »⁷

Plus encore que d'autres applications de la nouvelle vague communautaire – du type *Twitter* ou *Facebook* – la géolocalisation met en évidence le rapport problématique qu'entretient le sujet moderne avec sa solitude. La promesse faite aux utilisateurs de pouvoir désormais rester en contact quasi-permanent avec leurs amis vient précisément répondre à une certaine précarité dans le lien à l'autre. Certains usagers racontent qu'ils ont pris l'habitude de regarder régulièrement quels contacts se trouvent à proximité, pas pour les rencontrer mais juste pour se rassurer.

Le psychanalyste Philippe La Sagna rappelle que la solitude est une notion somme toute moderne, qui découle du déclin des religions et des idéaux. Tant qu'il était accompagné par Dieu, l'homme n'était jamais seul, il lui faut dorénavant trouver une

manière de supporter sa solitude en l'absence d'une entité transcendante qui garantirait le sens de son existence, d'autant qu'on assiste parallèlement à un délitement certain des rapports sociaux et familiaux. L'essor des modes de communication de type communautaire, qui vont de pair avec un individualisme de masse, sont une réponse à cette précarité contemporaine. Tout le monde a son blog et communique avec son prochain, mais en fait « chacun a un blog qui n'intéresse personne »⁸ ; on passe son temps à s'écouter sans s'entendre, les individus sont plus que jamais isolés les uns des autres. Cet isolement est le prix à payer quand on refuse la frontière avec l'autre. Il faut distinguer l'isolement de la solitude, qui est « la capacité pour un sujet à se séparer de ce qui le sollicite »⁹, à savoir ici les sources de stimulation que constituent les nouvelles technologies et qui paradoxalement l'isolent, parce qu'elles bouchent la relation à l'autre qui n'est plus envisagée que sur un mode addictif. Il s'agit alors d'y opposer l'élaboration d'une solitude moins précaire, qui laisse une place à l'absence et au manque, entre les « épars désassortis »¹⁰ que nous sommes.

1 • « See where your friends are with Google Latitude », http://googleblog.blogspot.com/2009_02_01_googleblog_archive.html

2 • Voir à ce sujet l'article de Laurent Suply, « Peut-on faire confiance à Google (et à nous-mêmes) ? », <http://blog.lefigaro.fr/hightech/2009/02/google-latitude-faut-il-avoir.html>

3 • Sigmund Freud, *Le mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, Paris, Gallimard, 1988, p. 218.

4 • Jacques Lacan, *Le Séminaire, Livre XI, Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Paris, Seuil, 1973, p. 63-75.

5 • Jacques Lacan, *Le Séminaire, Livre II, Le moi dans la théorie de Freud*, Paris, Seuil, 1978, p. 123.

6 • <http://tfl.lci.fr/infos/high-tech/0,,3867051,00-sniffez-vos-amis-votre-telephone-portable-.html>

7 • Jacques Lacan, *Le Séminaire, Livre XX, Encore*, Paris, Seuil, 1975, p. 109.

8 • Interview d'Éric Laurent par Diego Rojas, *La Lettre mensuelle*, n° 269, juin 2008, p. 7.

9 • Philippe La Sagna, « De l'isolement à la solitude », *La Cause freudienne*, n° 66, mai 2007, p. 44.

10 • Jacques Lacan, « Position de l'inconscient », *Autres écrits*, Paris, Seuil, p. 573.

LA PÉDAGOGIE DANS LE FOUTOIR

FICTION INSPIRÉE DE FAITS RÉELS

par Martin Quenehen

Du temps de Léon, on ne disait pas TIC, on disait micro-informatique. Et on chatouillait l'écran avec un crayon optique. Ça se passait au siècle dernier, à Saint-Jacques-sur-Darnétal. Fabius était Premier ministre. Autant dire des lustres. Un beau jour, des ordinateurs MO5 avaient été installés en grande pompe dans la salle polyvalente du petit village. Thomson s'était frotté les mains : vendre à toutes les écoles primaires des boîtes de conserve périmées en guise de trampoline pour explorer la galaxie du progrès, la belle affaire. Quand il y repensait, Léon se disait qu'il devait y avoir là-dessous une histoire de grisbi. Le premier scandale politico-numérique de l'histoire de la République. N'empêche qu'il s'était bien amusé, Léon, avec l'avatar pédagogique et socialiste de Pacman le boulimique.

Il fallait pointer la mine dudit crayon sur des lettres disséminées dans un labyrinthe, afin de former des mots avant qu'un serpent ne les dévore. Une métaphore du travail de l'analysant, luttant contre son inconscient.

Mais pour Léon, tout cela n'était resté qu'un jeu. Pour d'autres, en revanche, ce devint une quête. Un combat. Une croisade. Leur monture se prénommaient Atari, Amiga ou Amstrad. Léon lisait quant à lui les aventures de Yakari. À l'âge de treize ans, quand nombre de ses petits camarades se prenaient pour Roger et chevauchaient l'hippogriffe informatique pour vaincre le reptile et délivrer une Angélique en robe à smocks – rebaptisée Zelda par un poète nippon –, Léon préférait se prendre pour le chevalier de Mirval. Sa princesse s'appelait Eugénie.

Moyennant quoi, il était devenu prof. Mais là encore, dans le mausolée du savoir, parmi les éléphants, les dinosaures et autres chauve-souris, tel Terminator, l'ordinateur avait resurgi. Il ne s'agissait aucunement d'une demande des collègues de Léon, comme lui anachroniques – les enseignants rechignant *structurellement* devant le progrès technique. Non, la pousse de PC dans la salle des profs était à nouveau le fruit d'une histoire de fric. Il faut dire que l'enseignement avait bien changé depuis l'enfance bucolique de notre héros. Pour seconder les ambitions du complexe industrialo-éducatif, le ministère de l'Instruction publique avait créé les filières technologiques. Et, tels des lambertistes, les lascars qui professaient ces matières s'étaient fait passer pour des fonctionnaires et avaient peu à peu phagocyté le mammoth humaniste.

Désormais, les suppôts de Linux régnaient en maîtres, sans plus cacher leur appartenance à la n'Draghetta *digital*. Dans le bahut de Léon, leur parrain – le chef des travaux, qui répondait au clinquant patronyme de Monsieur Verni – arborait fièrement une Breitling, se comportait en cas de grève comme un jaune et roulait en 4x4, sans se préoccuper de son empreinte écologique. Son cas n'était pas isolé. Dans toute l'académie, ses clones analphabètes et compromis avec les trafiquants de tableaux blancs numériques dictaient la loi, imposaient leurs dépenses somptuaires aux proviseurs grisés par l'étiquette « *high-tech* », et faisaient croquer leurs sbires, comme d'antiques patriciens garnissant le panier de leurs sportulaires. Verni avait ainsi récemment détourné à son profit les ordinateurs portables achetés pour leurs élèves par quelques profs de maths mal dessalés, avant de les redistribuer à ses favoris, avides de stocker leurs DivX piratés. Et, sous prétexte d'assurer la sécurité du réseau Internet de l'établissement, il fliquait *allègrement* tous les manants qui, candides, se connectaient sur ses terres. Il interceptait les mots de passe et lisait les courriels, menaçant de se battre quand ceux-ci le mentionnaient en termes choisis. Il était gros, car bien nourri. Il était craint. L'école était finie.

Chose touchante, pour Léon qui pensait que ses élèves étaient tous accro à la même came, tous aliénés par la Marie-Jeanne du siècle

vingt-et-unième – MSN –, quand cette année une jeune fille lui apprit qu'elle ne savait pas se servir d'un ordi. Elle portait des faux ongles à chaque doigt et pianotait à grand peine sur le clavier azerty. Elle s'appelait Maud Désir. Ému, et sans penser à mal, Léon lui montra gentiment comment se créer une adresse email. Le chevalier de Mirval était devenu un drôle de Dolmancé.

H O

R S

HORS

CHAMP

C H A

M P

LA CRISE FINANCIÈRE À L'ÉPREUVE DES MATHÉMATIQUES

par Joachim Lebovits

Dans un entretien accordé au *Monde* daté des 2 et 3 novembre 2008, Monsieur Michel Rocard affirmait : « Des professeurs de maths enseignent à leurs étudiants comment faire des coups boursiers. Ce qu'ils font relève, sans qu'ils le sachent, du crime contre l'humanité. » Si cette malheureuse assertion a été publiée il y a déjà presque un an, l'idée dont il se fait le héraut a, semble-t-il, fait des émules. Non seulement ses thèses sont reprises, mais l'idée saugrenue selon laquelle une ou plusieurs formules mathématiques pourraient être responsables de la crise que nous traversons a aujourd'hui bonne presse. Personne n'a répondu comme il convenait à ces propos diffamatoires¹ ce sera ici l'occasion de le faire. M. Rocard atteste en effet une méconnaissance aussi complète que savamment entretenue des mathématiques, de leurs principes ainsi que de l'usage qui peut en être fait. À l'heure où il a été désigné par le Président de la République pour réfléchir, avec M. Juppé, aux priorités de l'emprunt national, il nous paraît essentiel d'affirmer que les décideurs politiques doivent avoir de la considération pour la recherche mathématique et plus généralement scientifique, ainsi que pour les enseignants et chercheurs – Monsieur Rocard sait d'ailleurs parfois faire preuve d'intérêt pour le savoir comme en atteste le texte qu'il co-signe dans ce numéro. Nous en profiterons pour éclaircir un certain nombre de points sur les rapports que les mathématiques entretiennent avec le monde de la finance.

Criminels contre l'humanité

Nous ignorons ce que M. Rocard considère être « un coup bourgeois », mais force nous est de considérer que ses propos visent tous les mathématiciens enseignant dans un cursus de mathématiques financières. Et qu'en dit-il ? Qu'ils sont des criminels comparables aux nazis – pour ne parler que d'eux. La métaphore est pour le moins excessive. Car plutôt au ciel que les génocidaires du siècle passé se soient contentés de faire des mathématiques !

Étonnons-nous que M. Rocard ne demande ni jugement ni punition contre ceux-là mêmes qu'il qualifie de criminels. Observons par ailleurs qu'il est bien singulier qu'il mette une affectation naïve de délicatesse à ajouter à sa proposition le terme « sans le savoir ». Car les mathématiciens se font un devoir de comprendre et donc de savoir. Lui qui, par sa charge, entend discréditer certains mathématiciens, nous donne surtout une éclatante démonstration de son ignorance à l'endroit des mathématiques.

Du fonctionnement des marchés financiers

Comment les marchés financiers, qui furent le lieu où cette crise démarra, fonctionnent-ils ? Quelle est la part des mathématiciens à l'affaire ? Voilà ce qu'il faudrait tout de même déterminer ! Cela a été dit, redisons-le : les marchés financiers constituent un lieu de partage des risques, ils sont donc utiles et même indispensables à l'économie réelle. Les mathématiques servent quant à elles notamment à la gestion de certains produits financiers complexes, qu'on appelle produits dérivés. Considérons ainsi une compagnie aérienne qui doit s'assurer qu'elle disposera, dans six mois, de la quantité de pétrole nécessaire au vol de ses avions. Afin de se prémunir contre une hausse brutale des cours du pétrole avant cette date, elle souscrita aujourd'hui une option d'achat sur pétrole. Ce faisant, elle transforme une incertitude, celle pesant sur les cours du pétrole dans six mois, en une certitude, celle de ne pas payer dans six mois le pétrole plus d'une certaine somme, connue dès aujourd'hui. Elle limite ainsi ses risques. Reste alors à déterminer le prix d'une telle option ainsi que la stratégie permettant au vendeur de l'option de fournir éventuellement, dans six

mois, le pétrole au prix convenu. Ce sont les mathématiques qui fournissent les outils nécessaires à ce calcul. Cependant, tous les produits financiers ne sont pas aussi mathématisés que les produits dérivés (dont les options sur pétrole font partie). Ainsi les crédits *subprimes* qui sont les produits financiers à l'origine de la crise financière que nous traversons, sont parmi les moins mathématisés. Néanmoins, on peut se demander si la titrisation des crédits immobiliers qui a été à l'origine de la crise des *subprimes*, n'aurait pas effectivement pu fluidifier l'économie américaine si elle avait été mieux réglementée et son usage mieux encadré. Il est certain en revanche que les vendeurs de ces crédits immobiliers *subprimes*, et les dirigeants des institutions financières pour le compte desquels ils travaillaient ne pouvaient ignorer que, compte tenu de la nature même de ces crédits hypothécaires, la bulle qu'ils ont contribué à créer était faite pour éclater à brève échéance. Le désir de bénéfices à court terme, quelles qu'en soient les conséquences à long terme, a prévalu dans cette affaire, entraînant les effets catastrophiques que l'on sait. Tandis que les citoyens en payent chaque jour la note salée, les bonus des acteurs de salles de marchés sont, après avoir baissé un temps, repartis à la hausse. Dont acte.

Lorsque de telles opérations sont accompagnées d'un arsenal de mesures légales mais qui permettent – comment ne pas le regretter ? – d'effacer artificiellement les dettes du bilan de l'établissement financier émetteur de tels *subprimes*, elles portent en elles les signes annonciateurs d'un séisme de grande ampleur. Il ne s'agit plus tant alors d'erreur que de faute commise par certains acteurs du monde financier et sans que les pouvoirs politiques ne songent à intervenir.

Les mathématiques financières

N'oublions pas que les efforts des mathématiciens pour comprendre l'évolution des cours financiers remontent au tout début du XX^e siècle, avec la thèse de doctorat de Louis Bachelier soutenue en 1900. Tombées dans l'oubli pendant près de soixante-dix ans, les idées de ce dernier ont été reprises et développées avec succès par

des chercheurs tels que Paul Samuelson en 1965 puis par Fisher Black, Myron Scholes et Robert Merton en 1973⁵. En utilisant la théorie des processus développée par le grand probabiliste japonais Kiyoshi Itô, ces derniers ont ainsi pu construire une théorie expliquant et modélisant, de façon approximative – comme toujours en modélisation – l'évolution erratique des actifs boursiers. Une rencontre entre un domaine appliqué et une branche des mathématiques encore jeune qui se sont fécondés l'un l'autre a alors eu lieu.

Lorsque des responsables de salles de marchés décident de créer un nouveau produit financier complexe, ils le font notamment à partir d'études mathématiques réalisées par des analystes quantitatifs (aussi appelés *quants*). Des outils mathématiques assez sophistiqués sont en effet nécessaires afin de modéliser l'évolution des prix de marché de ces produits complexes. Ils sont aussi nécessaires pour fournir une stratégie de couverture, c'est-à-dire une façon de gérer et donc de limiter les risques financiers pris par le vendeur d'un tel produit. Cette modélisation suppose qu'un certain nombre d'hypothèses soient vérifiées, par exemple la liquidité⁶. Ces *quants* étant notamment formés par des mathématiciens, il est exact de considérer que certaines théories mathématiques servent à la gestion des produits financiers. Pour autant, il est inexact de considérer que les analystes quantitatifs sont responsables de l'introduction de tels produits sur les marchés financiers. En effet, il ne leur appartient pas de décider de la durée pendant laquelle un produit donné doit être proposé aux investisseurs, pas plus que de décider du volume dans lequel ce produit doit être mis sur le marché. Enfin, les hypothèses faites par les analystes quantitatifs pour établir leurs modèles ne sont pas toujours vérifiées en pratique⁷.

De l'utilité des mathématiques financières

M. Rocard affirme dans le même entretien, que l'hypersophistication de la finance n'a pas permis de soutenir la croissance mondiale. Si l'on suit son raisonnement, il faut comprendre que la mathématisation de la finance (qui a commencé au début des années 70) aura

été non seulement inutile pendant trente-cinq ans, mais n'aura encore pas eu d'autres conséquences que de conduire au présent désastre financier. Ainsi, peu lui importe que tant les entrepreneurs confrontés au risque de change que les praticiens de la finance, reconnaissent que l'apparition des produits dérivés a permis de quantifier et donc de se prémunir contre de nombreux risques financiers. Il existe pourtant un principe en finance mais aussi en économie, et en fait dans tout domaine, scientifique ou non, selon lequel un concept ou un outil inutile disparaît. Il faut donc convenir que les produits dérivés qui ont été de plus en plus utilisés depuis trente-cinq ans ont été et demeurent utiles.

Ces déclarations et le raisonnement qui les ordonne nous interrogent : pour quelles raisons obscures les mathématiciens seraient-ils les responsables de la crise que nous traversons ? Par quel heureux hasard les décideurs politiques ne sont-ils pas mis en cause ? À de nombreuses reprises, les rapports de connivence qu'entretenaient les banques d'investissement et les agences de notation ont été mis en évidence⁸ ; pour quelle raison sont-ils quant à eux jugés au pire malhonnêtes, mais jamais criminels ? La prévention des crises financières n'entre-t-elle pas d'abord dans le champ d'action des élus politiques ? Car, enfin, de deux choses l'une : soit les élus politiques comprenaient le mécanisme de la titrisation et ont considéré qu'il était souhaitable qu'il existât ; soit ils en ignoraient les dangers (ce qui paraît assez difficile à croire) et alors leur ignorance même est coupable. Demandons-nous encore s'il est du ressort des mathématiciens de se substituer au législateur, d'écrire les textes de loi, de les faire voter, puis, de les faire appliquer ? N'est-ce pas là une curieuse répartition des responsabilités de la part d'un homme qui a siégé plus de quinze ans au Parlement européen ? Se pourrait-il pour finir que M. Rocard ait des comptes personnels à régler avec les mathématiciens qu'il lui faille les traiter de la sorte ?

La stratégie consistant à viser une catégorie de personnes, à la rendre responsable d'une crise dont l'ampleur même indique qu'elle n'a été rendue possible que par la réunion de nombreuses volontés est indigne. D'un citoyen éclairé, on pouvait espérer

mieux ; d'un Premier Ministre on était en droit d'obtenir mieux ! Quant à nous, maintenons la responsabilité qui nous échoit. Si les mathématiciens sont coupables, ils le sont en tant que citoyens, et non en tant que mathématiciens. Car, oui, certains acteurs du secteur financier ont effectivement abusé de la confiance qui leur a été faite. Et certes la parcellisation des risques qui nous a conduits à la crise des *subprimes* a pu faire croire un instant que le risque pesant sur tous, il ne pesait en fait sur personne. Mais il y a dans la confiance aveugle que nous, simples citoyens, avons eue dans le marché, une naïveté coupable. Jusqu'à la crise, le capitalisme œuvrait au bien commun, la main invisible du marché travaillait à notre confort. Il fallait dans cet esprit laisser le petit monde de la finance à ses affaires, et dormir tranquille. Nous rêvions !

Les mathématiciens dans la cité

Cependant, parce qu'ils occupent une position privilégiée, il est indispensable que les mathématiciens, et plus généralement les scientifiques, prennent une part plus active aux débats dans la cité. Les mathématiciens, pas plus que les autres scientifiques, ne peuvent se désintéresser de l'utilisation qui est faite de leurs recherches. « Il est de leur devoir, d'une part, d'expliquer les apports, les limitations et les dangers potentiels des découvertes actuelles, et, d'autre part, de promouvoir les valeurs qui fondent la démarche scientifique. Modestie devant l'ampleur de ce qui est à comprendre, honnêteté intellectuelle et absolue rigueur de pensée »⁹, tel est le programme.

Disons le net, les mathématiciens, qu'ils enseignent les mathématiques financières ou non, ne méritent ni cet excès d'honneur ni cette indignité¹⁰ et sûrement pas en tout cas, d'être livrés comme victimes expiatoires à la vindicte populaire. Parce que le monde de plus en plus complexe et risqué dans lequel nous vivons requiert une puissance de modélisation que seules les mathématiques peuvent offrir, parce qu'elles permettent de modéliser des phénomènes tels que la mutation d'un virus, la propagation d'une épidémie, la régulation du niveau de la masse monétaire, l'érosion ou encore le traitement

d'images, elles sont – comment en douter ? – nécessaires. Une fois ces informations établies et mises à la disposition des citoyens, au premier rang desquels figurent les décideurs politiques, elles permettent une compréhension et donc une minimisation de ces risques. Reste alors à en faire bon usage. Tenons-nous-le pour dit.

1 • Sinon dans une certaine mesure MM. Kahane, Talay, et Yor, dont nous recommandons l'article « Finance, politique et mathématiques, quels liens ? » paru le 2 mai 2009 dans *Image des mathématiques*. Cet article est disponible à l'adresse <http://images.math.cnrs.fr/Finance-politique-et-math.html>. Cette courte réponse étant cependant parue dans une revue spécialisée, son audience est de ce fait restée limitée. C'est pour compléter cette réponse à M. Rocard que le présent texte a été rédigé.

2 • L'acquéreur d'une option d'achat sur pétrole de maturité six mois acquiert le droit (et non l'obligation) d'acheter du pétrole en quantité et à un prix fixés au moment de l'achat.

3 • Au sens le plus large, un crédit *subprime* (ou *subprime mortgage* en anglais) est un crédit à risque, à taux plus élevé pour l'emprunteur, et donc avec un rendement plus important pour le prêteur, afin de rémunérer le risque de non remboursement, cependant limité par la garantie hypothécaire prise sur le logement. Le taux d'intérêt est plus élevé et est souvent variable dans le temps.

4 • Opération financière qui consiste à rassembler les dettes contractées par des souscripteurs d'emprunts immobiliers de même caractéristiques et à les revendre sur les marchés financiers en proposant aux acheteurs des taux de rémunération proportionnels au risque de défaillance de l'emprunteur.

5 • MM. Scholes et Merton reçurent d'ailleurs le prix Nobel d'économie en 1997 pour leurs travaux concernant les produits dérivés.

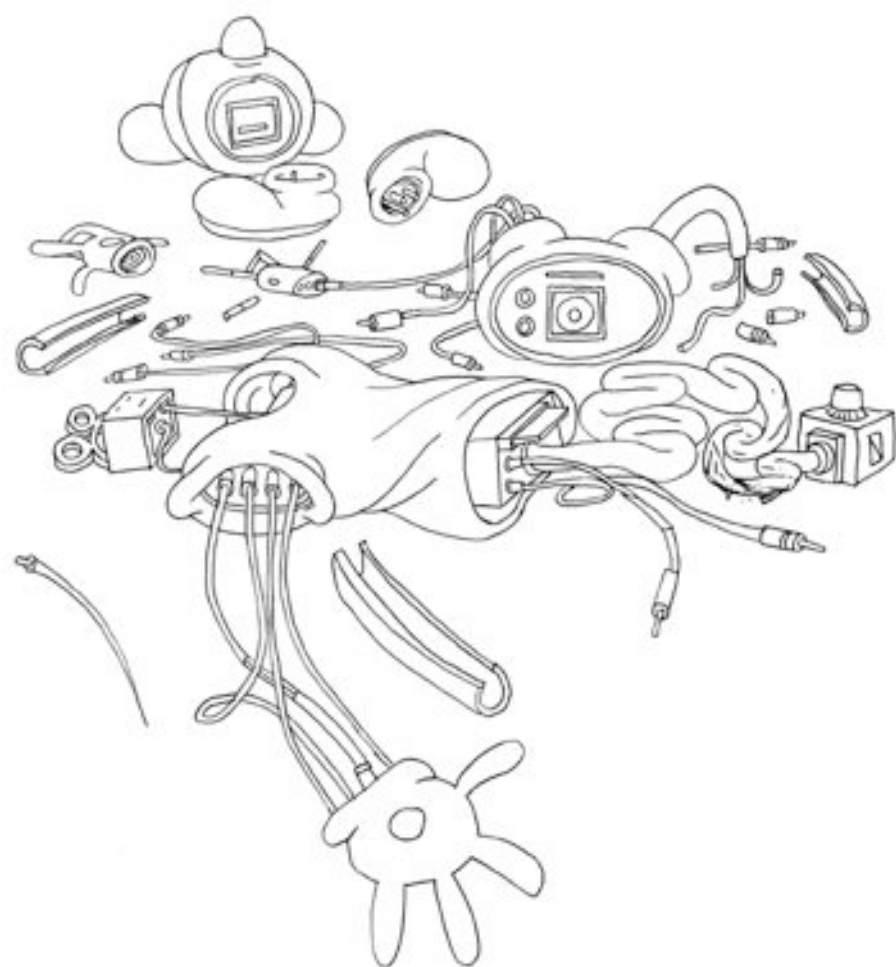
6 • La liquidité est la possibilité d'acheter ou de vendre des actions à tout moment et en quantité illimitée.

7 • Les modèles théoriques postulent généralement et entre autres la liquidité et l'absence d'opportunité d'arbitrage (qui est l'impossibilité de gagner, avec une probabilité non nulle, de l'argent sans prendre de risques). Si les hypothèses mathématiques postulées par le modèle ne sont pas vérifiées, le prix et la stratégie déterminées sont approximatifs.

8 • Ces agences notaient en effet les produits financiers des banques qui s'offraient leurs services.

9 • Jean-Pierre Kahane, Denis Talay, et Marc Yor, *op. cit.*

10 • Une idée reçue au sujet des mathématiciens et qui a la vie dure consiste à considérer que les mathématiciens sont soit des chevaliers de l'apocalypse, lorsque les formules qu'ils élaborent sont appliquées à des fins jugées immorales, soit des savants déconnectés du monde réel et préparant, de leur tour d'ivoire, « sans le savoir », le pire.



FAIRE DE STRASBOURG LA CAPITALE INTELLECTUELLE DE L'EUROPE

par Véronique Kretz, Éric Kaija Guerrier,
Charlotte Ricateau-Pfersdorff,
et Michel Rocard, ancien Premier ministre

« Ce qui m'a, depuis le commencement, appelé à Strasbourg, attiré vers votre ville, ce qui nous a ici rassemblés, ce qui a fait de mon amour pour cette ville une des bénédictions de ma vie, ce fut d'abord et toujours l'injonction intraitable de la pensée. Rien n'aurait eu lieu, et pour lieu Strasbourg, sans cela, sans cette injonction qui fut aussi un désir de penser et d'écrire, chacun à sa manière, de la philosophie, au sujet de la philosophie mais aussi de la littérature, de la poésie, du théâtre, de la musique et des arts visuels, puis traversant tout cela, puisque c'est de l'amour d'une ville que je parle, d'une métropole qui n'est pas n'importe laquelle en France et en Europe, traversant tout cela, disais-je, il y eut la politique, le politique dont nous reparlerons encore... »

Jacques Derrida, « Le lieu dit : Strasbourg »,
dans l'ouvrage collectif *Penser à Strasbourg*,
aux éditions Galilée/Ville de Strasbourg, juin 2004.

La présence du Parlement européen à Strasbourg est sur le long terme indéniablement compromise. Malheureusement, personne dans notre région ne semble vouloir en prendre la mesure, tant il est admis que le départ du Parlement remettrait en question la dimension européenne de Strasbourg. Or, par-delà tous les poncifs, la chance et l'avenir de notre ville ne se profileraient-ils pas autour de ce départ ?

Au lendemain des élections européennes, il nous semble nécessaire de réengager le débat sur la présence du Parlement européen à Strasbourg et, plus profondément, de réinterroger ce qui constitue la dimension européenne de notre ville. À ce sujet, nous regrettons le cadre étroit dans lequel des propositions sont avancées, tant sur le plan local que sur le plan national.

Car, que l'on soit pour ou contre le maintien des douze sessions annuelles du Parlement européen à Strasbourg, il importe de prendre la mesure de ce que cette présence signifie. Pourtant, au niveau local, soulever la question du déménagement relève encore d'un véritable tabou ; les résistances sont si nombreuses qu'aucun débat n'est possible à ce sujet – soulever cette question publiquement demanderait de faire preuve d'un véritable courage politique, qu'aucun décideur n'est pour l'heure prêt à assumer.

Pour arguer de la nécessaire présence du Parlement à Strasbourg, les élus et notables locaux se bornent à faire valoir le côté symbolique de Strasbourg, symbole de paix et de réconciliation entre les peuples. Évidemment, de pareille évidence nul ne saurait disconvenir, mais peut-être cette rhétorique est-elle devenue pour le moins obsolète : pour nous autres jeunes strasbourgeois, nés autour des années 70 et 80, la problématique européenne ne peut plus uniquement se poser en ces termes. Car si cette symbolique était forte après-guerre, elle mérite aujourd'hui d'être largement repensée.

Quoi qu'il en soit, ce ne sera jamais suffisant pour résister encore longtemps aux assauts des anti Strasbourg. Michel Rocard l'a récemment rappelé : « Un jour, inéluctablement, le Parlement européen décidera en toute souveraineté de quitter Strasbourg, c'est comme si c'était fait. »¹ Car, il faut le reconnaître, autant sur le plan écologique que sur le plan financier, le maintien des deux sièges pour le Parlement européen est une aberration : le bilan des voyages Bruxelles-Strasbourg se chiffre à 20 000 tonnes de CO₂ par an et à 200 millions d'euros de frais de déplacements annuels pris en charge par le contribuable européen.

Il semblerait ainsi que la question ne se joue plus entre les pro Bruxelles et les pro Strasbourg, mais bien déjà autour de la nature et de l'étendue des mesures compensatoires. Et c'est là que pour une fois Strasbourg se doit d'anticiper la question plutôt que de se murer dans son

immobilisme. Sans cela, nous serons perdants dans les négociations et – pire encore – l'État français décidera unilatéralement du sort des locaux du Parlement, sans tenir compte des spécificités de notre ville.

Nous en conviendrons, ce n'est pas Strasbourg qui *in fine* décidera du sort des locaux du Parlement, mais sa voix pèsera dans les débats, sauf bien entendu si cette voix est inaudible, ce qui pour l'heure est le cas. Le problème soulevé par ce silence a déjà été relevé en son temps par Frédéric Hoffet, dans un ouvrage remarquable, et par ailleurs véritable bréviaire d'anthropologie politique alsacienne². Les Alsaciens, qui n'oublieront peut-être jamais leurs quatre changements de nationalité en soixante-quinze ans et trois guerres, ont du mal à se vivre comme acteurs de leur histoire, imaginant que les vraies décisions se prennent « ailleurs », sans eux. Malheureusement, ce particularisme – par ailleurs tout à fait respectable – a en politique des conséquences fâcheuses.

En ce qui concerne le départ du Parlement, nous ne comprenons d'ailleurs pas pourquoi il faudrait nécessairement tourner l'affaire au tragique. Posons-nous la question en toute sincérité : quel est l'apport effectif de cette institution dans notre ville ? Nous craignons en effet que la présence du Parlement à Strasbourg ne change en rien le quotidien des strasbourgeois – mis à part celui des professionnels du tourisme et de la restauration – preuve du total cloisonnement des institutions européennes par rapport au reste de la ville. Nous avons autour de nous des amis de tous horizons : enseignants, chercheurs, étudiants, employés, musiciens, comédiens, philosophes, ouvriers, urbanistes, écrivains, historiens, militants, etc. Interrogez-les, et en dehors du côté prestigieux du Parlement à Strasbourg, ils admettent bien volontiers que cela ne change en rien leur quotidien. Pourquoi dès lors se mobiliser pour le Parlement si pour la société civile strasbourgeoise il n'est rien de plus qu'une carte postale ?

Car nous savons qu'il y a plusieurs manières d'être une capitale. Regardons du côté de la Turquie : Ankara en est la capitale institutionnelle, Istanbul en est la capitale culturelle, intellectuelle, historique.

Récemment, Daniel Cohn-Bendit a émis à nouveau le souhait que « le siège du Parlement européen soit à Bruxelles » et que soit créée en compensation une « université européenne à Strasbourg »³, financée par des fonds européens, rejoignant là la proposition de Bronislaw Geremek, dans le sillage de son « Appel pour une université de l'Europe à Strasbourg »⁴.

Il ne s'agirait pas d'un institut d'études européennes comme il en existe déjà, mais d'« une université dans le sens le plus noble du terme, dans la tradition de ce que fut l'*Universitas*, du Moyen Âge à Humboldt, un lieu où s'unirait harmonieusement enseignement de haute qualité et recherche d'excellence »⁵. Cette université de l'Europe à vocation universelle serait pluridisciplinaire mais elle aurait surtout « une visée européenne propre en proposant notamment une formation à l'histoire de l'Europe et de l'esprit européen ».

Au risque d'en choquer certains, nous pensons sincèrement que la fondation d'une université de l'Europe dans les locaux de l'actuel Parlement européen a beaucoup plus de force et d'avenir que la présence épisodique d'une Assemblée européenne, aussi prestigieuse soit-elle. Plus de force pour l'Europe : de l'Europe formelle des directives et des règlements, on s'orienterait vers une Europe du savoir, plus humaine, plus spirituelle, plus incarnée. Plus de force pour Strasbourg : l'agglomération, impactée dans toutes ses composantes, ne pourrait être que transfigurée par l'arrivée de milliers de chercheurs et d'étudiants venus de l'Europe entière, résidant dans la ville de manière permanente.

Au travers de son histoire, de par le climat qui y règne – c'est là tout le sens des mots de Derrida – Strasbourg a toujours tendu vers ce que celui-ci a désigné comme « l'injonction intraitable de la pensée ». Accompagnant la révolution de l'imprimerie, berceau de l'humanisme et de la mystique rhénane, bastion de la Réforme protestante, carrefour de la philosophie européenne, lieu d'apparition de l'école des Annales, du mouvement situationniste, Strasbourg serait tout à fait à même d'incarner le projet d'université européenne. Réconciliée avec son destin de « capitale intellectuelle de l'Europe », elle saisirait là une occasion historique inespérée : celle de redevenir la grande ville qu'elle n'a jamais cessée d'être.

1 • *Dernières Nouvelles d'Alsace*, édition du 30 avril 2009.

2 • Frédéric Hoffet, *Psychanalyse de l'Alsace*, Paris, Flammarion, 1951, réédité en 2000.

3 • Interview sur Europe 1 du 14 septembre 2008.

4 • <http://www.fondapol.org/les-travaux/toutes-les-publications/publication/titre/appel-pour-une-universite-de-leurope-a-strasbourg.html>

5 • Bronislaw Geremek et Jean-Didier Vincent, « Pour une université de l'Europe », *Le Monde*, édition du 19 janvier 2006.

TROMPE-LA-MORT EN PATAGONIE¹

par Anaëlle Lebovits

« J'aime les lièvres. [...] Il y a dans Shoah deux plans rapides mais centraux pour moi, on ne perçoit ce que la caméra montre pourtant clairement qu'après un temps infinitésimal de latence : un lièvre au pelage couleur de terre est arrêté par un rang de barbelés du camp d'extermination de Birkenau ; une voix off parle sur cette première image [...] et tandis que Vbra parle, on le voit affaisser son échine, ployer ses hautes pattes et se glisser sous les barbelés. [...] Il me plaît de penser que beaucoup des miens ont choisi, comme je le ferais, de se réincarner en eux. »

Pourquoi lire *Le Lièvre de Patagonie*² ? En vérité, les raisons ne manquent pas. Il est bien écrit, drôle souvent, émouvant aussi, intelligent, fin, sans modestie fausse ou vraie, en un mot il ressemble à son auteur. Claude Lanzmann nous y promène dans son existence, une balade qui vaut le détour. Il a croisé de grands hommes et de grandes femmes, en a été l'ami, le frère, le fils, l'amant, l'intime, a un talent certain pour le portrait, et l'art de narrer ses rencontres. Tout ce qui fait une bonne autobiographie y est. Il a été résistant dans la fleur de l'âge, a aimé Simone de Beauvoir qui le lui a bien rendu, a aimé bien d'autres femmes qui à leur tour le lui ont rendu. Il a traversé des montagnes, nagé en eau trouble, dirigé les *Temps modernes*, visité la Corée du Nord sous Kim Il Sung, rencontré des combattants de l'ALN dans leur planque en pleine guerre d'Algérie, a risqué sa vie des dizaines de fois – j'en passe. Sa vie est bien, telle qu'il l'écrit dans ces pages, une succession de hauts faits.

Tout cela est dans *Le Lièvre*, mais derrière les éléments narratifs de son autobiographie, le lecteur est aimanté par une question, une seule : qui est l'homme qui a réalisé *Shoah*, passé douze ans de sa vie

sur les traces des survivants, des acteurs de cet épisode à la fois situable dans l'histoire et transcendant l'histoire ? Et cette question se décline : qui est celui qui, au-delà du travail que lui a demandé cette œuvre immense, inégalée et inégalable dans son genre, a pu se confronter au réel sans nom de la Shoah, s'y confrontant si bien qu'il lui a donné un nom précisément ? Quelles sont les contingences devenues pour lui nécessités, à partir de la négativité desquelles il a pu réaliser ce documentaire à structure de fiction ? En un mot : quelle est la « petite » histoire – la sienne – qui rend compte d'un chef d'œuvre, de ce film qui a constitué *la destruction industrialisée des Juifs d'Europe par les nazis* en énigme absolue ?

Il y a, dans l'histoire de Claude Lanzmann, un antécédent. À la fin de la guerre, après avoir fait ses classes préparatoires au lycée Louis-le-Grand et sa philosophie à la Sorbonne, il part à Berlin enseigner la philosophie à l'université et y noue une amitié avec une jeune Allemande. Celle-ci l'invite à déjeuner un dimanche dans sa famille et lui fait visiter son domaine après le déjeuner. Au détour de la promenade, sur ces terres mêmes, les traces d'un camp de concentration. C'est sa première rencontre avec un camp. Il ne s'y appesantit pas, passe son chemin, part vers son histoire. Que restait-il de cette rencontre ? Une dette, la seule dont Lanzmann nous parle dans ces pages. Une dette et l'impossibilité de ne jamais pouvoir rendre les 100 Marks qu'il avait empruntés à cette jeune femme, jeune femme qu'il a revue pourtant bien des années plus tard aux États-Unis, lui promettant – en vain – de lui rendre ce qu'il lui devait.

Mais pendant des années encore, la terreur et l'horreur que la Shoah lui inspire sont telles qu'il a rejeté l'événement en un autre temps que le sien. Les années passent cependant, et on lui fait commande d'un film sur la Shoah. Par amour pour une femme, il se lance, relève ce défi après tant d'autres. Le sujet de son film sera « la mort même et non pas la survie », c'est décidé. C'est d'emblée à l'impossible qu'il se confronte, se frottant à la contradiction radicale dont cette tâche est grosse, puisqu'« elle attestait en un sens l'impossibilité de l'entreprise ». Bien vrai d'ailleurs que le sujet de *Shoah* est la mort même. Et c'est auprès des membres des *Sonderkommandos*

qu'il trouvera la matière de son film. Mais il fallait pour parvenir à cela haïr si fort la mort, la craindre tant, qu'un seul remède puisse l'en prémunir : y être sans cesse confronté, en faire sa compagne, vivre avec elle. Les premières pages de ce roman qui nous plonge dans un temps antérieur à la réalisation du film attestent cela. Nombreux sont ceux, comme moi, qu'elles ont d'abord rebutés. Claude Lanzmann y raconte sa haine et sa fascination pour la mort, les exécutions. Il en a vu des dizaines à la télévision avec, chaque fois, la même horreur dans les yeux, et chaque fois aussi, nous le devinons, une jouissance insoupçonnée, ignorée de lui-même, celle-là même que Freud repère chez l'homme aux rats lui faisant part du supplice qui hante ses pensées.

Ainsi donc il fallait, pour réaliser ce film, un homme qui ait trouvé une parade. Vivre avec ce dont il avait le plus horreur pour supporter l'objet de cette horreur, un homme qui, tout au long de son existence a mille et une fois risqué sa vie, défiant la mort en mer, sur terre, et dans les airs. Le courage de cet homme, courage réel et puissant, tient sa vigueur de l'horreur qui l'ordonne. Lanzmann vit dans le risque perpétuel, sans cesse relancé.

Son rapport particulier au temps aura par ailleurs préparé le terrain et permis la réalisation d'un film demeuré longtemps interminable. Car la dilution du temps instaure un mirage : la mort à l'horizon s'éloigne à mesure qu'il se dilate. Prendre son temps était s'en éloigner. Il fallait sans doute cela aussi pour se permettre d'innombrables allers-retours en Israël, en France, aux États-Unis, en Allemagne, en Pologne, afin de chercher les témoins, les convaincre ou apprendre à se passer de leur assentiment. Il fallait cela pour se donner les moyens adéquats à sa fin, surmonter des épreuves, ne pas flancher devant ceux qui le pressaient. Cela pour mentir à tous ceux qui finançaient le film, et à lui-même, pour se dire enfin « l'année prochaine, comme on dit dans l'attente messianique, l'an prochain à Jérusalem » et avoir encore l'espoir de l'achever un jour. Claude Lanzmann avait la force de prendre son temps, il nous l'apprend dans ces pages. Claude Lanzmann est incapable de faire certains choix, son film dure neuf heures et demie, cela il le fallait aussi.

Mais il fallait encore savoir faire advenir la parole vraie, cette parole que Lacan dit « pleine » dans son « Rapport de Rome », cette

parole qui entraîne la modification subjective de celui qui s'en fait l'auteur. Lanzmann sait faire cela, l'a toujours su. Il n'est pas psychanalyste, et n'en cite qu'un seul – Gérard Wajcman, qui a sans doute en effet su voir *Shoah* – mais il sait accoucher les âmes. Là encore, il y a à cela une raison : faisant son film, interrogeant sans relâche et les uns et les autres, il n'a jamais cédé à la tentation de comprendre « comment de bons pères de famille peuvent tranquillement assassiner en masse ». Il dit assez son dégoût de ce genre de tarte à la crème, pour ne pas y goûter : « Dès le début de ma recherche [...] l'étonnement nu fut si grand que je me suis arc-bouté de toutes mes forces au refus de comprendre ». Refus de comprendre, oui, mais pas de cerner l'impossible, car il faut des mots pour délimiter la puissance des mots, des mots justes qui tracent une frontière avec le réel sur lequel ils butent. Les témoignages de Filip Müller, Rudolf Vrba, Abraham Bomba et des autres nous viennent de ce lieu où le pouvoir symbolique de la parole est à la limite du réel, juste avant le silence de la mort retournant à la mort, juste avant le silence de Dav Paisikovitch que Lanzmann voulait filmer et aurait filmé si ce témoin précieux et silencieux n'était pas mort trop tôt pour faire entendre son mutisme. Pour attraper les paroles des vivants, il fallait pourtant le filtre d'une autre langue : « je ne pouvais leur parler qu'en une langue étrangère et l'étrangement, autre nom de l'éloignement [...] m'était paradoxalement une condition d'approche de l'horreur ». Les derniers et magnifiques chapitres du *Lièvre* nous mènent ainsi à l'édification de *Shoah*.

Il fallait, nous le comprenons, un film sans image, sans image de la Shoah. Il n'en existe pas de toute façon. Mais Lanzmann en eût-il eu qu'il ne les aurait pas montrées. Mieux, il les aurait détruites, il le dit. Car la croyance se passe de preuve. Pour ceux qui savent que la Shoah a eu lieu, les images ne servent de rien, pour ceux qui nient à toute force qu'elle ait pu avoir lieu, les images sont d'avance suspectées d'être fausses. Oui, il fallait un film sans image. *Shoah* n'est pas fait pour répondre aux négationnistes – il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. *Shoah* est « un chœur immense de voix [...] – juives, polonaises, allemandes – qui témoignent dans une véritable construction de la mémoire, de ce qui a été perpétré ». C'est donc en toute logique un film sans cadavres. Un, deux, trois, cent, mille

cadavres, sont là pour nous faire oublier tous les autres, comme on dit de l'arbre qu'il cache la forêt. C'est ce que n'ont pas compris les architectes du nouveau Yad Vashem de Jérusalem. J'ai vu les deux, l'ancien et le nouveau. Lanzmann a raison, mille fois raison. Le nouveau est beau et fier et suscite un malaise immédiat : on y voit « les images insensées trahissant la mémoire ».

Il fallait encore que le film surprenne. La surprise est la marque du sujet lacanien. Et *Shoah* ne pouvait interpréter, c'est-à-dire créer un « effet sujet » chez tous ceux qui l'ont vu, qu'à condition que son auteur ait lui-même d'abord été surpris. Or, son *Lièvre* nous l'apprend, ce n'est qu'en apercevant une pancarte indiquant « TREBLINKA » que Lanzmann a approché au plus près le réel de la Shoah. Il avait beau n'avoir jamais douté de son existence, la malédiction attachée à ce nom « portait en même temps sur lui l'impossibilité de son existence ». Alors que le film était déjà en cours de réalisation depuis des années, une simple pancarte faisait de Treblinka, non plus une légende ou un mythe (avec la dimension de vérité que charrie avec lui le mythe) mais le réel même de l'événement qui pétrifie. « L'ébranlement hallucinant, aux conséquences sans fin, déclenché par la rencontre d'un nom et d'un lieu, la découverte d'un nom maudit sur les panneaux ordinaires des routes et de la gare », voilà quelle fut la surprise qui préside presque *in fine* à la réalisation de ce film.

Il fallait enfin, pour faire ce film et créer avec lui un signifiant nouveau, un homme qui a l'art de trouver des titres. Lanzmann, son *Lièvre* nous l'apprend encore, a cet art-là. Avant de trouver un signifiant qui le nomme, par devers lui et comme en secret, il disait pour nommer l'objet de son film, la *Chose* : « c'était, écrit-il, une façon de nommer l'innommable ». Ne comprenant pas l'hébreu, il n'en comprenait pas le sens. *Shoah* – qui en hébreu signifie catastrophe – est avant tout « un signifiant sans signifié, une profération brève, opaque, un mot impénétrable, infracassable ». Voilà ce qu'il fallait pour nommer d'un même geste et l'horreur et le film qui nous désigne mieux qu'aucun autre cette horreur.

Ce livre et ses derniers chapitres en particulier résonnent aussi aux oreilles de ceux qui, comme moi, n'iront jamais sur les lieux de

l'extermination des Juifs d'Europe. Ils parlent à ceux qui ne veulent ni ne peuvent trop en savoir, mais juste assez. Si la Shoah nous regarde, nous vise tous, il est nécessaire aussi d'en détourner le regard. La mort, ni le soleil ne se regardent en face, l'impossible est là de structure. Il est éthiquement nécessaire d'affirmer qu'elle a eu lieu, éthiquement nécessaire de dire et de redire que la Shoah est un événement incomparable, que la rabattre sur d'autres génocides revient à faire des chambres à gaz un détail de l'histoire. Mais impossible aussi à la plupart d'entre nous de se passionner pour elle. Nous avons vu *Shoah*, mais oublié aussi certains noms de personnes ou de lieux, et ce réel insoutenable qui rebute chacun. L'oublier pour un temps.

Il fallait Claude Lanzmann pour nous faire entrevoir sans la trahir, cette histoire, la nôtre, et non pas seulement celle de nos grands-parents. L'événement est encore aujourd'hui, et malgré *Shoah*, lointain, hors du temps et du monde humain. Que nous soyons ou pas les descendants des déportés et des gazés innombrables qui peuplent notre histoire n'y change rien. Si donc ce film admirable surprend, qu'il faut le voir et le montrer, nous ne pouvons l'*aimer*. Aimer *Shoah* serait le perdre, s'il est vrai qu'il cerne un point de réel. En fait, « parce que *Shoah* ne transige jamais avec la vérité, il est en un sens la transgression même », dit Claude Lanzmann dans ces pages.

Qui est donc pour finir ce lièvre qui donne son titre à la magnifique autobiographie de Claude Lanzmann ? Ce lièvre, c'est d'abord celui qui peut passer les barbelés infranchissables pour l'homme, sauver sa peau, et sortir vivant de l'enfer. Mais c'est aussi celui qui, comme chacun de nous, est pris en chasse par les chiens criant d'une voix de chien : « tu vas à la fin de ta vie ». Et toi, lecteur, qui es-tu ? Un humain, trop humain qui, comme Claude Lanzmann roulant sur les routes de Patagonie, évite autant que faire se peut d'écraser les lièvres qui croisent ton chemin ? Es-tu un lièvre parmi les lièvres ? Un chien ? Un fil de barbelé ? Ou tour à tour tout cela à la fois ? C'est selon, n'est-ce pas ?

1 • Ce texte est d'abord paru dans la revue de psychanalyse *Quarto*, n° 96, Bruxelles, juillet 2009.

2 • Claude Lanzmann, *Le Lièvre de Patagonie*, Paris, Gallimard, 2009, 557 pages.

LE CINÉMA DE DAVID LYNCH À LA LETTRE

par Céline Mélou-Sérieys

« Le cinéma n'est pas uniquement fait pour raconter des histoires, mettre en scène des mots et des dialogues, mais aussi pour créer une ambiance. Ce que je vois, [...] c'est cette abstraction possible que le film partage avec la peinture. Aller plus loin dans cette abstraction, c'est aller vers une réalité plus profonde, qui existe en parallèle des autres. Si on vient de la peinture, on sait que l'histoire d'un film peut contenir une abstraction. »¹

David Lynch

Les films de David Lynch laissent souvent le spectateur perplexe. Comment analyser ce qu'on a vu ? On cherche le fil d'une histoire, quelque chose à quoi se raccrocher pour clarifier l'opacité qui s'en dégage. Son cinéma fait parler : on ne peut s'empêcher de produire des discours en supplément du film, pour qu'un sens puisse émerger, une signification à partir de laquelle « une réalité », selon son terme, une histoire en viendrait à s'organiser. Pourtant, Lynch n'a de cesse de répéter qu'il ne s'agit pas de comprendre ses films, mais « d'entrer à l'intérieur » en les ressentant, comme de manière corporelle : « Il existe deux formes de langage : les mots et les films. Le film est là, alors pourquoi lui superposer un discours ? » Pourtant, le foisonnement d'interprétations et de grilles de lecture proposées par les fans et les critiques semble indiquer que le film dans son unité ne livre pas de réponse qui viendrait résoudre le mystère. Là où, pour le spectateur, le film fait énigme et est le point de départ d'une élaboration de sens, pour Lynch il est au contraire la mise en forme d'une énigme antérieure.

INLAND EMPIRE à partir de rien

De son dernier film *INLAND EMPIRE*¹, le réalisateur explique qu'avant le début du tournage, il n'y avait pas d'« INLAND EMPIRE », il n'y avait « rien ». La qualité d'une scène tournée avec Laura Dern, initialement prévue pour Internet, le pousse à poursuivre : « C'était trop bon, ça m'a rendu fou parce qu'il y avait quelque chose de secret là-dedans qui demandait à être développé. Une autre scène a surgi, j'ignorais ce que c'était, ça ne tenait pas vraiment debout, puis une autre très éloignée des deux premières. » Un rien d'abord ; puis cette scène, unique, qui le devient par l'énigme que Lynch y a vue, sorte de noyau autour duquel d'autres éléments issus de ce « secret » viennent s'ajouter ; puis un deuxième plan, issu de ce Un – du développement de ce Un, qui devient autre, ça s'altère ; ça devient deux, et ainsi de suite. Par ailleurs, il dit travailler à partir d'idées dont il tombe amoureux, générées par le « secret », qui n'est pas seulement ce qui en subsiste d'une scène à l'autre, mais aussi l'effort de Lynch pour l'effacer.

En effet, à l'instar des kits d'animaux morts, poissons ou poulets qu'il dissèque et dont il dispose sur une toile cadrée chaque morceau de corps séparé des autres, l'isolement d'un plan fait surgir d'autres manières d'agencer la totalité, créant un sens nouveau. Dans cette perspective, ce n'est pas le film dans son unité qui donne du sens au plan, mais le plan qui est, à lui seul, l'expression d'un tout qui ne peut être saisi qu'en lui, comme s'il renfermait le secret ultime. Chaque plan en lui-même est plein de significations dans une auto-nomisation par rapport au tout dans lequel il s'inscrit. Le renvoi perpétuel, par une multiplicité de signes, de la signification d'un terme à une autre signification, crée une forme très particulière de sens. Le sens est là, mais nous échappe perpétuellement par l'allusion à une vérité qui se dérobe métonymiquement. Il semblerait que ce soit un élément en particulier qui, en se détachant du tout, l'achève.

À propos d'*Eraserhead*², Michel Chion propose d'aborder ce premier long-métrage non en termes d'intrigue mais en termes de texture, qui « désigne tout autant la superposition de différentes couches, de significations multiples que l'aspect d'une surface, d'une peau, ses motifs, sa granulation, ses microreliefs apparaissant comme tels lorsqu'on efface les mots ». La « texture » du film viendrait reprendre

le point d'énigme initial de Lynch, la matière « vivante » de ce qui l'a troublé lors de sa vision, avant d'être soumis aux processus de symbolisation du langage. Le style lynchien s'aborde alors à la manière d'un texte, qui donne à voir autant qu'à entendre, et, au-delà de la signification, génère une trace, une marque qui fait frontière, zone de rencontre entre le langage et le corps. Au bout du compte, si le film dans son unité ne livre pas de réponse au mystère, ni de limite à la signification, le vrai mystère n'existe donc pas ailleurs que dans les traces que recèle le texte filmique. C'est un mystère sans profondeur.

La tache

Lynch poursuit à propos d'*INLAND EMPIRE* : « J'avais le sentiment que tous ses éléments disparates appartenaient à un même tout. J'espérais donc qu'une unité allait émerger, que *j'allais voir* en quoi ces éléments épars étaient liés les uns aux autres. »³ À la moitié du tournage, il a « perçu une sorte de forme qui unifierait le reste » et affirmé qu'il s'agirait d'un long-métrage. Bien qu'une unité soit visée, le corps du texte filmique se construit chez Lynch dans la fragmentation plutôt que dans l'unification d'éléments. Cette dernière n'étant introduite que par l'action d'un point de vue qui satisfait à la bonne forme, celle du long-métrage. Loin que l'image chez Lynch se règle sur la structure d'un monde préexistant, elle l'invente constamment du fait que quelque chose dans le plan s'abstrait, d'être cadré par le réalisateur de façon visuelle et sonore. Pour qu'il y ait un point de vue, le sujet de la perception a à s'inclure dans le perçu. Cette opération est possible par l'objet regard qui est selon Lacan ce qui permet de voir, à travers quoi l'on voit, mais qu'on ne voit pas. Autrement dit, l'objet regard, c'est l'objet qui ne peut se voir lui-même parce que c'est la condition même de la vision. C'est un objet dont la substance ne peut se capturer, mais dont les traces viennent à se déposer. Lacan caractérise ainsi la pulsion scopique : « pour tout dire, le point de regard participe toujours de l'ambiguïté du joyau. Et moi, si je suis quelque chose dans le tableau, c'est aussi sous la forme de l'écran, que j'ai nommée tout à l'heure la tache. » L'élément de valeur dans le tableau, c'est une tache tellement insensée qu'elle le dénature et diffuse la suspicion sur tous les autres éléments de la toile. Elle la dédouble, ouvre sur un abîme où tout est à interpréter. Partout,

il nous faut débusquer la signification cachée. De cet élément paradoxal, il résulte un changement radical de notre position subjective, nous ne sommes plus simples observateurs, mais comme épinglés sur l'objet observé. Le tableau se subjectivise et oblige le spectateur à inscrire dans l'œuvre son regard propre, en produisant des interprétations.

Pour Lynch, le scénario n'est pas subordonné à une histoire, il aurait plutôt vocation à condenser tous les éléments du récit de sorte que s'il y a une histoire, une enquête à mener, elle ne nous atteint que par ce qui en reste après le travail de mise en forme de cette condensation. Moins on comprend l'enchaînement causal, plus la matière visuelle s'imprime. Le spectateur devient le dépositaire d'un secret dont dépend la cohérence de l'histoire. Le film devient le lieu d'un drame qui raconte la perte de notre propre lien « normal » à la causalité sur laquelle repose l'intelligibilité de la structure dramatique. L'instance subjective du film n'est pas attribuée à un personnage ou à un narrateur, mais se trouve transférée au regard du spectateur. Celui qui regarde essaie de combler les manques de ce qui est, de ce qui apparaît, de ce qui existe sans s'expliquer, en tant qu'opaque à soi-même et au sujet qui en est traversé. Mais l'énigme appartient à ce qui résiste et demeure caché dans la densité des formes. Le cinéma lynchien serait un cinéma qui use du regard pour boucler la signification.

1 • Emmanuelle Lequeux, « David Lynch », *Beaux arts Magazine*, n° 273, mars 2007.

2 • Serge Kaganski, Interview de novembre 2001, <http://www.lesinsrocks.com>.

3 • Film américano-franco-polonais présenté hors compétition à la Mostra de Venise 2006. À la demande de David Lynch, le titre de ce film doit toujours être écrit en lettres capitales.

4 • David Lynch, *Mon histoire vraie. Méditation, conscience et créativité*, Paris, Sonatine, 2008.

5 • Film américain, produit et réalisé par David Lynch, sorti en 1977.

6 • Michel Chion, *David Lynch*, Paris, Seuil, 2001.

7 • Souligné par l'auteur.

8 • David Lynch, *op. cit.*

9 • Jacques Lacan, *Le Séminaire, Livre X, Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Paris, Seuil, 2002.

FIN DE CRISE DANS LE COUPLE ? RETOUR SUR *EYES WIDE SHUT*

par Damien Guyonnet

Alors que le xx^e siècle se clôturait, un cinéaste, considéré comme l'un des plus grands, nous livrait son chant du cygne, *Eyes Wide Shut*, littéralement « les yeux grands fermés », libre adaptation de *La Nouvelle rêvée* de Schnitzler. Ce film troublant met en scène un couple en crise suite au dévoilement du désir d'une femme. Rêves et fantasmes, masques et réalité se mélangent alors, s'enchevêtrent, afin de nous révéler, à travers l'errance d'un homme, cette vérité immuable : « Entre l'homme et la femme, il y a un monde. »¹ Dès lors, seuls changent les manières de s'en accommoder et les moyens pour l'oublier.

La révélation

Le point de départ est le suivant : William Harford (Tom Cruise), docteur de son état, et sa femme Alice Harford (Nicole Kidman) conversent au sujet d'une soirée passée ensemble où chacun séparément a fait l'épreuve de son pouvoir de séduction. Lui a pavoisé en compagnie de deux charmantes créatures, elle s'est fait courtiser par un Hongrois amateur d'art ; ni plus, ni moins. Alors que son mari lui renouvelle toute sa confiance, la sachant fidèle, elle est prise d'un fou rire et lui raconte sans fard que l'été précédent, au cours de leurs vacances en famille, elle a croisé le regard d'un jeune officier de marine qui l'a totalement figée, sans qu'aucune parole n'ait pourtant été échangée entre eux². À partir de cet instant, il n'a plus quitté ses

pensées. Elle aurait pu tout abandonner pour lui, se donner ne serait-ce qu'une nuit, et ce, bien que son mari lui fût alors plus cher que jamais. C'est à n'y plus rien comprendre ! Finalement, le départ du bel officier la soulagea.

Le silence étourdissant qui suit cette révélation est subitement rompu par une sonnerie de téléphone. Commence alors pour William une drôle d'aventure au cours de laquelle il est épisodiquement envahi de flashes obsédants dans lesquels il imagine, ou plutôt fantasme, sa femme faisant l'amour avec cet illustre inconnu.

Le pauvre homme

Ainsi a-t-il rencontré, bien malgré lui, à l'occasion de l'aveu de sa partenaire, un point d'insupportable. Il tente alors de le conjurer via des pérégrinations dans lesquelles le sexuel et la mort sont omniprésents, et au travers desquelles il cherche à savoir quelque chose – l'énigme se cristallisant autour d'une mystérieuse soirée dans une demeure où l'on pénètre masqué et muni d'un mot de passe pour ensuite s'adonner à de très élégantes parties fines. C'est donc après avoir été introduit de force, par la révélation de sa femme, en *terra incognita*, que William visite le lieu de la jouissance, sinon interdite, du moins *qu'il ne faut pas*. Il y aurait d'ailleurs perdu la vie si une femme ne s'était pas sacrifiée pour lui. Finalement, savoir que sa femme aurait pu tout abandonner pour un autre homme lui ouvre les yeux un instant, pour mieux l'introduire ensuite dans un cauchemar. Ne serait-il pas préférable alors de garder, en toute circonstance, ses yeux bien fermés ? Il semblerait que notre société ait opté pour cette position.

La décadence

Cette société, que ne veut-elle pas voir, que ne peut-elle accepter ? Selon Jean-Claude Milner, le film de Kubrick dénoncerait entre autres, comme anti-américaine, toute sexualité « disjointe de sa production propre qu'est la famille »³. La dépravation et la décadence seraient ainsi à bannir outre-Atlantique car elles constitueraient une grande menace pour la société marchande. Il s'agit là d'un point d'impossible situé à l'échelle d'une nation. Mais à nous placer maintenant dans le registre intime du couple, le vrai point d'horreur ne

prend-il pas racine dans le désir lui-même et ne se dévoile-t-il pas au moment crucial de la révélation d'Alice ?

Puisque, selon J.-C. Milner, toute jouissance non inscrite dans les lois du marché doit être proscrite, c'est donc qu'il existe potentiellement une autre jouissance que la jouissance permise. Elle peut s'illustrer par cette femme prête à tout, se laissant *rapter* par le regard d'un homme, fût-elle mariée et amoureuse. Ou encore par le bouleversement que provoque chez la gent masculine la confrontation avec l'opacité du désir de l'Autre, surtout lorsque ce dernier s'énonce *a minima*. Deux positions certes différentes : la première répondant à une pure contingence où un certain ravissement laisse entrevoir la possibilité d'un amour sans limite, la seconde mobilisant fantasmes et symptômes (comme les obsessions). Dans l'une comme dans l'autre position, c'est en tout cas une jouissance en excès qui émerge. Situations ô combien imprévisibles, qui posent l'inexplicable et la *clocherie* au fondement même de la relation entre les sexes. Et finalement quel désordre possible pour une société dont la jouissance permise se doit d'être limitée et de correspondre à un strict principe de plaisir assurant chez chacun la diminution de toute tension interne !

Enfin réveillés ?

Revenons au film et à sa conclusion. De retour de ce « château des orgies », William surprend sa femme dans un sommeil agité. Elle pousse de petits rugissements très suggestifs, hurle puis se réveille. Elle lui raconte alors son rêve dans lequel elle fait l'amour avec le fameux officier de marine aperçu dans l'hôtel, sous le regard de son mari et en se moquant de lui. Notons que son rêve répond à l'obsession de William. Mais il y a une autre partie de ce rêve où elle se donne alors à de nombreux hommes, « tant et tant d'hommes », précise-t-elle, en faisant ainsi écho aux pratiques ayant cours au sein de la mystérieuse demeure. Nous entrons alors dans l'au-delà du principe de plaisir et dans l'illimité. C'est à cette zone, si menaçante pour notre modernité et dans laquelle le sujet ne doit pas demeurer, que Kubrick nous rend à nouveau sensibles. De plus, à travers cette intrication de la réalité, de la pensée, du rêve et du fantasme – mélange des registres – le réalisateur ne

laisse-t-il pas présager d'un désordre psychique toujours susceptible de nous envahir ?

Dès lors, comment réagir ? Tout d'abord par le ratage. Alice ne partira pas avec le bel inconnu et William n'aura de cesse de tourner en rond sans qu'aucune velléité de tromperie n'aboutisse jamais. Ensuite, et surtout, par la reconstitution de la cellule familiale. En effet, alors que la petite famille fait sagement ses achats de Noël, une fois cette épreuve traversée, Alice répond qu'ils sont maintenant réveillés. Mais réveillés à quoi et de quoi ? Cela n'augure-t-il pas plutôt de l'entrée dans un sommeil profond ? Et Alice de conclure alors qu'il ne leur reste plus qu'une chose à faire : baiser⁴. Tel fut le serment que se firent ces deux êtres de chair, dans l'antre de la consommation, croyant ainsi leurs cœurs affranchis des vicissitudes, pour paraphraser Diderot dans *Jacques le fataliste*. S'annonce alors un programme-solution proposé par notre modernité au couple du XXI^e siècle désireux de fermer les yeux sur l'intime de l'Autre et de satisfaire aux idéaux capitalistes : consommer, baiser (suivant certaines conditions et modalités), et continuer à dormir. Maintenant libre à chacun de le suivre ou pas.

1 • La citation complète est la suivante : « Entre l'homme et l'amour, il y a la femme. Entre l'homme et la femme, il y a un monde. Entre l'homme et le monde, il y a un mur. » Vers d'Antoine Tudal extraits du recueil *Paris en l'an 2000*, cité par Jacques Lacan, *Écrits*, Paris, Seuil, 1966, p. 289.

2 • La question du regard est essentielle dans le film. Pour preuve, son affiche : embrassant William, face à un miroir, Alice regarde ailleurs (en direction du voyeur, c'est-à-dire le spectateur). Mais alors, que veut-elle nous dire : qu'elle peut regarder ailleurs, d'autres hommes à l'occasion, ou plus profondément que sa position en tant que femme a affaire avec l'ailleurs, l'au-delà, en somme l'altérité ? Toute la pertinence du film, mais aussi l'agonie du pauvre William, reposent sur cette ambiguïté.

3 • Jean-Claude Milner, « À propos d'*Eyes Wide Shut* de Stanley Kubrick », *Elucidation*, n° 4, Paris, Verdier, 2003, p. 12-16.

4 • Alice Harford : « I do love you and you know there is something very important we need to do as soon as possible » ; Dr. Bill Harford : « What's that ? » ; Alice Harford : « Fuck ».

VOYAGES VOYAGES

par Luc Garcia

Le parallélisme des formes veut désormais faire équivaloir pour le train une pratique commerciale bien connue pour l'avion. Plus vous achetez votre billet à l'avance, moins il est cher. De ce mimétisme est née une chimère qui dépasse son aérienne référence : le système tarifaire du chemin de fer est désormais hermétique, incompréhensible et arbitraire. Il est soumis à des procédures de fonctionnement qui réussissent à faire varier du simple au septuple le prix d'un billet pour voyager à bord d'un même train.

Chaque billet est un dosage aléatoire entre son tarif et la confiscation plus ou moins étendue d'avantages pratiques qui lui sont associés (billet échangeable ou non, par exemple). Ce sont ces avantages pratiques qui désormais se monnaient, et non un déplacement kilométrique. L'idéal absolu est de savoir dès juillet à quelle heure et pour quelle destination vous voyagerez au mois d'octobre, naturellement au jour et à la minute près.

À pousser l'analogie avec l'avion, le système de tarification d'un billet institue la conviction délirante selon laquelle le rapport au déplacement d'un voyageur de Paris à Marseille est semblable à celui d'un voyageur de Paris à Tokyo. Mais si les progrès technologiques permettent de voyager à l'autre bout de la France plus facilement qu'en banlieue parisienne – ce qui n'est pas encore le cas pour le Paris-Tokyo – le système tarifaire transforme ces nouvelles possibilités de voyages en chasse tactique et planifications piégées. À qui profite le crime ?

Nous l'avions presque oublié : le rêve de plusieurs dirigeants de la SNCF était de réduire les syndicats au consensus ou au sommeil. Il s'agissait alors pour eux de se confondre en excuses désolantes auprès de l'usager qu'on montrait régulièrement au journal télévisé

du soir, chauffé à blanc ou rougi, c'était selon, contre ces satanés cheminots qui faisaient encore grève.

Lusager se plaignait de ne pas comprendre les motifs syndicaux de grèves longues et répétées. Le client se plaint aujourd'hui de ne pas comprendre à quoi l'engage l'achat d'un billet qu'il doit débusquer sur un site Internet lent et mal pensé. Le système tarifaire étouffe le client, comme hier on se servait de lui pour étouffer les syndicats. L'amitié désormais lie en bonne noce les dirigeants et les syndicats. Voilà pour le retournement. L'enjeu est cependant le même : la paix sociale.

En retour, pour le client, la SNCF est à peu près semblable au ministère de l'Intérieur ou à celui de la Défense : un alliage bureaucratique d'entités disciplinaires qui ne parlent pas, sinon par abréviations, entre initiés. Il existe alors un petit jeu social qui consiste à échanger les bons tuyaux pour voyager par le train, sur Internet encore, comme les prisonniers échangent les bons tuyaux pour s'évader de prison.

Pour assurer le système, le guichetier devient un petit caporal borné, le chef de gare un homme efficace mais invisible dans son bureau, le PDG un ministre qui scrute chaque jour les notes d'ambiance à la pénombre de la fin de journée. Le client, un imbécile ridiculisé par son ignorance de la tarification du billet de train. En résulte une solidarité de bon aloi entre le patron et ses employés face à ces gens qui, en demandant comment voyager par le train, outrepassent franchement leurs droits.

Il est à ce titre piquant de lire dans la presse les portraits souvent flatteurs de M. Guillaume Pepy, président de la SNCF. Il paraît qu'il est absorbé par la technique, s'intéresse à tout ce qui bouge, de l'aiguillage malade dans une gare solitaire du Maine-et-Loire, aux dysfonctionnements du RER A à Paris. Il ne s'arrête jamais, même le week-end ou en vacances. Le plus exceptionnel n'est pas cette supposée passion du patron pour sa boutique, mais plutôt l'étonnement qu'il suscite. Que résulte-t-il donc d'une entreprise industrielle pilotée par un énarque gestionnaire ? Des recommandations raffinées comme celles qui défilent pour nous préciser d'une voix doucereuse dans les haut-parleurs qu'il est désormais demandé de se présenter deux

minutes avant le départ du train. Si jamais il vous était venu à l'idée d'arriver deux minutes *après* le départ.

Il faut dire que la passion de M. Pepy pour le chemin de fer vient de loin. Lorsqu'il était numéro 2 de la SNCF, il s'était illustré par cette initiative géniale : au lieu de faire relever les poubelles, chaque voyageur disposait sur son siège d'un petit sac en papier pour jeter ses déchets. Bienvenue à bord. Idée lumineuse dans laquelle les plus sensibles n'ont pas tardé à voir une analogie avec le sac dévolu aux spasmes vomitifs du mal bien connu des transports.

À la veille des fêtes de fin d'année 2008, M. Pepy est devenu l'invité vedette des plateaux de radio, comme il le fut dans l'émission la plus en vue de la vie politique française, chez Jean-Michel Apathie, sur RTL. On pouvait alors noter la fierté de M. Pepy d'avoir reversé des dividendes à l'État, actionnaire unique de la SNCF. Une alliance supplémentaire à laquelle les syndicats n'auraient pas même rêvé il y a cinq ans. Il fallait bien que les téléphones surtaxés ou les réservations diaboliques sur Internet servent quelque chose ou quelqu'un.

Dans le même temps, les experts concluent unanimement que le transport coûtera toujours plus cher. Nécessairement. C'est un principe du libéralisme : obtenir des niveaux de croissance en poids de monnaie tout à fait records, comme si cette croissance n'avait aucune limite. Or, une fois la concurrence ouverte, il ne reste plus que deux ou trois opérateurs qui, entre eux, se mettent d'accord pour asphyxier celui qui pourrait s'en servir dans son quotidien le plus strict. Les prix augmentent, et l'on attend ensuite de socialiser les pertes pour assurer les profits, puisque la croissance des uns résulte de la soustraction abusée des autres. Restera ensuite l'impérieuse nécessité de s'occuper des plus faibles, façon élégante de sponsoriser le système. Via, par exemple, les dividendes de la SNCF.

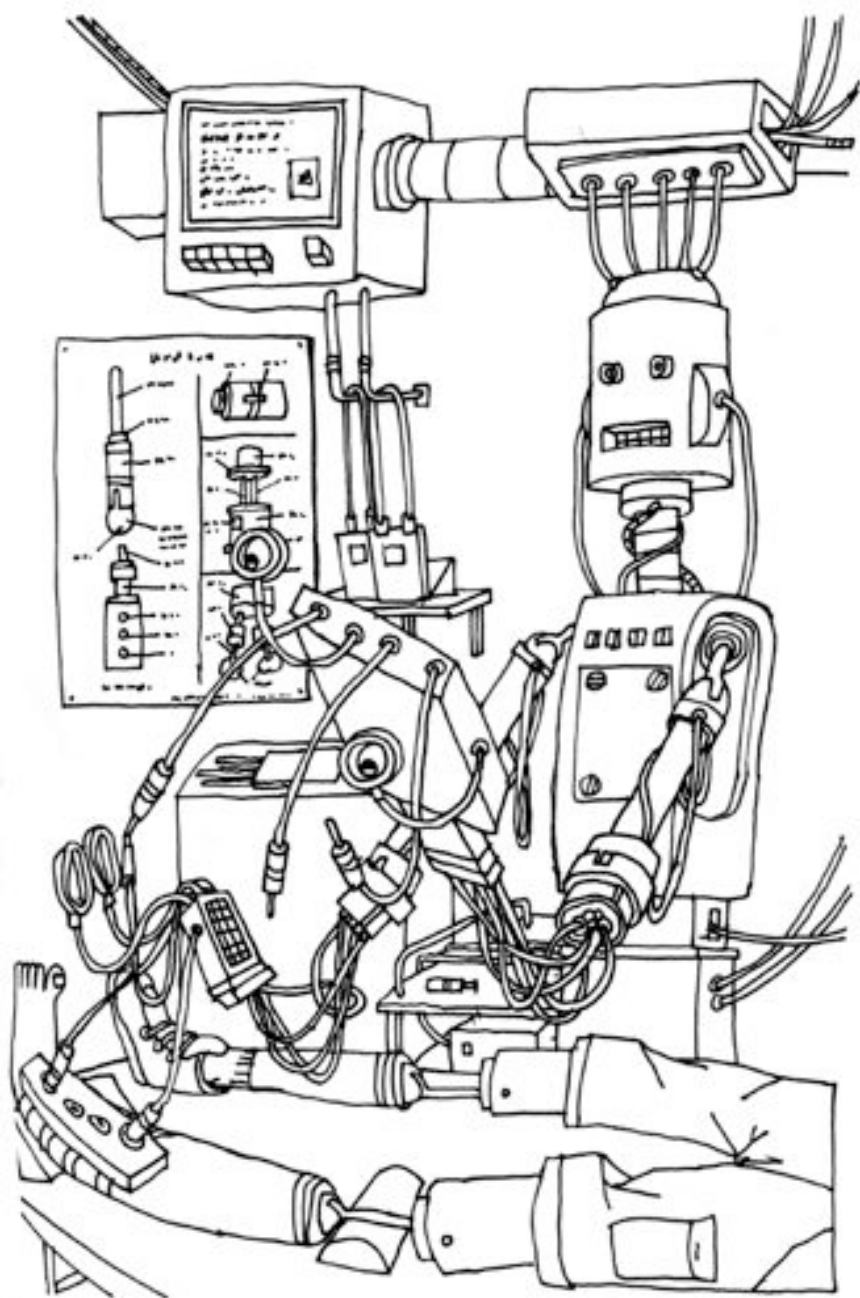
Il se dit qu'Air France va désormais mettre en circulation des TGV. Verrons-nous bientôt l'Assistance publique Hôpitaux de Paris sur le marché des dessins animés ou les piscines municipales compétentes en matière d'aménagement du territoire ?

À l'heure où le train entre en gare, des fleurs sur le devant cachent l'arrivée mystérieuse. Déjà, la neige habille un hiver éperdument lointain. Regardez bien, c'est un avion qui atterrit dans une gare.

Ou un bateau à Roissy sur le goudron surchauffé de la piste nord. Un TGV avec Air France marqué en grand, ne boudons pas notre plaisir, c'est une révolution.

La SNCF, de son côté, fabrique le billet qui vous ressemble. Preuve en est cette campagne publicitaire où l'on montre en photo des personnages célèbres qui s'offrent le billet PRO. Ce billet qui est échangeable. Ce billet qui permet de voyager sans se soucier de l'horaire. Ce billet, clairement, qui permet de voyager exactement comme tout le monde voyageait depuis des décennies. Concomitamment au progrès, quelle lenteur, quel vieillissement, que de contrats pour simplement monter dans un train, que de clauses pour simplement traverser la France ! Et, comme on est arrivé deux minutes avant le départ du train, la SNCF distrait son public et pose des affiches pour demander aux consommateurs de parler calmement au personnel de la SNCF. Cette scène se répète dans toutes les grandes gares parisiennes, devant chaque quai et à chaque entrée.

Une révolution d'un côté, et de l'autre la lenteur essoufflée d'un énarque tatillon avec ses sacs en papier. M. Pepy, qui est un homme moderne, oublie trop vite qu'une révolution dans les appellations commerciales n'en est pas une, aussi peu qu'une girafe en est une, de révolution, lorsqu'elle passe au devant d'un sous-marin nucléaire pour s'appeler gyroscope. Après le progrès, voici l'idéal de la régression, via un jeu subtil de chaises musicales entre appellations *marketing*. « As-tu ton billet ? » est devenu « as-tu réservé ton billet PRO/PREM'S/LOISIR... etc. ? » La performance était le TGV, foudroyant de rapidité. La performance est simplement aujourd'hui de pouvoir y accéder. Le coup est réussi, la SNCF nous éduque à la lenteur. C'est ça la concurrence.



**INVITÉS
DU DIABLE**

AGNÈS AFLALO

RETOUR SUR L'ASSASSINAT MANQUÉ DE LA PSYCHANALYSE

Propos recueillis

par Deborah Gutermann-Jacquet et Aurélie Pfauwadel

Agnès Aflalo est psychanalyste, membre de l'École de la Cause freudienne et de l'Association mondiale de psychanalyse, psychiatre et ancien praticien hospitalier. Elle dirige un service de consultations pour enfants, adolescents et leurs familles. Elle est directrice adjointe de publication du Nouvel Âne, a enseigné au département de psychanalyse de Paris VIII et est enseignante de la Section Clinique Paris-Île-de-France. Elle a collaboré à des ouvrages collectifs tels que Connaissez-vous Lacan ?, Qui sont vos psychanalystes ?, L'Anti-livre noir de la psychanalyse, Scilicet : les objets petit a dans l'expérience analytique, et à différentes revues telles que La cause freudienne, Ornicar ?, La règle du jeu ou Cités. Elle vient de faire paraître L'Assassinat manqué de la psychanalyse, préfacé par Bernard-Henri Lévy, aux éditions Cécile Defaut.

Deborah Gutermann-Jacquet : Votre livre analyse ce qui est arrivé à la psychanalyse en France avec le vote de l'amendement Accoyer.

Agnès Aflalo : Le livre revient d'abord sur le vote de cet amendement, en octobre 2003, car il a provoqué un profond malaise chez les psys. Il faut dire que cette loi légiférait sur les psychothérapies sans

concertation préalable de l'ensemble des professionnels concernés. Et puis, il y a eu un malaise plus général, et la large mobilisation de l'opinion éclairée à ce moment-là en atteste, parce que ce vote révélait une pathologie de la démocratie. *L'Assassinat manqué de la psychanalyse* interprète donc en effet une série d'événements qui ont eu lieu en France pendant quatre mois, d'octobre 2003 à février 2004. La première interprétation de cet événement, vous le savez sans doute, on la doit à Jacques-Alain Miller à qui j'emprunte d'ailleurs l'expression qui fait le titre de mon livre. Sans sa vigilance, il n'est pas sûr que la psychanalyse aurait pu survivre à cette attaque sans précédent en France.

D.G.-J. : Mais le livre va plus loin.

A.A. : En effet, j'y mène l'enquête et me propose d'y élucider comment tout cela a été rendu possible. Or, la tentative d'assassinat de la psychanalyse et le malaise de notre civilisation dépendent du même réel. Le livre interprète donc aussi, du même mouvement, l'époque dans laquelle nous vivons.

Aurélié Pfauwadel : Cet épisode a des coordonnées très précises en France. Mais notre pays est-il seul concerné ?

A.A. : C'est le discours de l'évaluation qui est la cause de l'assassinat manqué de la psychanalyse. Ce discours est apparu après la deuxième guerre mondiale et s'est répandu dans l'ensemble de notre civilisation. Il a provoqué un profond malaise dont il s'agit d'isoler la cause. Je prends le parti – c'est une interprétation que je fais – de considérer que l'évaluation s'est alors proposée comme le remède universel au malaise de « notre civilisation ». En effet, ce que l'on peut mettre sous le label « notre civilisation » concerne les démocraties modernes. La question se pose donc de savoir ce qu'elles ont de commun qui les rend si vulnérables à l'évaluation. Or, il est frappant de constater qu'elles sont marquées par deux discours dominants, si étroitement liés qu'on ne peut plus les dissocier : le discours du capitalisme et le discours de la science. Avant

l'avènement de ces discours, le maître gouvernait seul ; enfin, il serait plus juste de dire, seul avec Dieu. Aujourd'hui, il ne peut plus gouverner sans ces deux discours-là.

A.P. : Quelles sont les transformations radicales qu'imposent ces deux discours ?

A.A. : Depuis qu'on a découvert que le livre de la nature est écrit en langage mathématique, les petites lettres dont les mathématiciens se servent pour écrire leurs équations se sont mises à cavalier d'un bout à l'autre de la planète. Aucun maître n'a plus assez de puissance pour en ralentir la course, pas même Dieu. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on constate ainsi la mathématisation du lien social et c'est ça qui modifie radicalement notre rapport au monde. Mais aussi puissante soit-elle, la science mathématique ne peut coloniser tout le savoir. Il y a toujours un reste irréductible qui ne se laisse pas mathématiser. Or, l'évaluation est le discours qui prétend transformer ce reste, en savoir mathématique. Pour accomplir l'impossible totalisation du savoir, elle prétend donc transformer la qualité en quantité. Elle a ainsi réussi à imposer son scientisme à l'ensemble des nations démocratiques. Or, l'évaluation les menace d'implosion si les politiques s'en laissent compter, parce qu'elle est un des noms du totalitarisme.

A.P. : Vous avancez l'idée que le capitalisme est devenu scientifique.

A.A. : C'est un fait, le discours du capitalisme subit les déformations que la science lui impose. Il tend de ce fait à rejeter le corps et à réduire le langage aux seules lettres utilisées par les mathématiques. Il emprunte ses outils à la science pour s'affranchir comme elle du corps et de ses limites. Avec la science et l'évolution des technologies qu'elle rend possible, le lien social se dématérialise. La présence réelle du corps est soustraite du lien à l'autre, comme en atteste assez les « amis » que l'on se fait sur *Facebook* par exemple. La première forme du capitalisme, le capitalisme industriel, nécessitait le corps à

corps, car il comportait la nécessité d'extraire la plus-value du corps du travailleur pour la capitaliser. Mais aujourd'hui, la tendance accrue aux spéculations (avec le fameux effet levier de la Bourse¹) par la mondialisation consiste à s'affranchir du corps du travailleur, jugé trop peu productif. Des formules mathématiques – mises au point par les *quants* et utilisées par les *traders* – se déplacent d'une banque à une autre, d'un bout à l'autre de la terre en temps record, puisque leurs déplacements se font sans les limites que le corps impose. Il suffit pour ça d'un ordinateur branché sur la toile.

A.P. : Mais justement, vous dites que ça ne va pas sans contrepartie.

A.A. : Un jeu de casino planétaire permet en effet au capitalisme financier d'engranger des bénéfices qu'aucune industrie ne peut produire dans un délai aussi court avec des humains. Mais ses pertes, elles aussi records, renouvellent les coordonnées du malaise dans la civilisation, dans l'exacte mesure où il renforce la solitude du sujet aux prises avec les exigences de sa jouissance. Le lien dématérialisé à l'autre finit par ailleurs toujours par reprendre possession des corps. Alors le malaise précipite, lorsque derrière les petites lettres, réapparaissent les humains singuliers concernés par ce discours.

D.G.-J. : Vous montrez aussi que la domination de ces discours tend à faire disparaître les singularités.

A.A. : Le discours du maître et ses variantes – science et capitalisme – valent pour tous, des populations aux nations, et de proche en proche, pour tous ceux qui vivent dans nos démocraties. Cette mise en fonction d'un « pour tous », d'un ensemble général dans lequel des sujets sont pris a en effet pour conséquence logique l'effacement de ce qui est singulier à chacun. La mondialisation comporte ça. Eh bien, l'une des grandes leçons de Freud consiste à montrer que ce qui est refoulé fait toujours retour à deux échelles. Au niveau le plus singulier, l'effacement fait retour sous forme de symptôme, et au niveau le plus large, sous forme de malaise dans la civilisation.

Avant Freud, Marx a été un formidable théoricien du malaise dans la civilisation, parce qu'il comprend très vite que l'économie emporte la perte d'une valeur qu'on ne peut ni rémunérer, ni capitaliser et que ce qui, de cette valeur, disparaît, fait retour sous la forme d'un malaise qui cristallise comme « conscience de classe ». C'est pour cela que Lacan considère que c'est Marx et non pas Freud qui est l'inventeur du symptôme. Il faut dire que Marx anticipe les découvertes de Freud sur l'économie du symptôme.

A.P. : Si on vous suit, l'économie libidinale est au cœur du malaise actuel.

A.A. : En effet, puisqu'elle organise le symptôme. Un symptôme, vous le savez, n'est pas fait seulement de mots, mais aussi de libido, ou ce que Lacan appelait la jouissance. Le prix à payer pour vivre dans l'espace social gouverné par le discours du maître, c'est la perte d'une satisfaction singulière pour chacun. Conformément à l'économie de la jouissance, ce qui est soustrait d'un côté, cette perte, fait ensuite retour sous forme de *plus-de-jouissance*, c'est-à-dire d'une exigence à satisfaire. Le plus et le moins de jouissance sont donc au cœur du symptôme singulier comme du malaise dans la civilisation. Mais chaque civilisation a ses modes de jouissance spécifiques et donc les formes de symptômes qui lui répondent. Le discours de l'évaluation s'est présenté comme *la* solution qui vaudrait partout et pour tous. Seulement sa vocation universelle renforce ce malaise plutôt qu'elle n'y remédie. Car c'est le propre du symptôme que de persister tant que la singularité de celui qui l'éprouve n'a pas été entendue.

A.P. : Vous opérez dans votre livre une généalogie de l'idéologie de l'évaluation et montrez comment cette idéologie colonise tous les domaines de la vie et du savoir. Dans le champ du soin, elle impose ainsi à ceux qui souffrent des traitements *ad hoc*.

A.A. : L'évaluation repasse par les découvertes de Pavlov. Il était spécialiste de la digestion du chien. Son fantasme, partagé

par les comportementalistes, est de traiter les humains comme des chiens. Quant aux cognitivistes, ils rêvent de les traiter comme des machines. Ce sont des docteurs Folamour version Charlie Chaplin. Comme vous le savez, le bonheur est devenu un facteur de politique. Les adeptes des TCC le promettent à tous. Or, pour eux, le bonheur consiste en l'automatisation du moindre de vos gestes et la décérébration la plus grande possible pour que vous n'ayez plus à penser à rien. Voilà le programme qu'ils veulent imposer de force à tous. Les premiers de ces thérapeutes se sont appelés les behaviouristes ; les seconds, cognitivistes. Ils ont poussé leurs idées abracadabrantes assez loin pour horrifier le grand public. Ils ont alors été chassés de la scène publique avant d'avoir l'idée de s'associer.

D.G.-J. : Et ils se sont appelés les « cognitivo-comportementalistes »...

A.A. : Oui, après un *relooking*, c'est comme ça qu'ils se sont rebaptisés. Et pour leur plus grand bénéfice, ils ont vendu l'évaluation qui promet les TCC au plus offrant. Ils partagent le rêve totalitaire de voir les sujets leur obéir aveuglément. Ce qui compte, c'est de les priver de parole, c'est que leur sort – confié aux seuls *experts* – se décide sans eux. Cette idéologie prône une totale compréhension de l'humain par les voies de la science, elle est donc sous-tendue par un réductionnisme scientifique que je considère être un scientisme. Car, ce qui, chez l'homme, relève de la science se réduit à son organisme. Ce qui relève du psychisme est absolument étranger à la science. Adhérer à ce réductionnisme rend impossible la prise en compte de la dimension éthique de l'humain. Or c'est cette dimension qui vise son être de parole et le fait responsable de ses choix, qui fait le point de départ de la psychanalyse. Dans les faits, l'être humain est récalcitrant à cette entreprise de mécanisation. Il y répond donc en fabriquant des symptômes qui objectent à ce qu'on le maltraite ainsi.

A.P. : Comment la psychanalyse y objecte-t-elle ?

A.A. : La psychanalyse d'orientation lacanienne offre à ceux qui le désirent la possibilité de s'orienter à partir du réel pour s'y retrouver dans l'opacité de leurs symptômes. C'est une éthique, pas un soin, ou en tout cas, pas seulement un soin. Un analyste ne prétend pas agir au nom du bien universel, mais propose à chacun de construire une réponse aussi singulière que celle que sa souffrance appelle. C'est parce qu'il a fait sa place à la singularité de chacun que Freud a inventé la psychanalyse. C'est ce que Lacan a formalisé avec le discours analytique. Mais, pour que la psychanalyse continue d'exister, chaque analyste doit encore faire exister le discours analytique avec chacun de ses patients. Si un cas contredit la théorie, tant mieux ! Il faut alors réinventer la théorie, l'affiner, la complexifier ou même si nécessaire s'en défaire, et non pas se défaire du cas sous prétexte qu'il serait rétif à la théorie. Alors, cela étant dit, il y a encore d'autres manières de faire en sorte que le discours du psychanalyste ne soit pas relégué aux oubliettes. Ainsi Jacques-Alain Miller exerce bien sûr la psychanalyse, mais ce discours, il le fait aussi exister par son enseignement, par la rédaction du *Séminaire* de Lacan. Et, en mobilisant ses troupes, il a fait en sorte qu'elle continue d'exister concrètement, dans la pratique, sans être devenue hors-la-loi, car c'est ça qui lui pendait au nez – BHL le dit d'ailleurs dans la préface de mon livre.

D.G.-J. : Pour la psychiatrie actuelle, le symptôme dites-vous est devenu « biopsychosocial ». Quel terme barbare !

A.A. : « Barbare », le terme est bien choisi. Cette barbarie est le fruit du mélange des scientismes de trois disciplines – psychologique, biologique et sociologique – qui prétendent venir à bout de la compréhension de l'humain. Pour ce faire, la psychologie efface la découverte de Freud. Le saupoudrage de biologie qui lui donne l'air d'être scientifique est surtout l'occasion d'un retour à des discours racialistes. Quant à l'aspect « social » de cette discipline, il stigmatise « les classes dangereuses » comme le dit Jean-Claude Milner. Au nom de ce fatras théorique, la *prévention* organise la traque la plus large et la plus précoce possible de tout ce qui n'est pas jugé conforme à la « norme », tant chez les adultes que chez les enfants.

On en vient maintenant à vouloir dépister les futures mères et leurs bébés avant même leur naissance. Ira-t-on dans cette logique, jusqu'à préconiser des avortements thérapeutiques ? Et ces classes dangereuses, que sont-elles d'autre *in fine* que celles qui n'épousent pas les idéaux de notre temps ? Quand vous dépassez de la ligne statistique des prétendues mesures de dangerosité, vous êtes décrété « anormal ». La moyenne statistique fixée par les évaluateurs adeptes des TCC devient ici la norme mentale à l'aune de laquelle nous sommes jugés. Dans cette perspective, les pauvres, les divorcés, les émigrés forment autant de classes potentiellement dangereuses à traiter. Mais surtout, comment dans cette perspective statistique, aurait été jugé l'homme qui a dit *non* le 18 juin 1940 ?

D.G.-J. : Au fond, les cognitivo-comportementalistes frappent le symptôme d'indignité.

A.A. : Oui, parce que pour eux, il n'est pas question de reconnaître la vérité en souffrance portée par le symptôme. Dans leur perspective, il n'est qu'une erreur, une faute qui doit être rééduquée, et tous doivent marcher au pas, au pas des préjugés TCC. Comment font-ils avec ceux qui souffrent ? Ils commencent par faire de la pédagogie, par leur expliquer qu'ils ont tort d'être tristes, angoissés ou stressés... Mais si les symptômes persistent, alors des méthodes autrement dissuasives sont employées pour les traiter ! À l'inverse, vous l'aurez compris, la psychanalyse reconnaît au symptôme sa dignité parce qu'elle le prend pour ce qu'il est : une réponse vraie – quoique de travers – à un réel problème. Ce problème, il s'agit de le combattre loyalement. Le symptôme ne prospère que caché. Une fois sa cause mise en lumière, il se ratatine. Avec l'expérience analytique, le sujet invente une autre réponse qui ne vaut que pour lui. Il souffre donc moins et prend une perspective différente sur ce qui lui reste de symptôme à la fin de son analyse.

A.P. : Vous montrez les accointances entre les pourfendeurs de la psychanalyse, et débusquez derrière des attaques qui semblent partir de points divers, une seule source d'inspiration : les TCC.

Comment expliquer leur promotion en dehors du fait qu'elles nous promettent le bonheur pour demain ?

A.A. : Ces *thérapies* séduisent le maître moderne parce qu'elles prétendent être efficaces et bon marché. Le législateur soucieux du bien public n'a pas *a priori* de raison de s'en méfier. Mais quand on examine ça de près, on voit que des sommes astronomiques sont dépensées sans que les effets annoncés soient au rendez-vous et, pire encore, le malaise s'intensifie et fait courir le risque de véritables catastrophes sanitaires. Pour faire illusion, les cognitivo-comportementalistes n'attrapent les symptômes que par petits bouts. Ils le découpent comme un saucisson et personne n'y comprend plus rien. Avec la psychiatrie classique, les paroles des patients étaient écoutées et prises au sérieux. C'est d'ailleurs ce qui a permis de construire, avec l'aide de la psychanalyse, les grands diagnostics de névroses, psychoses et perversions. Cette clinique a cessé d'exister après-guerre parce que les psychanalystes du Nouveau Monde ont été déçus par la psychanalyse. Ils lui reprochaient de n'être pas un simple instrument de soin, et refusaient de reconnaître que la psychanalyse est d'abord une éthique, autrement dit, que l'ouverture et la fermeture de l'inconscient de leur patient dépendaient de leur acte. Au lieu de continuer à inventer un nouveau savoir orienté par l'éthique de la psychanalyse, ils ont jeté le bébé avec l'eau du bain. Ils ont alors consenti à ce que les psychiatres réinventent une clinique nettoyée de la psychanalyse. En l'espace de 30 ans – des années 50 aux années 80 – ils ont effacé tout ce que la psychanalyse avait pu apporter à la psychiatrie. Les organismes officiels ont adopté le DSM (*Diagnostic and Statistical Manual*) parce qu'ils ont cru à sa rentabilité. Aux États-Unis, le système de santé est aux mains d'assurances qui exigent des dépenses très codifiées et des lobbies pharmaceutiques qui sont intervenus selon leurs intérêts dans le choix des diagnostics établis dans ce manuel. Le DSM n'est pas un livre de science, c'est un supermarché de diagnostics.

D.G.-J. : La science et le capitalisme gouvernent, mais vous dites qu'ils laminent l'autorité.

A.A. : L'autorité ne tient pas en effet au seul charisme du chef. La fonction d'autorité ne se confond pas avec celui qui le cas échéant l'incarne. Ce qui fait autorité, c'est avant tout le langage, et en particulier, certains mots du langage. Là est la grande découverte des « discours » au sens où Lacan les formalise. Le complexe d'Œdipe n'est donc pas le fin mot de l'histoire. Ce ne sont pas tant le papa et la maman qui sont responsables de la perte de jouissance qui spécifie l'humain, c'est fondamentalement le langage. C'est parce que l'humain habite le langage qu'il ne sait pas de quoi est fait son être vivant et sexué. Les animaux n'ont pas ces problèmes parce qu'ils ne parlent pas. Ceci étant dit, certains mots en particulier – ces mots que l'on appelle des « signifiants-mâtres » – ont le pouvoir de nous proposer une réponse à cette énigme. Là encore, ces signifiants-mâtres existent au niveau singulier et au niveau de la société. Par exemple, apporter une réponse sur notre être sexué en se conformant aux idéaux de l'époque est toujours possible. Porter des collants, des rubans, des shorts bouffants, des coiffures à cheveux longs, était ainsi réservé aux hommes sous Louis XIV. Aujourd'hui, c'est plutôt le lot des femmes. Quoi qu'il en soit ces mots organisent le discours et prescrivent donc les actions à accomplir pour se conformer à l'idéal d'homme ou à celui de femme. Les signifiant-mâtres ont aussi pour fonction de *refouler* la jouissance. Et bien, le capitalisme et la science rejettent ces maîtres-mots, et c'est en cela qu'ils minent l'autorité. Une fois rejetés, les signifiants-mâtres n'assurent plus leur fonction de limitation de la jouissance et c'est alors la jouissance qui occupe le poste de commandement. C'est la raison pour laquelle les symptômes changent de forme avec le temps. Inventer le savoir qui peut en traiter le réel est toujours possible, mais il faut pour cela interpréter l'époque dans laquelle nous vivons. C'est une question éthique.

1 • Dans les marchés financiers de matière première, l'effet levier consiste, par exemple, à acheter non plus du gaz mais un droit d'acheter, plus tard, du gaz à un prix fixé et connu à l'avance.

PHILIPPE BRETON

POUR UNE CULTURE D'INTERNET

Propos recueillis

par Olivier Putois et Aurélie Pfauwadel

Philippe Breton est Professeur des universités et directeur adjoint du laboratoire Cultures et Sociétés en Europe à l'université de Strasbourg. Il centre ses études sur l'anthropologie de la parole et des techniques de communication. Philippe Breton est docteur d'État en Sciences de l'information et de la communication et docteur en Psychologie du langage, de la communication et de l'intervention pédagogique. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Une Histoire de l'informatique (1987), L'Utopie de la communication (1990), Le Culte de l'Internet. Une menace pour le lien social ? (2000). Il a reçu le prix Le Dissez de Penanrun de l'Académie des Sciences morales et politiques pour son ouvrage La Parole manipulée (1998). Il tient un blog : <http://argumentation.blog.lemonde.fr>.

Aurélie Pfauwadel : À l'occasion d'un récent essai, et alors qu'on qualifie souvent l'émergence d'Internet de révolution, vous parlez quant à vous de « culte d'Internet », d'« utopie » et de « nouvelle religiosité ». Quel rôle ce nouvel avatar du progrès technologique joue-t-il, à votre sens, pour nos contemporains ?

Philippe Breton : Je crois, d'abord, qu'il faut distinguer les nouveaux outils de circulation de l'information et de la communication, dont Internet, et ce que j'appelle les « discours d'accompagnement » qui leur donnent une signification. Tous les changements techniques concrets ont été accompagnés d'un discours social. J'ai essayé de travailler ces deux niveaux en évaluant d'abord ce qu'apporte l'outil,

mais surtout en analysant le discours qui l'accompagne. Ce discours est très optimiste et véhicule l'idée selon laquelle les nouvelles technologies, bonnes par nature, seraient à la source d'un changement de civilisation. C'est un discours monolithique, et parfois irrationnel, qui préconise l'utilisation de toutes les possibilités qu'elles offrent.

Olivier Putois : C'est donc sa naïveté qui vous paraît problématique ?

Ph.B. : Oui. J'ai donc utilisé les grilles d'analyse que l'on avait à notre disposition pour tenter de le comprendre. Dans mon livre, *L'Utopie de la communication*, je montrais qu'il s'agissait d'abord d'un discours utopique et simplificateur. La société de demain sera meilleure si elle se réorganise autour de la communication sur le plan des valeurs, et des outils de communication sur le plan pratique. Mais cela n'était pas entièrement satisfaisant, alors j'ai utilisé ensuite une autre grille d'analyse : celle des idéologies. Les idéologies offrent également une vision relativement simplifiée du monde autour de quelques thèmes et laissent en général peu de place au débat. Puis, dans mon livre *Le Culte d'Internet*, je me suis demandé s'il ne s'agissait pas là d'une nouvelle religiosité.

A.P. : Quels étaient, selon vous, les indices allant en ce sens ?

Ph.B. : Les zéloteurs d'Internet étaient très proches du discours *New Age* – d'une forme de religiosité liée à une pensée globale, à l'idée que nous ne serions pas tant des individus que les terminaisons d'un collectif unique. En analysant les grands textes qui servent de matrice à ce discours d'accompagnement d'Internet, j'ai été très surpris de constater qu'un des auteurs les plus cités était Teilhard de Chardin. Celui-ci ne serait sans doute pas d'accord avec les interprétations qu'on en donne, mais il avait produit, dans les années 50, le concept de « noosphère » – sorte

d'intelligence collective, lieu d'agrégation de l'ensemble des pensées, des consciences et des idées produites par l'humanité à chaque instant. Les fondamentalistes d'Internet considèrent que le monde réel est à l'origine du mal, de la violence, etc. Si l'on veut construire un monde de lumière harmonieux, sans violence, et sans égoïsme individuel, il faut arrêter de vivre dans le monde réel, et tout faire par Internet. Nous nous retrouverions tous ensemble, dans un grand collectif spirituel où l'on oublierait notre corporéité et la violence qui y est associée. Ce qui est très intéressant, c'est que ce discours teinté de religiosité aurait pu rester marginal et sectaire, mais a rencontré les intérêts économiques des industriels, et a ainsi bénéficié d'un énorme effet d'amplification.

O.P. : Comment qualifier la redéfinition du lien social que suppose un tel discours, qui préconise de sortir des modalités réelles de la rencontre et promeut une sorte de communication alternative ?

Ph.B. : Nous traversons l'une des étapes d'un phénomène anthropologique très long, celui de « civilisation des mœurs », qui passe par la séparation des corps. De nombreux sociologues – Norbert Élias le premier – ont travaillé sur la réduction des phénomènes de violence sociale, sur la pacification des mœurs et des sociétés par la séparation des corps. Les familles ne dorment plus dans le même lit, on ne mange plus avec les mains, on ne se touche plus aussi facilement qu'autrefois, les individus ont des zones privées plus importantes, dans lesquelles on ne pénètre pas. Dans le discours d'accompagnement d'Internet, cette tendance est menée à son point d'incandescence : on y préconise la séparation totale des corps. Quel meilleur outil qu'Internet pour cela ? Idée curieuse, car elle prescrit en somme la séparation des corps pour recollectiviser les consciences.

O.P. : Dans cette logique, la cause des maux serait donc la proximité des corps.

Ph.B. : Oui. Certains auteurs de science-fiction, Asimov notamment, pensent que la science et les technologies peuvent nous aider à construire une nouvelle société, un nouveau lien supprimant la cause des oppositions entre les hommes, à savoir la proximité des corps qui est le support de leur animalité. Ces thèmes ne sont pas nouveaux : le discours d'accompagnement des nouvelles technologies n'invente rien mais radicalise, en les agrégeant, des thèmes anciens.

A.P. : Dire qu'il serait possible d'aboutir à une harmonie générale entre les êtres humains, c'est nier la pulsion de mort, et l'élan structurel de l'homme vers le mal. Vous montrez que ce discours utopiste et idéaliste produit toujours, en retour, des « effets pervers ».

Ph.B. : En sciences sociales, il y a toujours deux niveaux distincts d'analyse. Le premier niveau est descriptif, le second, plus faible sur le plan scientifique, est plus interprétatif. Votre question interroge ce second niveau d'analyse. Je pense, oui, qu'on ne se débarrasse pas si facilement du corps, et que l'idée selon laquelle l'esprit pourrait exister sans le corps est une idée amusante, mais irréaliste, en premier lieu parce qu'on ne pense pas sans son corps. Les milieux chrétiens et catholiques m'ont beaucoup sollicité pour discuter de ces questions. Lors d'une conférence, un théologien m'a dit un jour : « Ah, mais je viens de mieux comprendre pourquoi il y a la résurrection des corps dans le catholicisme. Le corps est tellement important que, même dans la vie éternelle, il faut qu'il soit présent ! »

A.P. : Vous faites justement paraître à l'automne un livre écrit avec votre collègue David Le Breton, qui attache beaucoup d'importance au corps.

Ph.B. : Oui, car ce discours sur les nouvelles technologies suscite un débat intellectuellement et socialement intéressant sur la place de la corporéité dans notre identité. Il y a une autre

question que je trouve essentielle : celle de l'implication personnelle dans la communication. Ce discours sur les nouvelles technologies est désindividualisant et déresponsabilisant. En collectivisant les échanges, il rend les propos anonymes. C'est un discours assez totalitaire à certains égards. Or, je pense que dans la communication, il est très important qu'on puisse identifier *qui* parle car celui qui parle *s'engage*.

O.P. : L'usager doit en effet être comptable de ses actes. Or, signer sous un pseudonyme, comme c'est souvent le cas sur les blogs par exemple, permet d'esquiver les conséquences de ses déclarations.

Ph.B. : En effet. Et c'est par le corps qui nous engage matériellement dans la rencontre, qu'on s'implique dans le lien social. Le discours d'accompagnement d'Internet distend cette implication. On peut ainsi se connecter ou se déconnecter, disparaître en un clic. Les nouvelles technologies qui permettent d'effacer la présence et l'apparence corporelles permettent de ce fait de reconstruire un lien social dans le registre de la fiction. Je me méfie de la mise à distance des corps. Si une distance aux autres est nécessaire, accepter les autres, c'est aussi accepter d'en supporter la présence physique. Avec les nouvelles technologies, on peut avoir l'idée qu'on maîtrise tout, tout le temps. Grâce à l'écran, on a un lien avec les autres, mais sans les désagréments qu'ils peuvent causer. Évidemment, beaucoup de gens se rencontrent sur Internet. Mais quand il s'agit d'aller dans le monde réel, c'est une autre affaire, on ne maîtrise pas tout. C'est pourquoi je parle à ce propos de « néo-individualisme ».

O.P. : Il est vrai que dans la vie non médiatisée par l'écran, on ne trie pas les personnes que l'on rencontre en fonction d'intérêts prédéfinis. C'est pourtant la logique que les sites de rencontres comme *Meetic* ont poussée à son maximum.

Ph.B. : Oui, croire que l'on sait avant la rencontre ce que l'autre va pouvoir nous apporter relève de l'escroquerie.

A.P. : C'est croire aussi que l'on sait d'avance ce que l'on recherche...

O.P. : Ceci étant, faut-il *opposer* un modèle de la rencontre vraie (celle qui passe par le corps), à la rencontre dans un espace virtuel ?

Ph.B. : Il ne s'agit pas de dire que tout ce qui est à distance est mauvais et que tout ce qui est en présence est bon. Mais la communication médiatisée, caractérisée par un régime d'absence des corps, est d'une qualité moindre que la précédente, pour au moins deux raisons qui sont liées. D'abord, elle réduit les modalités d'interaction – toute la gamme des signaux corporels est écartée. Ensuite, en étirant les échanges dans le temps, elle ne requiert qu'une participation intermittente et interdit ainsi une véritable interaction, qui doit être immédiate afin de mesurer dans l'instant la façon dont ce qu'on dit est reçu – et de se corriger en conséquence pour éviter les malentendus. Communiquer de façon indirecte, c'est un peu communiquer en se bouchant les oreilles et en fermant les yeux. Il faut donc être extrêmement prudent. Il faut par ailleurs mettre en perspective Internet dans un temps long. Certes, tout ce qui concerne la fonction email sur Internet constitue une innovation technique formidable, mais ce n'est peut-être rien d'autre qu'un simple prolongement du courrier postal.

A.P. : Mais, dans la vieille culture épistolaire, écrire une lettre à quelqu'un, c'était tout un art.

Ph.B. : Depuis la Renaissance s'était élaborée une culture de la prudence épistolaire où chaque correspondant devait anticiper d'éventuels malentendus. Là-contre, le discours d'accompagnement d'Internet donne l'illusion de l'instantanéité,

de la facilité. « Ne vous embarrassez plus à rédiger vos messages, balancez-les ! » Un tel discours a ruiné en dix ans, en particulier dans la jeunesse, les bénéfices lents de cinq siècles de culture épistolaire, qui était une condition de l'efficacité du message. Ce n'est pas l'outil en soi qui est condamnable, mais la façon dont on l'interprète. Je trouve pour ma part qu'on s'en sert mal.

O.P. : Vous voulez dire que les discours au sujet d'Internet ne présentent pas la réflexion éthique – au sens large du terme – qu'exige pourtant l'utilisation de ce nouveau type d'outil ?

Ph.B. : C'est une éthique très pragmatique qu'il faut construire. Le respect de l'autre passe par l'instauration concrète de procédures de dialogue. Je trouve qu'on a un outil extrêmement sophistiqué qui appellerait une réflexion au moins aussi sophistiquée. Or, nous manquons d'une véritable culture de l'usage d'Internet. Cela vaut pour le domaine de la communication comme pour celui de l'information. Je suis professeur à l'université et un peu terrifié par la manière dont les étudiants ont une absolue confiance dans le moindre énoncé trouvé sur Internet. On avait pourtant progressivement appris à examiner les énoncés auxquels on a affaire et à construire des indices de confiance. Tout cela a disparu en dix ans : aujourd'hui si c'est sur Internet, c'est que c'est vrai et bon.

A.P. : Il existe d'ailleurs sur *Facebook* un groupe qui s'appelle « Si *Wikipédia* le dit, c'est vrai ».

Ph.B. : C'est un véritable problème. Je vous garantis que d'ici quinze ans, j'espère même avant, on devra réapprendre à évaluer les informations.

A.P. : Il y a un problème de sélection de l'information propre à Internet. Vous semblez dire que l'usage d'Internet a considérablement émoussé le sens critique ?

Ph.B. : L'outil en lui-même n'est responsable de rien. Ce qui pêche, c'est le discours qui l'accompagne. On a souvent interprété ma position comme une position technophobe. Je m'en défends absolument. Il est clair qu'il est moins ludique et plus ingrat de devoir trier les informations qui nous viennent du web, ou de passer du temps à écrire un email comme on écrivait naguère une lettre. Mais c'est, à mon sens, le prix qu'il faut payer pour qu'Internet soit un formidable outil.

O.P. : D'où partir aujourd'hui pour construire cette nouvelle éthique pragmatique d'Internet dont vous parlez ? Ne faut-il pas court-circuiter le discours *sur* Internet, et partir plutôt des usages, des potentialités inscrites à *même* Internet ?

Ph.B. : Je suis de cet avis, oui. Il faut aujourd'hui une approche pragmatique et concrète d'Internet, non une approche idéologique et abstraite. Les systèmes scolaire et universitaire doivent intégrer cet outil dans les dispositifs de formation. Ce n'est pour l'instant pas le cas, puisque dès qu'il s'agit des nouvelles technologies, le discours dominant veut qu'on laisse les gens faire comme ils l'entendent. Le discours d'accompagnement a par ailleurs soigneusement aménagé le clivage des générations. C'est un discours « jeuniste » au sens radical : quand on est jeune, on sait par nature s'en servir, quand on est vieux, on ne sait pas s'en servir parce qu'on est vieux. Je regrette qu'un certain nombre de personnes de ma génération aient laissé passer ce discours-là. Non, les jeunes ne savent pas nécessairement se servir d'Internet ! Comme ils ne savent pas se servir d'un certain nombre de choses : il faut le leur apprendre, les aider à en faire un certain usage. Mais pour cela, il faudrait avoir une vision rationnelle d'Internet, et non « mystico-utopiste ».

O.P. : Internet, vous le rappelez, a été saisi par la logique marchande. Les intérêts économiques et politiques, qui auraient

tout à perdre de l'émergence d'un tel discours critique, ne freinent-ils pas sa constitution ?

Ph.B. : Vous avez raison. Il y a eu, en un premier temps, une collusion objective entre le monde économique libéral et le discours utopiste qui promouvait la diffusion tous azimuts d'Internet. Ce discours *New Age* leur faisait de la publicité gratuite ! Cette alliance a joué des années 60 aux années 90 contre ceux qui freinaient les développements des nouvelles technologies, c'est-à-dire essentiellement les représentants de l'État. Ces derniers voyaient dans les nouvelles technologies une source de décentralisation, d'éclatement des structures étatiques. Une partie de la classe politique est encore sur cette ligne-là. Mais le monde de l'industrie change actuellement de position. Ce qui a été le support de la diffusion des nouvelles technologies, c'était la promesse de l'accès – et de la gratuité – à toute une série de services qui, jusque-là, étaient payants. Mais, maintenant que les supports sont là, qu'ils sont vendus, et que la dépendance est installée, le monde de l'industrie est en train de tourner casaque et voudrait que les nouvelles technologies deviennent le support de nouveaux marchés.

A.P. : C'est tout l'enjeu des débats autour de la loi Hadopi.

Ph.B. : Par exemple. Alors là, plus question de cette utopie du monde virtuel, gratuit, partagé. Il y a une irruption massive du modèle marchand du financement d'un certain nombre d'activités par la publicité qu'on n'arrêtera pas facilement. Le monde politique a quant à lui toujours un temps de retard par rapport à la science et aux nouvelles technologies. Et ceci pour des raisons sans doute essentiellement sociologiques : les hommes politiques sont aujourd'hui des bêtes de sensualité politique. Ils serrent des mains, sont dans le monde du contact direct, de la corporéité. Les nouvelles technologies et le monde virtuel leur sont étrangers, ils savent qu'on ne convainc pas à distance des électeurs.

O.P. : Mais aussi bien Ségolène Royal, avec la « Ségosphère », que Barack Obama aux États-Unis ont été considérablement aidés par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les hommes politiques n'ont-ils pas tort de s'en priver ?

Ph.B. : Je ne crois pas que les nouvelles technologies révolutionnent la politique. Qui pourrait soutenir aujourd'hui qu'Obama a été élu grâce aux nouvelles technologies ? Leur rôle en politique est mineur. La dissymétrie dans l'utilisation des nouvelles technologies lors des élections présidentielles, aussi bien en France qu'aux États-Unis, était très circonstancielle et il est absolument évident que lors des prochaines élections présidentielles américaines, l'écart sera résorbé, et les compteurs remis à égalité.

JOHAN HUFNAGEL

LE SOLEIL NE SE COUCHE JAMAIS SUR LE WEB

Propos recueillis
par Martin Quenehen et Clara Saer

Johan Hufnagel dirige Slate.fr, un site d'information créé par Jean-Marie Colombani. Décliné du site américain homonyme, Slate est aujourd'hui un des grands pure players français. Johan Hufnagel est journaliste, il a dirigé les rédactions de Libération.fr ainsi que celle de 20minutes.fr. Il se définit lui-même comme un « dinosaure » du journalisme sur Internet, puisqu'il le pratique maintenant depuis 1997.

Clara Saer : Qu'est ce qu'un « pure player » ?

Johan Hufnagel : C'est un site d'information et de publication qui n'a pas d'autre existence dans le monde réel. Par exemple, lemonde.fr et leexpress.fr ne sont pas des *pure players*. Slate l'est en revanche, car il n'est porté ni par un titre papier, ni par aucun autre média. Les *pure players* comprennent aussi des sites qui ne sont pas nécessairement des sites d'information faits par des journalistes : c'est le cas d'Orange News par exemple. Quand on parle de *pure player*, on a toujours tendance à penser à Rue89, Mediapart ou Slate, mais jeanmarcmorandini.com par exemple est aussi un *pure player*. Enfin, les blogs sont des *pure players*.

C.S. : *Le Monde* a publié, il y a peu, un article de Xavier Ternisien qui a fait grand bruit dans le milieu de la presse, à propos

des journalistes Internet, intitulé « Les forçats de l'info ». L'article met en lumière les conditions de travail sur le web et les abus de certaines rédactions.

J.H. : Ce papier aurait été à peu près juste s'il avait été écrit il y a trois ou quatre ans. Il est tout à fait vrai que les journalistes qui travaillent sur certains sites d'info sont des « esclaves ». Ils ne sont ni bien payés, ni bien traités. Surtout si on les compare aux journalistes des publications dont ils sont issus. L'exemple que donne cet article, celui du *Nouvel Obs*, est un des exemples les plus caricaturaux. Le site du *Nouvel Obs* a en effet une mauvaise réputation. On a longtemps parlé d'organisation pyramidale, avec trois journalistes chefs en CDI, et une armée de stagiaires. Ça a probablement changé aujourd'hui, du moins je l'espère. J'ai entendu dire un jour que le soleil ne se couchait jamais sur Internet. C'est vrai, c'est même la spécificité d'Internet. Le média permet cette continuité que le lecteur demande. En cela, le net est plus proche de la radio ou des chaînes d'information continue que de la presse écrite.

Martin Quenehen : En même temps, le soleil ne se couche jamais très longtemps sur la presse écrite non plus depuis le XIX^e siècle. Travailler dans la presse a longtemps été un travail de forçat : bien gagner sa vie est réservé à un tout petit nombre de personnes, à une certaine élite du journalisme. La différence ne réside-t-elle pas dans le fait que la carrière était encadrée dans la presse et qu'elle ne l'est pas sur le net ?

J.H. : Le journalisme sur Internet est un phénomène récent, mais il a déjà tendance à se structurer. Je travaille sur le web depuis 1997, ce qui fait de moi une sorte de dinosaure du net. Il y a eu un vrai phénomène de montagnes russes depuis ce moment. À cette époque, aux USA, il y avait des tensions dans les rédactions, car certains journalistes du web étaient bien mieux payés que ceux qui écrivaient pour la presse papier. À mon sens, nous sommes aujourd'hui passés dans un cycle bas du fait d'un mauvais choix des éditeurs de presse qui n'y ont pas assez investi. Ils ne croyaient sans doute pas qu'un

jour Internet pourrait générer un quelconque profit. Du coup, par rapport à des sites américains ou espagnols, certains sites français ont été réalisés avec peu de moyens, faisant des économies de bouts de chandelles partout où c'était possible.

M.Q. : On ne croyait pas en Internet ?

J.H. : Si les journalistes croyaient en Internet et espéraient transformer leur métier par ce formidable outil, les moyens ont manqué pour cette réalisation. Quand on s'est mis à trouver des contenus de qualité sur le web, on a pu utiliser le web comme un champ d'expérimentation journalistique. C'est à ce moment-là que le journalisme web s'est développé et s'est défini à l'étranger, où les choses sont différentes. En Norvège par exemple, le journal le plus lu est un web-journal. On est très loin de cela en France, parce que les sites d'information n'ont pas été à la hauteur des attentes du public pendant de nombreuses années. Cela dit, la publication sur le web est considérable en France, et c'est peut-être pour cela que nous sommes les champions du monde des blogs. Finalement, chez nous, l'usage d'Internet s'est plus développé sur des médias alternatifs que sur des sites d'information traditionnels.

M.Q. : Le journalisme web dont nous parlons est né aux USA. Peut-on dégager une spécificité des sites américains ? Ou y a-t-il avec Internet une globalisation du journalisme web et partant, du comportement de l'internaute ?

J.H. : L'intelligence générale des lecteurs m'a beaucoup frappée ces dernières années. Notamment pour ce qui concerne les lecteurs qui nous ont lus pendant des années et qui, à un moment donné, se sont rebellés. S'ils ont arrêté d'acheter des journaux, c'est qu'ils ne correspondaient plus à leurs attentes. C'est pourquoi comparer les USA et la France est très compliqué. Comme aux USA, nous avons en France une presse quotidienne régionale riche. Mais notre presse nationale est relativement influente – eu égard au nombre de tirage – alors qu'aux USA en revanche, il y a très peu de médias nationaux.

Par ailleurs, les Français ne sont pas très connectés si on les compare par exemple aux Scandinaves qui sont connectés à 90 %. Si 70 % des Français ont bien une connexion Internet, seuls 50 % de ces connexions sont en haut débit, et cela change tout. C'est d'autant plus surprenant que la France est un des pays où l'accès à Internet est le moins cher d'Europe. Mais ce n'est pas là la raison fondamentale pour laquelle les Français ne vont pas davantage sur les sites d'information. En vérité, ces sites pèchent par leur manque de qualité, là est le point. Comparés aux deux premiers sites d'information américains, ceux du *Monde* ou du *Figaro* – les deux principaux titres d'information en France – c'est le tiers-monde ! Et sans aller outre-Atlantique, le *Guardian* en Grande-Bretagne compte plus de 150 journalistes sur son site web quand on en compte cinq fois moins au *Monde*. À un moment donné, il faudra bien se rendre compte qu'Internet est l'avenir du métier ! En France, il y a encore aujourd'hui des patrons de presse influents pour dire qu'Internet est le tout-à-l'égout de la démocratie. On a donc, finalement, les sites web que l'on mérite.

M.Q. : Mais justement, vous dites que les sites web se forment en France sur des grands noms du journalisme. Or, si le journalisme papier est censé être un contre-pouvoir, dans l'idée que l'on s'en fait, le journalisme web devrait être un contre-pouvoir à ce contre-pouvoir. Or, pour pouvoir exister, il dépend de grands noms, ou de grands journaux et donc de grands groupes industriels. Qu'en est-il de la force d'un contre-pouvoir qui dépend du discours de Jean-Marie Colombani, Jacques Attali, ou Edwy Plenel ?

J.H. : Ça fait très longtemps que les journalistes donnent des leçons d'indépendance, et finalement, on les a rarement vus à l'œuvre. Pour ma part, je revendique un « journalisme apaisé », c'est-à-dire de pouvoir faire notre métier le plus honnêtement possible et rester en même temps au plus proche de nos lecteurs. Aujourd'hui, quand un journaliste traditionnel écrit sur la justice et qu'il commet une erreur, cinquante blogs spécialisés

s'en donnent à cœur joie et dénoncent sa bévue. Il y a quinze ans, personne, à part les avocats, ne l'aurait remarqué. Je trouve cela extraordinaire et très sain. Finalement, ça nous force à un peu d'humilité.

C.S. : Le journalisme web est différent du journalisme papier, ne serait-ce que dans sa façon d'associer différents supports (son, vidéo, textes, liens). Nous informons-nous finalement mieux grâce au web ?

J.H. : Prenons l'exemple des événements qui ont secoué l'Iran après les élections présidentielles, événement comparable à ce qui s'est passé en 1989 à Tien An Men. Là, l'information s'est diffusée très vite. À l'époque, la retranscription en direct des événements avait été le premier « événement » de CNN. En Iran, ce rôle a été joué par *Twitter*. Je me suis réveillé le samedi matin avec les premières infos sur les grandes manifestations. Mon premier réflexe a été d'aller sur *Google News*, car je savais que j'allais avoir des sources traditionnelles. Très vite, je me suis aperçu que les sources étaient pour la plupart les mêmes dans tous les papiers. Les journalistes que je connaissais de nom n'avaient pas encore réussi à écrire leur papier sur cet événement. J'ai continué mes recherches et suis passé sur *Twitter* où j'ai trouvé énormément d'informations alternatives, avec des vidéos et des photos. Quel est mon travail de journaliste dans ces cas-là ? D'abord, d'essayer dans la mesure du possible de valider ces informations. Ainsi par exemple le nom de Neda a été évoqué pour la première fois par un blogueur que je ne connais pas personnellement, mais qui est digne de confiance. J'ai donc un premier travail de tri à faire pour transmettre les informations fiables dont je dispose à ceux qui ne sont pas sur *Twitter*.

C.S. : Mais ces blogueurs, ces « journalistes citoyens » ne sont pas des professionnels qualifiés. Une grande partie de l'information sur Internet serait transmise par des non-professionnels, c'est bien ce que vous dites ?

J.H. : Oui, bien sûr. Il y a probablement beaucoup de gens qui ne s'informent pas avec les médias traditionnels. Certains pourraient n'être informés que par *Twitter* par exemple.

C.S. : Mais alors, quel est le rôle du *pure player* d'info ?

J.H. : Tous les lecteurs n'ont pas le réflexe d'aller s'informer sur *Twitter*, car ce n'est pas nécessairement leur univers. Le jour où ils iront tous sur *Twitter*, ils auront trouvé un émetteur de confiance. Mais certains sont encore sur le bord de la route, et pour eux, le titre ou la marque garde une réelle importance. Sur Internet, il faut prendre beaucoup de lecteurs par la main.

M.Q. : À côté de tous ces gens qu'il faut prendre par la main, il y a aussi de plus en plus de gens qui participent au débat sur Internet. En témoigne la multiplication des commentaires sous les articles par exemple.

J.H. : Comme je le disais tout à l'heure, les lecteurs sont intelligents. Ils l'étaient avant le développement du web, mais ils le sont peut-être encore davantage aujourd'hui, parce qu'ils peuvent comparer les informations. Autrefois, on se considérait informé après la lecture de deux publications. Aujourd'hui, quand on s'intéresse à un domaine, on est assoiffé d'informations et on peut utiliser un large panel d'outils pour s'informer différemment.

M.Q. : Les commentaires écrits à la va-vite le sont souvent dans un langage phonétique. N'y a-t-il pas, là aussi, une mutation dans le langage ?

J.H. : Il y a un vrai malentendu sur ce point. Restons modeste : le journalisme doit avant tout permettre aux gens de savoir de quoi ils parlent lors de leurs dîners en ville ou au bistro. Nos articles doivent être moteurs de conversation. Être journaliste ce n'est pas, loin s'en faut, ne parler qu'entre soi. Le web permet cette ouverture qui répond à la définition du journalisme que je viens

de vous donner. Il s'adresse à des lecteurs qui ne s'exprimaient pas auparavant. Je ne crois donc pas qu'un nouveau langage soit né avec le web. En revanche, le web a décomplexé ceux qui se taisaient, ceux dont jusque-là on n'entendait pas la voix. Pendant un siècle, la presse déterminait à la fois le format, la forme et l'écriture des journaux d'information. Mais ce ne sont pas les journalistes qui ont inventé *Google*, *Facebook* et *Twitter*. Je trouve assez intéressante l'utilisation du « je » dont les blogueurs font usage. En France, c'est très mal vu dans le journalisme. *Slate* s'inspire du journalisme américain qui a cette culture du « je » introduit par le nouveau journalisme et ne dénigre pas la culture du *blogging*. Pourquoi se cacherait-on sur notre site d'analyse et de tribunes ? Quand Jean-Marie Colombani écrit, ce n'est plus le « nous » de majesté du *Monde* qu'il emploie. Il y a donc incontestablement une nouvelle façon d'écrire.

M.Q. : À l'heure où l'on parle de plus en plus de « démocratie participative », on constate qu'une des spécificités du journalisme web, c'est ce côté participatif.

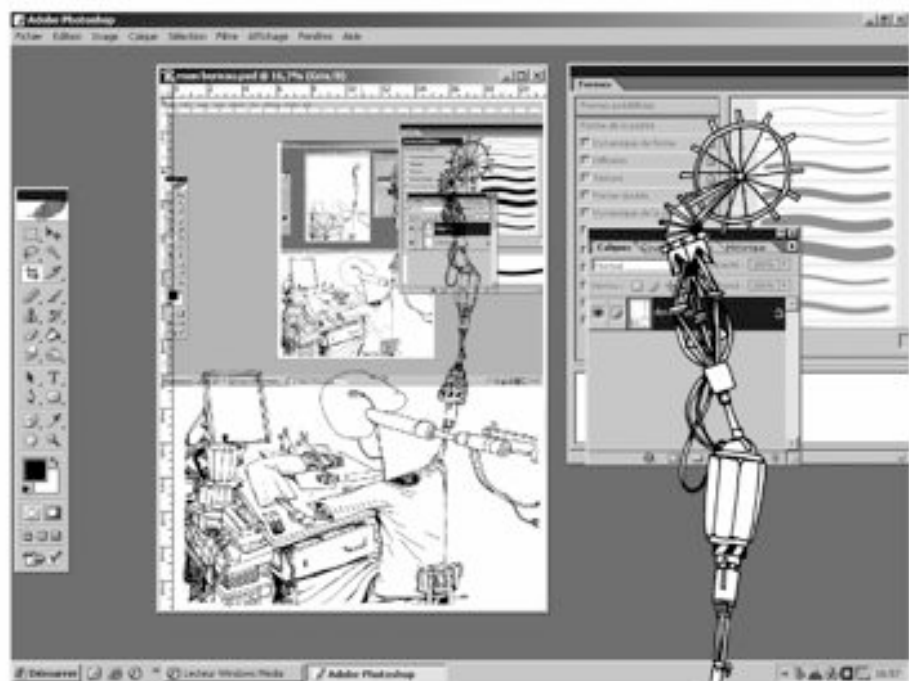
J.H. : Cette participation a un impact énorme sur les journalistes Internet. C'est un vrai pouvoir d'influence parce que les journalistes lisent beaucoup ce que l'on écrit sur eux – ils ont un ego démesuré.

C.S. : Dans une interview accordée à *Chronic'art* en avril 2009, vous avez déclaré qu'aujourd'hui c'était le lecteur qui hiérarchisait l'information. Or, ceux qui jusqu'à présent lisaient *Le Monde* ou *Libération* peuvent désormais accéder en un clic à n'importe quel tabloïd qu'ils n'auraient certainement pas acheté en kiosque. Le web ne flatte-t-il pas le voyeurisme des internautes ?

J.H. : Si en montrant les seins de Britney Spears, j'amène 20 % de mes lecteurs à lire un papier sur la crise des *subprimes*, j'ai gagné ma journée de journaliste. Ce n'est certainement pas moi qui vais rendre les lecteurs plus vils qu'ils ne le sont.

M.Q. : Comment rediriger un internaute qui part « des seins de Britney Spears » à « la crise des *subprimes* » ?

J.H. : L'internaute tape Britney Spears sur *Google* et arrive sur *Slate*. Là, il y a deux possibilités : soit cela ne l'intéresse pas car il tombe sur un papier qui fait 25 000 signes et propose une analyse psychanalytique sur la raison pour laquelle elle fascine les hommes de quarante ans, soit il le lit et s'il va au bout de ce papier, alors il s'intéresse à *Slate*. Cela rejoint la théorie dite des 80/20. 80 % des papiers écrits par les journalistes sont lus par 20 % des lecteurs. Il faut trouver un juste milieu. Quand un quotidien fait pendant des années le même papier sur la situation au Proche-Orient, il arrive un moment où le lecteur ne le lit plus. Cela dit, nous devons en parler, car c'est notre métier même. Hiérarchiser et arriver à raconter une histoire qui va prendre le lecteur demande énormément de travail. Partir du principe que le sujet est trop compliqué pour être clairement exposé, c'est passer à côté du lecteur à coup sûr.



CH

RO

CHRONIQUES

NIO

UES

LA THÉÂTRALE

JEAN BOLLACK

par Anne-Lise Heimburger

LA LECTURE INSISTANTE

Comment lire un texte ? Comment saisir les distinctions sémantiques, grammaticales, stylistiques, symboliques ou philosophiques que l'auteur met en œuvre ? Qu'advient-il du texte quand la machinerie scénique, le corps des acteurs et le mécanisme institutionnel s'en emparent à leur tour ? Jean Bollack, en sa qualité de philologue, de philosophe, d'helléniste et de traducteur, n'a cessé de s'interroger sur ces questions, comme en a témoigné l'extraordinaire colloque de Cerisy intitulé « La lecture insistante (autour de Jean Bollack) »¹ en juillet dernier.

Le travail de traduction que Jean Bollack et sa femme Mayotte effectuent sur les tragédies grecques² s'est presque toujours accompagné d'une collaboration artistique, avec des metteurs en scène tels qu'Alain Milianti, Ariane Mnouchkine, Jacques Lassalle, Camilla Saraceni, Marcel Bozonnet et André Wilms. En juin dernier, c'est dans le cadre d'un atelier dirigé par Évelyne Didi à l'école de l'Ensatt que des extraits des tragédies traduites par les Bollack se sont puissamment fait entendre.

Anne-Lise Heimburger : À observer votre cheminement personnel, il est frappant de constater que vous traversez les cadres sans jamais vous y établir définitivement. Comment expliquez-vous cette trajectoire ?

Jean Bollack : Autour de 1980, il y a eu une rupture dans ma vie. J'en avais assez d'avoir à défendre ce que je faisais avec des spécialistes qui, bien que très savants, n'avaient pas un intérêt comparable au mien pour ce qui relève du sens. Cela dit, le sentiment d'être

freiné par un certain conformisme peut s'éprouver dans n'importe quel monde, y compris celui du théâtre. Il faut s'efforcer d'être plus extérieur et plus courageux. Désirant autre chose, j'ai donc travaillé à sortir de la sphère des spécialistes pour toucher l'intérêt d'un autre public, avec lequel je pourrais collaborer autrement. Aussi ai-je pu rencontrer des gens de théâtre curieux de mon travail sur la tragédie grecque. Parallèlement, des discussions se sont engagées avec les psychanalystes, puisqu'Œdipe, Antigone et plus généralement le théâtre, les intéressent particulièrement. Enfin, je me suis occupé très intensément de la littérature moderne, où l'on peut constater que les problèmes de compréhension du texte sont restés les mêmes que ceux que pose la littérature antique, ce qui est étonnant ! Ces difficultés sont liées à l'étude de la création même, c'est-à-dire à l'analyse de la composition, de la confection première du texte.

A.-L.H. : Dans le cas de la découverte d'un nouveau fragment d'Eschyle, par exemple, comment expliquer que les connaissances des spécialistes ne puissent suffire à assurer l'accès au sens ?

J.B. : C'est une question très intéressante. Au moment où la philologie a commencé à beaucoup se développer, vers la fin du XVIII^e siècle, on n'avait pas idée que les textes puissent avoir un intérêt en dehors de la possibilité d'en comprendre la langue et, d'une certaine manière, la structure artistique. L'étude des textes se faisait en vue d'apprendre à écrire, elle ne donnait lieu à aucune discussion. Il en va souvent de même aujourd'hui. Or ce que Mayotte Bollack et moi faisons sur les pièces d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide est infiniment plus qu'une traduction. Il s'agit d'un travail immense d'élucidation, ce qui n'est pas toujours une mince affaire lorsque des passages sont perdus ou que les manuscrits sont le fait de scribes fautifs. Une fois la littérature retrouvée, nous commençons à zéro, sans recourir aux traductions existantes qui sont autant de représentations du texte. Nous nous demandons comment nous allons le dire en français, c'est-à-dire sans rien sacrifier ni être trop traditionalistes ou académiques.

Cette entreprise n'est pas sans difficultés. Se pose donc la question de la simplification : il n'est pas sûr qu'elle soit nécessaire. Avec Mayotte Bollack, nous ne voulons pas sacrifier la difficulté mais la rendre accessible, car nous pensons qu'elle est intéressante pour le public. Ça, c'est singulier.

A.-L.H. : Reconnaître les diverses strates qui encombrant l'accès au sens, puis travailler à s'en affranchir, est-ce ce que vous nommez « la lecture insistante » ?

J.B. : Nous avons souvent des idées fausses ou incomplètes sur les textes, et qu'il faut corriger. C'est déjà un geste subversif de se dire « ce n'est pas ça ». La lecture insistante est celle qui se départit d'idées erronées ou insuffisantes, et atteint progressivement un élément inconnu. Le principe que je développe beaucoup est le suivant : un auteur, quel qu'il soit, quel qu'il fût, dans n'importe quelles circonstances historiques, est à la fois imprégné par le monde dans lequel il a grandi, qui l'a formé et qu'il connaît – il est donc tributaire d'une tradition artistique, poétique, intellectuelle, philosophique – et d'autre part il est un individu qui, dans sa créativité même, s'en détache. Aujourd'hui, la plupart des gens qui parlent du texte s'occupent de la réception ou de la production, c'est-à-dire de ce que le lecteur ou le spectateur accueillent. Je me situe à l'autre pôle, qui n'est pas à la mode. Je cherche à savoir comment une pièce a été écrite, par un individu singulier, dans un contexte précis. Et cette loi qui fait que l'originalité d'un auteur est en même temps une dépendance se lit dans l'œuvre. Plus une œuvre est grande, plus elle contient de références à des œuvres préexistantes. Nous nous trouvons là aux antipodes d'une vision romantique et imaginaire de l'inspiration, celle qui rejoint invariablement le mythique, le religieux. Le sujet créateur tel que je le conçois sait précisément ce qu'il produit avec la langue. Ce n'est pas la parole qui parle à travers lui, montant de ses entrailles sans qu'il le sache. Ainsi la lecture insistante serait celle qui dépasse les représentations répandues pour arriver à une couche qui leur résiste. C'est ça l'insistance : elle est correctrice.

A.-L.H. : Je vous ai entendu dire : « On ne lit jamais, on interprète avant de lire. » Qu'en est-il au théâtre où tout est interprétation ?

J.B. : Il faut s'interroger sur le statut qu'occupe le texte au théâtre. Bien sûr, il ne suffit pas de se dire : « On va jouer *Hamlet* », – il faut commencer par se demander quel est le sens de cette pièce. Or il arrive que des metteurs en scène, pour des raisons parfois économiques, répondent à des obligations de répertoire, et soient amenés à mettre en scène des tragédies grecques, ou une pièce de Shakespeare. Dans ce cas-là, bien souvent, ils les cassent : ils les adaptent par la négation, en soulignant la distance et l'impossibilité de le faire. À un certain moment, ces mises en scène ont triomphé en Allemagne, dans ce qu'on appelle le *Regietheater* (souveraineté de la mise en scène) qui n'avait pas de limites. On prenait une Athéna qui jouait avec des ballons, ou bien on lui faisait suspendre du linge, cherchant le point le plus éloigné de la culture ou du patrimoine bourgeois tels qu'on se les représentait. Cela dit, le but de la lecture insistante n'est pas de maintenir vivant ou de reproduire un certain patrimoine, mais de pouvoir se dire : « c'est quelqu'un qui pourrait être notre contemporain et qui a quelque chose à dire de particulier. » Ce qui rend si extraordinaire cet instant à Athènes où la démocratie rencontra le théâtre, c'est que deux personnes pouvaient se croiser le lendemain et se demander : « Qu'est-ce qu'il a voulu nous dire, Euripide ? », car cette singularité, une fois perçue, n'est pas comprise d'office. La complexité disparaît en un sens le lendemain d'une création, car les gens ont tendance, tout comme la tradition, à effacer la particularité pour la reverser dans la banalité.

A.-L.H. : Heiner Müller a écrit « ce qui a du succès au théâtre c'est le nouveau vieux. [...] En poésie, on peut être plus novateur avec le langage que dans le théâtre. Le théâtre doit rester à proximité des lieux communs pour avoir du succès. »³ Lorsque les tragédies grecques sont montées au théâtre, on a parfois l'impression que le metteur en scène anticipe sur l'horizon d'attente du public, s'imaginant savoir ce que le spectateur souhaite.

J.B. : Heinz Wismann⁴ et moi, nous nous servons beaucoup d'un mot allemand très simple mais qui n'a pas son homologue français : *Erkenntnisinteresse* (littéralement « un intérêt de connaissance », bien que le mot soit intraduisible). Au théâtre, si une chose est difficile, plutôt que de la simplifier en pensant le public idiot, il est capital de montrer cette chose et d'essayer simultanément de susciter un intérêt pour elle. Ce serait la définition idéale de la préparation d'un spectacle par le metteur en scène. Lorsque ce dernier opère une simplification dans la représentation de la chose, il avance avec le mythe, c'est-à-dire l'éternel, le pérenne. C'est une facilité que les peintres ont aussi eue dans leurs représentations des dieux et mythes grecs. Mais cette approche est purement culturelle. Au lieu de penser que nous comprenons *Médée*, je dis qu'il n'y a pas de mythe. À un certain moment peut-être, mais absolument pas au moment où les auteurs ont écrit ces pièces. Ils utilisaient une tradition culturelle, et s'exprimaient sans avoir l'intention de faire d'Antigone ou d'Œdipe un mythe, mais de créer quelque chose de nouveau. Maintenant vient le paradoxe que je défends : l'historisation est infiniment plus riche que la prétendue éternité. Je veux dire qu'Eschyle m'est d'autant plus proche que je l'accepte dans sa différence et dans son éloignement. Là, on soustrait et on retire à la plupart des metteurs en scène ce sur quoi ils s'appuient et qu'ils croient connaître : la vérité mythique, également fortifiée par la psychanalyse. Les mythes sont supposés être transhistoriques, la pièce traverser l'humanité, être en relation avec la nature humaine et les expériences de tout le monde. Il semblerait donc que le phénomène de remythification dévoile un certain besoin de vérités immuables.

A.-L.H. : Que dire du cas où le metteur en scène propose une lecture tout à fait inattendue et personnelle de l'œuvre, et où le spectacle qui se joue sous nos yeux semble davantage le fait d'un metteur en scène-créateur que de l'auteur ?

J.B. : Au théâtre, les artistes veulent avoir inventé la pièce, c'est pourquoi ils font souvent preuve de déni. Leur intérêt pour la pièce est réel, mais ils souhaitent aussi y laisser leur griffe, comme un

grand couturier. Du coup les ratures sont énormes. À l'occasion de *master classes* auprès d'élèves-metteurs en scène à Vienne, j'expliquais non seulement le texte mais nous visionnions également des vidéos. J'ai montré aux étudiants la captation d'une représentation d'*Électre* mise en scène par Antoine Vitez à la Comédie française, ainsi que le film qu'il en a fait, et je leur ai demandé ce qu'ils en pensaient, sans leur donner mon avis. Ils m'ont répondu que d'après ce qu'on avait étudié ensemble, c'était complètement faux. Ce que nous découvriions était bien plus fort que ce qu'un homme comme A. Vitez pouvait même imaginer. Il était beaucoup plus près d'une dramaturgie de Lorca. De même, lorsque la fameuse metteur en scène anglaise Deborah Warner fait d'*Électre* une pauvre fille couverte de cicatrices et qui semble sortir d'un camp de prisonniers ou de concentration, ce n'est pas le personnage que Sophocle compose. Chez lui, elle s'apparente bien davantage à une révoltée, et aussi à une excitée, comme Antigone est délirante et présentée comme telle. Naturellement, je ne nie pas que des choses extraordinaires et magnifiques ont été faites à l'intérieur du théâtre tel qu'il marche, mais je pense à quelque chose qu'on pourrait imaginer et qui n'existe pas encore, car le théâtre est plus qu'on ne croit. Les textes des grands auteurs valent plus que la vision sociopolitique du metteur en scène. Je le dis car le théâtre français est, depuis Vilar, fortement marqué politiquement.

A.-L.H. : Est-il possible de mettre en œuvre les résultats de la lecture insistante, sans que le metteur en scène bride sa créativité ni que cette créativité sacrifie les efforts méticuleux sur le texte ? Votre collaboration avec les artistes n'est-elle pas une affaire de concessions mutuelles ?

J.B. : J'ai appris suffisamment avec mes amis du théâtre pour pouvoir collaborer. Mais votre question est la suivante : dans quelles conditions la collaboration doit-elle se faire ? Il est vrai que j'ai énormément de choses à dire et à communiquer au metteur en scène, et il ne faut pas que cette parole soit pesante. On comprend qu'un metteur en scène ne veuille pas, ou ne soit pas

prêt à s'informer, or il suffirait qu'il le soit avant d'être libre de décider. Je pense que l'information, si les conditions de sa réception sont établies, permet aux artistes d'être théâtralement plus innovants et novateurs encore que la plupart ne le sont, ou ne voudraient l'être. Elle permet d'être à l'avant-garde même, parce qu'il y a une mise en scène tellement extraordinaire...

A.-L.H. : Dans le texte.

J.B. : Oui, dans le texte. L'obstacle se trouve donc plutôt dans le théâtre et les écoles tels qu'ils fonctionnent. Évidemment, c'est dialectique : il faudrait quitter le théâtre pour le retrouver différent. Voyez ce qui se passe du côté de ceux qui sont aux commandes des grandes institutions. Ils peuvent en dix minutes régler la programmation de deux saisons. Ça, c'est mortel, c'est déjà la routine, négation absolue de ce que nous voulons. Il faut donc fonctionner autrement, nouvellement et donc séparément. Alors dites-moi, comment verriez-vous la collaboration qui serait maintenant à inventer ?

Les Choéphores et *Les Euménides*, deux derniers volets de la trilogie de *L'Orestie* d'Eschyle, viennent de paraître aux éditions de Minuit dans la traduction de Jean et Mayotte Bollack.

Le site de Jean Bollack www.jeanbollack.fr renseigne sur la qualité de sa réflexion philologique qui s'exerce autant sur les auteurs hellénistiques que sur les poètes contemporains. Le détail de son parcours et de ses publications y figure ainsi que certains commentaires suscités par l'actualité dans son ensemble.

1 • La publication des actes du colloque de Cerisy « La lecture insistante (autour de Jean Bollack) » est prévue pour début 2010.

2 • Toutes les tragédies grecques traduites par Jean et Mayotte Bollack sont publiées aux éditions de Minuit.

3 • *Guerre sans bataille, Vie sous deux dictatures*, trad. Michel Deutsch avec la collaboration de Laure Bernardi, Paris, L'Arche, 1996, p. 173.

4 • Heinz Wismann est philosophe et enseigne à l'EHESS.



TÉMOIGNAGE DANS LE TUMULTE

EFFACE

BOOK

par Sylvie Haberberg

Au début, c'était pour faire comme tout le monde : communiquer avec des proches. Retrouver des anciens, comparer leur froissage au mien. Tiens, j'aurais pas cru ! Elle a presque pas bougé, les années l'ont à peine effleurée. Même pas pris un gramme, la salope ! Celle-là, une mémère ! Celle-là aussi ! Et celle-là, la pauvre, elle a pas changé ! Et dire qu'on a le même âge ! On se rassure comme on peut. Au début, c'est ça FB.

On renoue des liens enfouis avec l'adolescence. On échange des numéros de portables. On se promet des terrasses ensoleillées. On compte nos enfants. On balance leurs photos pour que les copains les admirent. On exhibe notre fierté. Finalement, c'est ce qu'on a fait de mieux. On a pris soin de choisir une photo de groupe, où ils sont au meilleur de leur forme. Mais on ne les *tague* pas. Taguer sur FB, c'est indiquer le nom de ceux dont on montre la photo. Il paraît que quand t'es tagué, FB peut se servir de tes données ! Faut faire attention à tout sur FB ! Mais tu es prévenu. Tu sais.

Au début, tu dialogues avec tes proches, tu retrouves des amis !

En haut à gauche de ta page d'accueil, figure en bonne place sous leurs noms et leurs photos, ton nombre d'amis. T'as l'air con, tu viens de t'inscrire : tu guettes tous les jours les nouvelles demandes (*request*). Le chiffre appelle la comparaison, tu compares donc. C'est tout ce que t'as à faire en attendant que quelqu'un veuille bien laisser un petit mot sur ton *wall*. Qu'est-ce qu'elle connaît comme monde celle-là ! 195 amis ! Moi avec mes 40, je fais mauvaise figure !

Alors tu parles avec les gens dans la rue... on ne sait jamais, celui-là est peut-être sur FB ?

Tu peux adhérer à un groupe qui sera visible sur ta page d'info. Tu peux aussi créer ton groupe ou devenir *fan de...*

Nos enfants se foutent de nous, ils surfent sur le web avec 800/900 amis au train ! Qu'à cela ne tienne ! Peut-être que Michel Jonasz va se souvenir, j'avais seize ans... Je fais une demande. Acceptée ! C'est facile alors. J'en essaie d'autres, Jacques Dutronc, Jean Rochefort, Jacques Gamblin. Ils acceptent. Je fais partie de leurs « amis » ! Mes nouveaux amis apparaissent dorénavant en marge de ma page d'accueil. Ceux qui ne sont pas dans la confiance se disent : « elle a pas beaucoup d'amis mais elle connaît du beau monde ! » Très vite, je me lasse. C'est trop facile, et en dehors de Sim (qui avait convié tous ses *friends* à un grand méchoui), les stars ne répondent jamais aux messages qu'on leur poste. Ces pages ne sont en réalité que des fans-clubs déguisés.

Il y a une application en bas de la page d'accueil qui s'appelle « *is cool* ». 5 millions de personnes sur les 250 millions qui ont un compte sur FB y sont inscrites. Ça m'intrigue. *Is cool* se présente sous forme de jeu, le but étant de marquer le plus de points possible. Tu ne peux envoyer qu'un point à la fois, mais autant de fois que tu le veux. Pour entrer dans le top 100 mondial, il faut 3 millions de points ! Les échanges de points dépendent du bon vouloir et du temps que les autres ont à te consacrer. Tu as deux clics à faire : un pour recevoir les points qu'on t'envoie, l'autre pour envoyer des points à leurs destinataires. Plus tu es devant ton écran, plus tu échanges de points et plus t'es cool. Plus d'une semaine pour marquer 500 points ! Comment font ceux qui en ont 8 ou 9 millions ? Réponse : ils ont beaucoup d'amis ! Il y a des centaines de groupes qui se créent sous l'emblème « *is cool* ». Je m'intéresse au groupe officiel et à un de ses administrateurs qui devient vite mon *friend*. Ben est dans le top 100 et a 4975 amis, lui ! Il me donne son numéro de téléphone, me raconte comment est né ce jeu, et me met en garde contre les pirates

et *hackers* qui sévissent sur FB, colonisent ton ordinateur, par le biais de ta messagerie et usurpent ton identité pour répandre des virus et infecter ton réseau de contacts, les réseaux de tes amis, et ainsi de suite ! Quand ils ne détruisent pas ton disque dur, tu peux t'estimer heureux. D'autres répandent leurs *hoaxs*, en chaîne, juste pour créer du mouvement et saturer la machinerie facebookienne.

Rester confiné à ton champ d'amis serait réduire l'outil FB à une simple messagerie Internet. S'ouvrir sur le réseau social comporte des risques ! J'essuie mes premiers virus, mes premières insultes. J'apprends.

Je fais des demandes d'amis tout en les choisissant soigneusement dans les groupes *is cool*. Derrière chaque clic, un être humain charrie un univers. Je choisis mes futurs amis sur photo, comme dans un catalogue de vente en ligne, ou l'anti-chambre d'une agence matrimoniale ! Oublié, le Quartier rouge d'Amsterdam ! Très vite je repère ceux qui sont du matin, ceux qui sont de la nuit. Le PDG d'une chaîne du câble passe ses nuits sur *is cool*, il vient de rentrer dans le top 100. Je regarde ses infos. Il lit Lacan.

J'avance dans ce monde d'hyper modernité, j'en veux savoir toujours plus !

Abbi Cyclette Pouet Pouet, (c'est son pseudo) dénonce un groupe nazi. J'y vais : des croix gammées partout, un appel à la haine et à la violence ! Avec le web, la violence est dans notre pays, à nos portes, dans nos appartements. Je publie ce lien pour le dénoncer à mon tour. J'y ajoute un commentaire. Beaucoup de réactions. Je me fais de nouveaux amis. Un, pourtant, ne comprend pas pourquoi ce tapage. Après tout, tout le monde peut s'exprimer ! Je le dégage d'un clic, c'est pratique. Pas de temps à perdre avec les relativistes ! Patrice a l'air d'être un gars bien, il lit Djian... Il publie lui aussi le lien et prend même le temps d'expliquer pourquoi aux imbéciles.

Je me rends compte que les groupes anti-gays pullulent à côté des groupes racistes, antisémites, prohitlériens, j'en passe. On les signale à FB. Rien n'y fait. Officiellement, FB invite ses

membres à dénoncer tout contenu « illicite ou nuisible » afin que cette page soit supprimée. L'intention est louable, mais proprement inefficace.

Mais il y a aussi les *fakes* – artistes qui se sont développés sur FB et qui considèrent la toile du net comme l'arène dans laquelle s'exhiber. Le *fake* exprime une personnalité abstraite qui peut manier aussi bien la grossièreté que l'humour, ainsi que toutes formes d'expressions. Les *fakes*, comme jadis les graffitis étaient effacés, sont dénoncés et désactivés ! On signale du *fake* ! On supprime des murs, comme autrefois les puritains détruisaient les toiles.

Ma *friend* Peggy qui raconte des blagues tous les après-midi n'a plus accès à son *wall* depuis trois jours. Manifestement, ses plaisanteries n'ont pas plu à tout le monde. Elle a reçu un avertissement de FB et risque d'être désactivée. Je soutiens Peggy.

J'ai plein de nouveaux amis. Je commence à avoir pas mal de points et à me faire entendre. Je reçois vite à mon tour un avertissement de FB : je fais trop de demandes d'amis, paraît-il. Il faut que je me modère, ou je serai à mon tour désactivée. Je sais qu'on est limité à 5000 amis et en suis encore loin. J'ai respecté les règles : 10 amis à l'heure. Je pousse une gueulante ! Je poste un message sur mon *wall* et mes 3500 amis du moment apprennent ce qui m'arrive. Certains me soutiennent. Biscotte a été désactivée parce qu'elle envoyait trop de *pokes*, et Sécotine parce qu'elle était trop collée à son écran ! Le temps que tu passes devant ton écran les regarde aussi.

Entre temps, FB s'est relooké. De nouvelles applications ont vu le jour. Elles se présentent toutes sous forme de compétitions qui imitent *is cool*. On peut envoyer de l'amour, des bisous, de l'amitié, consommer l'apéro, envoyer des ondes positives, des fleurs, des produits de luxe, des voyages virtuels. Il faut en avoir plus que les autres. Comme dans la cour de récréation, on se la mesure, on se la compare. Et ça prend.

Ma liste d'amis perd en moyenne une quinzaine de personnes par jour. Je finis par comprendre qu'ils sont désactivés. Ils reviennent sous d'autres noms et racontent : Marie-Joe

envoyait trop de messages, Touti Quanti écrivait trop sur *le wall* de ses amis, Dani avait trop de *friends* (pourtant, mystère, d'autres en ont plus que lui). Quoi qu'en dise FB, tu es limité *grosso modo* à dix actions du même type par jour. Dix messages, dix amis, dix envois de *pokes*... par jour, pas un de plus. Les avertissements pleuvent, les désactivations aussi. Peggy a été désactivée trois fois en trois mois et revient sous des noms différents. Elle a même changé de sexe en cours de route, chirurgie sans anesthésie, compatible avec le monde virtuel. Il semblerait que FB soit dépassé sur son propre terrain, victime de son succès. La machinerie adaptée à cet outil de liberté manquant, les facebookeurs invétérés se retrouvent enfermés dans leur page.

Pourtant, le nombre des applications qui nous envahissent chaque jour est infini. Elles se présentent sous forme d'évaluations – « Quelle personnalité morte êtes-vous ? », « Quelle coquine es-tu ? », « Quel homme mort es-tu ? », « Quelle vieille star alcoolique es-tu ? » – qui te règlent ton compte en quelques sous-questions. La façon dont tu jouis les intéresse, parce qu'ils veulent te vendre leur came ! C'est ça aussi, FB. Derrière chaque évaluation se cachent un ou plusieurs annonceurs qui analysent leurs cibles.

Derrière le formidable réseau social qu'est *Facebook*, la face cachée de ce site marketing se révèle. Il nous habitue insidieusement à la transparence des cœurs et des âmes. Tout y est fait pour qu'on croie que le client est roi, mais le client est au service de FB, le but de FB étant de vendre de l'espace publicitaire aux annonceurs pour se remplir les poches. Les désactivations à tour de bras sont un moyen, m'explique Ben, d'obliger les facebookeurs à ouvrir d'autres comptes pour grossir les chiffres et augmenter ainsi les tarifs du site ! Sur les 250 millions d'utilisateurs que compte FB, en réalité deux tiers seulement seraient réels !

Être désactivé, comme dans les films de science-fiction est monnaie courante sur FB. Un clic, t'es mort. Tu éternues, tu disparais. Un pas de côté, tu disparais. Tu jouis, tu disparais.

Tu dois entrer dans le moule statistique, être le plus transparent possible, être de ceux qui viennent sagement épaissir leurs chiffres sans protester. Bouche cousue, clic ficelé. Pas de place pour la liberté d'expression. Je vous le dis en vérité, FB n'est pas une foire. *Money is money*. Le cyber-monde est sans état d'âme. Le cyber-monde, qui en doutait, ne vaut pas mieux que le nôtre !

DERRIÈRE L'ÉCRAN

LE RIDEAU DE FER, VINGT ANS APRÈS : RETOUR SUR *LA VIE DES AUTRES*

par Clotilde Leguil

Que nous reste-t-il en 2009 de l'enthousiasme que nous avons tous ressenti en octobre 1989 lorsque le Mur s'est effondré, alors qu'il était presque devenu une frontière naturelle entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, symbolisant un ordre du monde qui semblait résister à tout changement historique ? À l'approche du vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, on a pu évoquer, à la lumière de la crise qui frappe actuellement les grands systèmes financiers de l'économie capitaliste, la nouvelle vie qui serait donnée à l'idéologie communiste. Les peuples de l'Est eux-mêmes n'ont pas caché leur déception et certains vont jusqu'à s'interroger sur ce que leur a apporté la disparition du Rideau de fer, si ce n'est une précarité grandissante face à des normes tout aussi anonymes et déshumanisantes que pouvaient l'être celles du totalitarisme. Comme si, en effet, l'enthousiasme initial avait cédé la place à la désillusion. Comme si à l'Ouest, ce n'était plus tant l'air de la liberté que l'on respirait que celui d'un capitalisme ne parvenant plus à masquer ses failles, celui d'un capitalisme qui, comme le Mur de Berlin, serait lui aussi en train de se fissurer, de s'effondrer, pour céder la place à un autre monde.

Pour autant, est-ce du côté du communisme qu'il faut se tourner pour édifier une société qui ferait une place à la liberté et à l'égalité de chacun, par-delà les impératifs de la marchandisation et de la rentabilité issus du monde économique ? Paradoxalement, en même temps que l'on prétend remettre en cause le système capitaliste et

même lui insuffler une éthique, on persévère avec toujours plus de détermination dans la démarche quantitative, consistant à tout compter et à juger des bienfaits de toute entreprise, éducative, artistique, politique, à la lumière de la mesure et de la rentabilité. On parvient même, au nom de l'égalité, à justifier la quantification, comme si le contrôle par l'évaluation quantitative était une garantie éthique. Où en sommes-nous de notre rapport à la liberté, en 2009, en Europe, alors que la chute du Mur de Berlin ne semble plus nous assurer d'un progrès historique futur ?

« Le bureau central de la statistique compte tout, sait tout, le nombre de chaussures que j'achète, le nombre de livres que je lis, le nombre d'élèves qui passent le bac avec mention. Une seule chose n'est pas comptée, peut-être parce qu'elle fait mal, même aux bureaucrates, ces hommes gris qui assurent la sécurité de notre pays et son bonheur, ce sont les suicides. En 1977, notre pays a arrêté de compter les suicides. Il les appelait les meurtriers d'eux-mêmes. Ceux qui sont morts de tout espoir. Voilà le pays du *Real Socialism*. »¹ C'est pour donner à voir le vrai visage de la RDA aux peuples de l'Ouest, que Georg Dreyman, un des personnages du film de Florian Henckel von Donnersmarck, écrit en secret cet article sur les suicidés en RDA, ceux qu'on ne compte pas dans le pays qui veut tout compter pour faire valoir ses réussites politiques. *La Vie des autres*, sorti en 2007 en France, nous plongeait ainsi au cœur de la vie de ceux qui ne pouvaient franchir le Rideau de fer sans risquer de tout perdre, au cœur de l'existence de ceux dont la vie ne comptait pour rien au regard du Parti. La vie de ceux-là ne comptait que dès lors qu'elle pouvait entrer dans la statistique, afin de représenter au plus près, « l'homme sans qualités »², l'être quantitatif, celui qui doit tout au régime parce que lui-même n'est rien d'autre que ce 1, consentant à se faire représenter par un matricule qui le pousse à n'être plus personne.

Le réalisateur allemand, philosophe de formation, nous racontait alors l'étrange destinée d'un agent modèle de la Stasi, un de ces êtres purement quantitatifs, dont la seule qualité est de savoir conduire un interrogatoire de façon à faire avouer toute la vérité à l'inculpé, même s'il est innocent. Chargé de surveiller un couple

d'artistes, afin de s'assurer de leur loyauté vis-à-vis du Parti, Gerd Wiesler devient HGW XX/7, un matricule au service de la sécurité de l'État afin de faire des rapports sur le dramaturge et l'actrice. Or, ce que Florian Henckel von Donnermarck va nous montrer d'abord, c'est que l'homme quantitatif est aussi bien un homme sans éthique, qui sait compter certes, mesurer et départager à égalité, mais qui est aveugle à l'humanité d'autrui. C'est un homme déshumanisé, et cette déshumanisation est ce qui fait de lui le candidat parfait pour surveiller en toute impartialité Georg Dreyman et sa compagne, Christa Maria Sieland.

Mais la destinée de Gerd Wiesler prend une tournure inattendue dès lors qu'il se rapproche ainsi du couple et qu'il découvre en particulier la beauté de Christa Maria sur scène. Lui qui n'avait jamais regardé autrui, lui qui n'avait jamais perçu son prochain autrement que comme un être à suspecter, voilà qu'il dévie de sa route. En surveillant la vie des autres, il est comme ramené au vide de sa propre vie. Il s'écarte des impératifs du Parti. Il désobéit. Il désire lui-même échapper à la surveillance de ceux qui l'ont chargé de cette mission. C'est à travers cette histoire d'amour surprenante, conduisant Gerd Wiesler à chercher à protéger Christa Maria des pressions que le Parti exerce sur elle, à chercher même à la sauver pour qu'elle ne renonce pas à sa carrière malgré les menaces qui pèsent sur elle, que le cinéaste allemand nous parle de ce qui manque à tout régime communiste, qui croit pouvoir assurer le bonheur de tous à travers l'égalitarisme et la surveillance. Car, ce qui se produit chez l'homme qui se définissait lui-même comme l'épée et le bouclier du Parti, ne rentre dans aucune statistique. La Stasi n'avait pas prévu que celui qui serait chargé de surveiller la vie des autres pourrait être transformé par ceux qu'il surveillerait, par le fait même de les entendre et d'être ainsi au cœur de leur intimité. Elle n'avait pas prévu que cet homme sans humanité pourrait éprouver de l'amour pour la femme du dramaturge au point de vouloir la sauver de toute compromission avec le régime. La trahison de Wiesler à l'égard du Parti est à la mesure du cheminement intérieur qui lui donne accès à son désir.

Ce film répond à ceux qui croient pouvoir fonder l'ordre social sur des statistiques contrôlant les résultats des entreprises humaines,

à ceux qui croient qu'il suffirait de surveiller chaque citoyen pour que la sécurité de tous soit assurée, et du même coup le bonheur de chacun garanti. En effet, si l'on peut encore aujourd'hui se souvenir avec enthousiasme de la chute du Mur de Berlin, c'est que de l'autre côté du Rideau de fer, l'homme quantitatif cherchait à surclasser tout être humain singulier. Bien que le culte de la mesure et du chiffrage ne soit pas au service des mêmes fins au sein des régimes communistes et au sein des économies de marché, il étouffe de façon analogue la liberté des citoyens en les assignant à n'exister que sur le mode de l'être statistique.

Alors si l'enthousiasme a pu céder la place à la désillusion, n'est-ce pas parce que, d'un côté comme de l'autre, on retrouve tel un monstre à plusieurs têtes la dictature de la quantité cherchant à étouffer le désir de chacun ? *La Vie des autres* ne permet donc pas de croire dans un communisme cognitif, version techno-scientiste de l'idéologie d'antan, qui représenterait le Souverain Bien face au capitalisme du XXI^e siècle. Ce film nous montre plutôt que les statistiques ont toujours pour finalité de nous leurrer sur la civilisation et ses impasses afin de nous faire oublier le malaise qui peut s'emparer de chacun d'entre nous lorsque nous ne parvenons plus à obéir à ses exigences. Cette première œuvre du cinéaste allemand nous indique que le goût de la liberté ne se réduit ni au goût des jouissances matérielles, ni à la passion pour l'égalitarisme, mais se reconnaît plutôt à ce que nous sommes capables de risquer, pour ne pas perdre ce qui nous donne accès au *noyau de notre être*³.

1 • Citation du film *La Vie des autres*, de Florian Henckel von Donnermarck, sorti en Allemagne en 2006.

2 • D'après le titre du roman de Robert Musil, *L'homme sans qualités* (Seuil, 1995) repris par Jacques-Alain Miller, « L'ère de l'homme sans qualités », in *La Cause freudienne*, n° 57, Navarin/Seuil, juin 2004.

3 • « Kern unserer Wesens », comme l'énonce Freud, cité par Lacan, dans *Le Séminaire, Livre VIII, Le transfert*, texte établi par Jacques-Alain Miller, Paris, Seuil, 2001, p. 13.

LE PENSE-BÊTE

LA FORCE TRANQUILLE

par Dan J. Arbib

Un teint blanc, une mine figée, un petit sourire qui vous dit : « Vous ne savez pas ce que je pense » : inlassablement, Benoît XVI tend le même visage au (télé)spectateur. Et pourtant, depuis son élection, que de bruit, que de clameur eussent dû entamer cette figure de cire ! On ne compte plus ses « maladresses », comme disent les journalistes : de discours en discours, de voyage en voyage, de décision en décision, tout le monde est *ému* – sauf lui. Il n’y a pas jusqu’à ses rapports avec les juifs qui ne se soient ces derniers temps raidis, comme durcis, à rebours de l’évolution des dernières années. Bref, il semble qu’il y ait ici à soupçonner ou les intentions – mauvaises –, ou l’intelligence – limitée.

Je voudrais interrompre la logorrhée de l’Avocat Général. Curieuse logorrhée d’ailleurs, car enfin il faut choisir : ou le pape a de l’importance, comme chef des catholiques, ou il n’en a point. S’il n’en a point, laissons-le ; s’il en a, comment croire encore à la disparition du catholicisme ? Et quand ceux-là mêmes qui clament cette disparition sont ici les plus féroces, la chose devient drôle. Persuadons-nous donc qu’il en a, puisque son importance se mesure au nombre de ses détracteurs. S’il nous révolte, c’est que nous l’écoutons ; écoutons-le donc, puisqu’il nous révolte. – D’autres ont peut-être écouté, comme moi, retransmis à la radio, son discours aux Bernardins, lors de sa visite à Paris. Quelle hauteur de vue ! Quelle noblesse de pensée ! On a du mal à ne consentir point à ce plaidoyer pour l’esprit, à ne soumettre point son cœur à l’exigence la plus haute. Nul besoin d’être chrétien, ni même croyant, pour s’y plier ; un athée, un agnostique, s’y reconnaîtront. Ceux d’entre nous qui avaient pu lire quelques études théologiques du pape n’en ont point été surpris, mais s’en sont trouvés confirmés.

Seulement voilà. Cette force est une faiblesse. Ce pape déplaît à ceux qui en Jean-Paul II n'aimaient que la superstar médiatique. Celui-ci n'a, dit-on, de Jean-Paul II, ni le charisme, ni la souplesse, ni le sens de la situation ou de l'actualité. Mais là encore, perplexité : car on aimait en Jean-Paul II la vedette, non le pape ; que Jean-Paul II prît une décision en pape – c'est-à-dire, soyons clair : une décision qui déplût – la curée s'ouvrait incontinent ! Qu'on ne s'y trompe donc pas : le *pape* Jean-Paul II ne fut jamais populaire ; l'homme le fut, peut-être, car il avait compris la nécessité, à l'ère du vedettariat, d'une certaine dose de compromission médiatique. Benoît XVI ne l'a pas comprise ; ou plutôt, il l'a comprise, mais refuse d'y condescendre, refuse d'*en tirer les conséquences*. Le réel butte ici sur l'esprit qui, sans le nier, lui résiste. Appréciera qui voudra ; les médias, eux, n'apprécient guère, et le lui rendent bien : informations erronées ou approximatives, citations tronquées... En un sens, Benoît XVI a perdu d'avance, puisqu'il refuse d'accorder à la sanction qui le frappe la moindre importance ; en ne donnant pas aux médias ce qu'ils attendent, il leur tend exactement les verges avec lesquelles ils le battront ; mais, en un autre sens, parce qu'il leur oppose une intelligence si haute qu'elle en devient *humiliante*, cet échec est précisément sa victoire. Qui donc osa se dire une force tranquille ne connut jamais ce pape !

Beaucoup de choses s'éclairent alors. On comprend par exemple son attitude à *Yad Vashem* : nulle larme, nulle émotion composée, nulle affect qui eût offert aux journaux leurs manchettes. Benoît XVI a eu la pudeur de n'être pas plus triste que les victimes elles-mêmes. Sa position de chef des catholiques ? Il l'a exprimée dans un discours d'une impeccable rigueur, d'une grande sobriété aussi, « un discours pour livres d'histoire plus que pour les journaux », selon le mot juste de Shimon Pérez. Alors oui, évidemment, ont été déçus ceux qui attendaient un *pathos* à la hauteur du drame ; mais non point ceux qui ont compris que, soixante ans après, la mémoire n'appartient à aucun sanglot, l'avenir à aucune larme. Qu'on n'aille point y voir de la froideur, ou, pire, de l'indifférence : décelons-y plutôt une

responsabilité lucide, un peu raide certes, et peu lyrique aussi, mais ô combien exigeante !

À moins, évidemment, qu'on soupçonne encore chez ce pape quelque disposition peu amène à l'égard des juifs. Certes, le retour du missel tridentin, certes les intégristes ! Certes, l'étrange couleur pro-palestinienne du voyage en terre sainte ! Mais là encore, prudence. Que le pape ait eu dans les territoires palestiniens une attitude qui nous a gêné, comment ne pas l'avouer ? Mais comment aussi ne pas soupçonner quelque chose comme un montage, trop facile à mettre en place de la part des palestiniens avides de soutiens d'où qu'ils viennent, et trop difficile à déjouer pour un pape dont on conviendra qu'il n'a pas le moindre sens politique ? Quant à la théologie proprement dite, et aux décisions de Benoît XVI affectant ou pouvant affecter les juifs, certes elles sont déplaisantes et nouent un peu la gorge. Gorges nouées donc, les juifs majoritairement se sont tus, avec une dignité absolument admirable, quand il s'est agi des intégristes ou du missel. Mais quand même ! La curie est-elle si peu informée ? Le pape, si maladroit ? Se peut-il ? Comment ? Ces questions évidemment se bousculent dans le cœur de tous ceux, juifs et catholiques, qui commençaient de croire possible une véritable communauté spirituelle. Évidemment, l'unité de l'Église est une ambition qui coûte, et un évêque, même intégriste et dans une Église tolérante, est un évêque : avec lui il faut composer... Une telle stratégie est déplaisante, il est vrai ; mais qu'on se rappelle qu'une levée d'excommunication n'est pas réintégration dans la communion ; et, surtout, surtout, qu'on considère avec honnêteté les milieux religieux, et l'on verra qu'il n'appartient pas au seul pape de négocier avec les extrêmes de son camp : les autres chefs religieux, de tous côtés et à quelque religion qu'ils appartiennent, ne s'en privent pas, contraints qu'ils sont de choisir entre l'unité des fidèles et les ruptures définitives. Tout corps spirituel est aussi temporel, et, hélas ! peut-être d'abord temporel... Alors, certes, les décisions de Benoît XVI gênent, mais elles ont peut-être moins d'importance que ce qu'elles ont suscité : l'extrême dignité des juifs et l'extrême

sollicitude des chrétiens, qui, inquiets du sort de leurs frères juifs, leur ont témoigné alors, à coup de pétitions, de protestations privées et publiques, à coup de désaveux parfois, l'attachement le plus grand. Entre ceux qui un jour fondaient sur le pape au nom des juifs et le lendemain sur les juifs au nom des Palestiniens, comme fit Plantu dans le *Monde*, et les catholiques désemparés par la décision de celui qu'ils ne doivent pourtant pas laisser de respecter comme leur chef – les juifs ne doivent pas s'y tromper.

L'INTERNATIONALE **PACIFIC COAST AND BROKEN DREAMS**

par Luc Garcia

C'était l'époque du Lockheed Constellation Starliner et ses quatre moteurs Curtiss-Wright. De Paris à New York, puis vers Los Angeles, quinze années après son premier vol régulier de décembre 1945, lorsque la TWA ouvrait une ligne transatlantique de Washington à Paris. C'était le moment où le Général de Gaulle choisissait une dissuasion nucléaire, indépendante et française ; c'était l'heure des premiers essais atomiques, à Reggane, cachés au loin dans le Sahara algérien, 600 kilomètres au sud de Béchar. C'étaient ces matins qui suivaient les essais, sous l'effet du souffle des déflagrations, remontées par le vent vers la côte et la mer, une rumeur ocre de sable fin recouvrait Oran. Puis, 150 kilomètres au nord de Tamanrasset, ce furent les derniers essais au Sahara algérien. 1966, juste le temps de quitter le commandement intégré de l'OTAN, les essais se poursuivront désormais dans le Pacifique Sud. Les accords d'Évian relatifs à l'indépendance de l'Algérie stipulaient, aussi, un arrêt progressif des activités nucléaires françaises.

Le Pacifique, l'océan le plus méconnu du monde lorsque le monde se limite à la France. Du sable blanc, des barrières de corail, des colliers de fleurs pour fêter l'an 2000 sur la ligne de changement de date, le tournage de certaines émissions de télé-réalité où il s'agit de manger des araignées poilues mais grillées, à la nuit tombante, sous les étoiles du Sud. Le vague souvenir, enfin, des mines de nickel de Nouvelle-Calédonie qui réunissent le quart des réserves mondiales.

Aujourd'hui, un exemplaire du Lockheed Constellation est entretenu religieusement par une firme de montres suisses ; le Boeing 707 s'est imposé. Sa dernière succession, pour bientôt, se nommera Dreamliner. Les déplacements, peu à peu, se sont éloignés de l'océan Atlantique, le monde des échanges a bougé. Mais le monde, pour la France, se limite encore à ses obstinations unitaires d'une Europe doucereuse, avec ses réglementations raffinées sur les ampoules basse tension.

Il existe bien une politique étrangère française dans le Pacifique. Mais c'est loin, c'est beau, merci, l'addition, n'en parlons plus. Si le Commonwealth, fort de ses 53 États membres, reste un observatoire transversal sans égal, la France, quant à elle, fit un autre choix.

Au Pacifique Sud, la classe politique française au grand complet fut d'abord, et reste toujours, très occupée par les affaires intérieures, palpitantes, même à 20 000 kilomètres de Paris. Citons parmi les plus récentes : les vibrantes attaques de Jacques Chirac avec son ami Gaston Flosse, président cyclique de l'Assemblée territoriale de Polynésie ; l'assassinat ou le suicide, c'est selon les versions, du journaliste Jean-Baptiste Couraud, en décembre 1997 ; les révoltes calédoniennes des années 80, la politique ravageante de Pons, Chirac et Mitterrand, qui pilotaient depuis Paris des attaques sur les grottes d'Ouvéa dans un assaut final dénommé Victor, qui fera plusieurs dizaines de morts, et dont les corps meurtris ont fini par convaincre chaque partie de venir discuter puis signer des accords, à Matignon, en 1988. La Nouvelle-Calédonie est devenue aujourd'hui, comme cela, une collectivité *sui generis* d'Outre-Mer par le titre XIII de la Constitution française.

La célébrité ultime de la France lui reviendra, dans cette partie du monde, lors de l'épisode fameux du Rainbow Warrior, bateau dévolu à convoyer contre les essais atomiques, grâce auquel les services secrets français deviendront les plus enviés du monde lors d'un torpillage très réussi dans la baie d'Auckland.

Car ce sont avec ces essais atomiques en Polynésie que les décideurs hexagonaux ont fait la connaissance de leurs voisins des territoires océaniques. En 1971, ceux-là donnent naissance au Forum du Pacifique Sud, qui prendra le nom, en 2000, de Forum des îles du Pacifique. À l'origine de cette réunion, il s'agissait de fédérer les îles et territoires indépendants concernés par les essais de Mururoa et Fangataufa. En 1999, la Nouvelle-Calédonie y sera admise, comme observateur, engagement pris en 1996 de ne plus jamais essayer une seule bombe atomique.

Et c'est alors qu'en 2006, le 20 juin, fut inauguré avec fanfare et bonheur le Musée du Quai Branly, des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques. Si les moquettes de branchages exotiques peinent à survivre aux pots d'échappement, si l'architecture peut susciter les critiques les plus franches, s'il est possible que ce musée accentue un peu plus la séparation de la France avec le Pacifique, l'idée était osée, le pari tenu. La Tour Eiffel, désormais encadrée par la maison du Japon, l'ambassade d'Australie et les curiosités artistiques de l'Océanie et du Pacifique Sud, une première fenêtre s'ouvrait pour une rencontre qui paraissait jusqu'alors interdite.

Mais la question subsiste, et le musée n'y répond pas : qu'a fait la France de sa rencontre avec le Pacifique ? Océan si mal nommé où naissait l'engagement des États-Unis en 1941, lors d'un épisode résumé aujourd'hui en trois mots par l'attaque du Japon. Existe-t-il seulement une politique étrangère en ces contrées lointaines, seraient capables de demander des diplomates *new-look* ? Ne se jouerait-il pas, finalement, au Pacifique Sud, ce singulier arrangement par lequel ce que l'on nomme mondialisation n'est qu'un nombril agrandi des ministères tricolores, cocorico, une sorte de forçage français, provincial et poussif, jusqu'à la capitale ? L'enjeu d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, qui rallia la France libre dès 1940, n'était que cette affirmation de ne pas isoler un pays, une terre, des hommes, des femmes, et obtenir le droit, simple, de favoriser les échanges qui

se passent autour d'eux, sans en être tenus seulement pour spectateurs, de l'Australie voisine à l'Asie du Sud-Est.

L'élection de Barack Obama, en Europe, et spécialement en France, fut consacrée par un soulagement magnifique : le Président des États-Unis d'Amérique ne serait plus cet alliage de garçon apeuré et de guerrier approximatif. Or, les commémorations du D-Day sont venues rappeler la singulière réalité que nous aurions tort d'ignorer, à continuer, toujours, de voir circuler des valises d'un antipode à l'autre, mélangeant des transactions et des discours pathétiques aux réglementations sophistiquées sur le statut des anciennes colonies. Des gens du Pacifique sont venus en France, mais il fallait en rester là, c'était tout à fait suffisant. Et vive le protocole.

Les pompeuses fariboles à la Préfecture du Calvados, les « *Yes, we Ca(e)n* », n'ont fait qu'accentuer le fondement minimal de la politique étrangère française : elle attend. Elle attend d'être servie pour un passé qui n'a pas existé, d'être considérée, admirée, pour ses dorures et son calcaire taillé en briques, elle voudrait, mais le rapport à l'acte lui est absent tant qu'elle reste engoncée dans les costumes trop larges de ses menteuses engeances. L'actuel Président des États-Unis d'Amérique, les rumeurs disaient, voulait visiter le musée du Quai Branly. Dommage. En lieu et place, il est resté froid aux viaducs de complaisances, aux amitiés forcées, aux intentions mal construites. Touchants, maladroits et suspects, les élus français dissimulaient mal leurs intentions véritables : transformer une visite d'outre-Atlantique en renouveau national. Barack Obama a donné le change à l'épuisement français. Ce Président n'est pas nouveau parce qu'il est démocrate et issu de la communauté afro-américaine. Ce Président est nouveau en ceci qu'il change les lignes de polarité, tournées vers l'Asie, l'Orient, le Pacifique. L'Europe n'est pas sa priorité, non par faute de goût, mais parce que l'Europe ne s'intéresse qu'à elle et à ses députés revenus de tout, qui se déplacent, vaniteux pendulaires, de Strasbourg à Bruxelles. Dans un sens. Puis dans l'autre.

Il existe des traditions, du fait même d'être des traditions, où la conséquence ultime consiste à abandonner ce qui était tenu pour acquis éternel. Croyance avantageuse et illusoire possession. Le Pacifique Sud est exploité depuis des lustres comme accessoire inutile de la France. Et voilà comment, en plusieurs décennies, une rencontre fut ratée.

LES APOÈMES

par Julien Pauthe

CHAIR AU JARDIN

pour C.

fourrure rose à ma main
vacances de nos illusions pour des soirs
nostalgie du ramdam dessous tes vêtements

ensemble noctambule qui bascule seul
vers ta caresse

déguste ma foison
mon blues du musc lisse
toi qui es de ce désir
à m'adresse

bancale impératrice du dire
seuls à deux le commerce

embarquent les dupes les volontaires
ensemble
ouvert
bascule seuls nous irons
dans le fond des forêts de l'enfance

PRIÈRE

La veille comme ailleurs
poste ipso la détresse
aux joies singulières

Un jour vivant du rire plein
célébrant le vide aux éclats
d'une finitude aimée enfin

Déclasse l'outrage aux dieux
en frivolettes scansions
je vous y ai vu dédié

Hors le vif saisi rien n'y renvoie
nos brigades de prières
depuis le Portique

S'enlacent à l'œil
sur une question
mais que fait Dieu dans nos corps ?

RECENSIONS

PAUL MAGENDIE

LA PHILOSOPHIE À L'ÉPREUVE DE LA CRÉATION ARTISTIQUE

*Aux Éditions L'Harmattan,
oct. 2009, 189 pages, 19 €.*

par Anaëlle Lebovits

La philosophie à l'épreuve de la création artistique vient de paraître chez L'Harmattan dans la collection « Ouverture philosophique ». Son auteur, Paul Magendie, est un jeune et néanmoins fort brillant docteur en Arts et Sciences de l'Art, dont les textes incisifs sont bien connus des lecteurs du *Diable probablement*. Paul Magendie tranche en effet le fil des opinions, c'est le principe qui ordonne ses textes et leur donne leur mordant. Sa thèse de doctorat, qui fait la trame de cet ouvrage, n'échappe pas à la règle et constitue à cet égard un ouvrage incontournable à qui prétend saisir ce qu'il en est de la création artistique du point de vue de la philosophie. Il part d'un fait : qui veut se donner une connaissance de la création artistique éprouve une résistance de structure. Car si les outils d'analyse lui sont indispensables, ils sont en même temps incapables de saisir la spontanéité de l'objet qu'ils se donnent. Distinguant la technique de l'intuition et le savoir-faire de l'inspiration, l'analyse ne manque pas de mortifier la création artistique en la disséquant. Mais loin de renoncer à saisir par le concept le processus dont elle procède, le philosophe,

persévère dans sa tentative de compréhension. « Le philosophe », le terme est abstrait. Mais Paul Magendie, lui donne concrétude sous les espèces de Kant, Fichte, Schelling, Bergson, Merleau-Ponty, Pareyson – dont il confronte magistralement les tentatives d'analyse de la création artistique. Il parvient ce faisant à aborder ce processus, non plus tant comme un objet de connaissance pure, mais comme occasion d'une réflexion critique.

FABIEN GALZIN

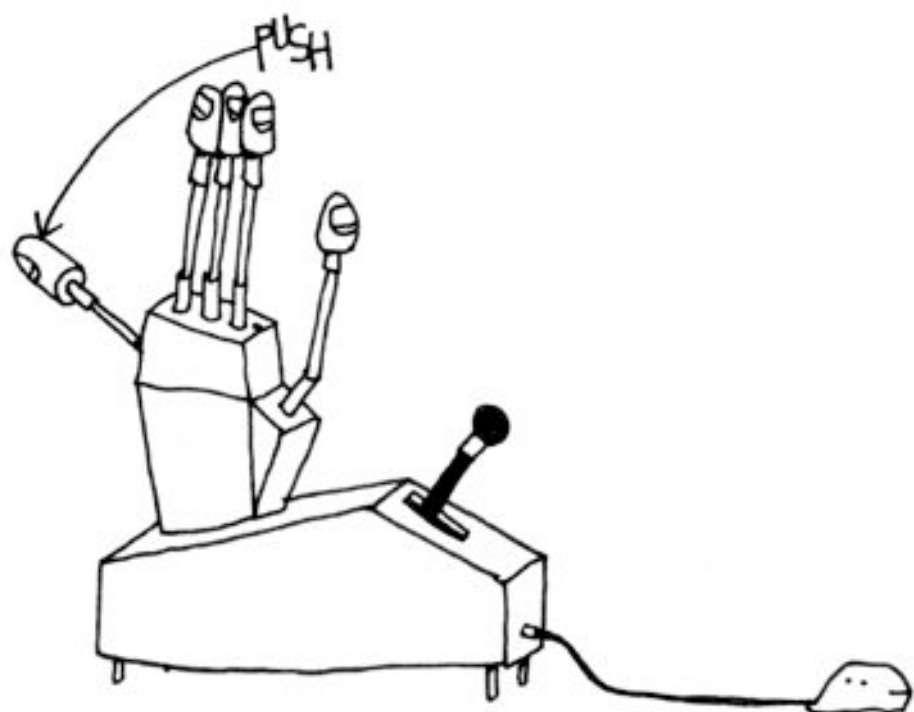
LA DICTATURE DU CHIFFRE, LE LIBÉRALISME, LA SCIENCE ET LE « PSY »

*Aux Éditions L'Harmattan, coll. Questions contemporaines,
sept. 2008, 220 pages, 21€.*

par Sarah Boveltin

Le premier livre de Fabien Galzin vaut le détour. Partant du constat que la science est devenue omnipotente à une époque où le libéralisme régit nos modes de vie, il analyse le type de civilisation que nous offrent cette science universelle et le marché mondialisé qui l'accompagne. Il dénonce ainsi le pseudo égalitarisme qui régit les rapports humains, et nous rend tous comparables les uns aux autres par le biais d'une quantification de notre être. Ça n'est que dans cette mesure que l'humain, objectivé, se fait *analogon* de la chose – chose qu'il faudra savoir réparer à l'occasion d'une panne. La médecine et la psychologie sont là pour ça ! La vocation de ces deux disciplines est désormais d'assurer l'optimisation des corps, le psychisme se réduisant en effet au cerveau. Dans le contexte d'une régulation normative des individus et de la surveillance à tout va, l'homme est prié de se borner à sa condition « d'animal consommateur heureux », dénonce Fabien Galzin. Si on le mesure, dans l'espoir de le paramétrer ou de le programmer avec les moyens du bord,

c'est que son comportement intéresse d'abord le capital au service duquel chacun de nous, qu'il le sache ou non, travaille. Dans ce contexte, quelle peut-être la valeur de la science psy ? Car l'auteur le fait valoir : à vouloir faire marcher les hommes en rang, à vouloir qu'ils filent droit, ils produisent surtout nombre de symptômes qui répondent à l'effacement de leur humanité dans le monde du tout quantifiable qui est le nôtre. Mais *Freud is not dead !* nous dit Fabien Galzin. Gageons qu'il a raison.



ARTISTES
INVITÉS

PAATRICE MARCHAND

<http://www.paatrice.canalblog.com>

Je suis sorti de l'École des Beaux-Arts de Rouen avec mon Diplôme National Supérieur d'Études Plastiques en poche en juin 2005.

Je pratique principalement le dessin. Je l'ai d'abord développé sur le papier puis expérimenté et propagé dans l'espace, dans toutes ses dimensions.

Je dessine sur les murs, chez moi, sur ceux de mon atelier, chez mes amis, les murs de galeries, les parois d'un bassin, une palissade de chantier, des maisons en ruine, sur le sol et le plafond, sur une vitrine, les cailloux d'un chemin, sur les arbres ou dans le sable. Récemment sur le bitume des rues de Iasi en Roumanie, animées image par image par image par image par image par image par image par image par image par image par image par image par image par image par image par image par image, la seconde prends le temps de vivre.

Je me retrouve toujours hanté par les images des paysages et architectures que je traverse. Le fait de les poser sur le papier ou d'intervenir sur place me permet d'« exorciser » et de comprendre la nature des sujets représentés.

Nourri de lectures telles que *Les Villes Invisibles* d'Italo Calvino ou *Espèces d'Espaces* de George Perec, et des écrits de Daniel Buren ou de Raymond Queneau, je cherche à affiner mon regard sur un lieu d'habitation ou de passage et à le partager avec les habitants et les passants.

Discrètement ou pas, avec du fusain, des craies, de la peinture en tubes, en feutres ou en bombes, je dresse anonymement mes dessins sur des supports incongrus.

Je dessine partout depuis toujours : en Mauritanie, à New York, en Sicile, en Irlande, en Roumanie, en Thaïlande, en Allemagne et principalement en Normandie, où je vis.

Mes expériences de dessins, peintures et expositions dans l'espace public sont éparpillées, éventuellement effacées par la pluie et le passage du temps ou par des nettoyeurs... Je continue quotidiennement à faire des dessins sur tous les supports qui m'inspirent.

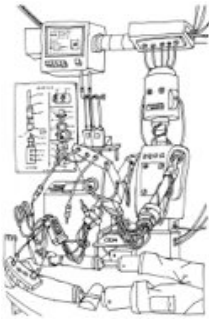
Conscient que le dessin sauvera le monde, je parcours le monde avec le dessin.



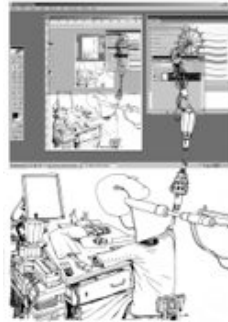
Green Vaughan p.12



Mickey robot p.56



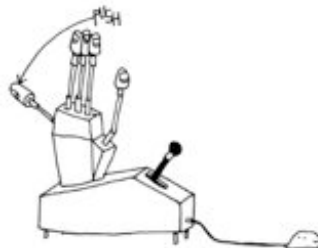
Robot kinésithérapeute p.79



Mon pouce usb p.109



Jigli p.118



Squarpusher p.145 et couverture

PAUL MAGENDIE

Paul Magendie est artiste peintre, docteur en Arts et Sciences de l'Art, chargé de TD en philosophie esthétique à l'université de Paris 1. Il vient de faire paraître *La philosophie à l'épreuve de la création artistique*, aux éditions L'Harmattan.



Illustration p.20

ARE YOU CONNECTED ?

ACTUALITÉ DES NOUVELLES TECHNOLOGIES
TAKING THE PULSE OF THE NEW TECHNOLOGIES

RÉSUMÉS – ABSTRACTS

Anaëlle Lebovits

Corps élastiques

Quel corps les technologies de l'information et des médias nous font-elles ? Un corps qui semble dématérialisé mais qui se réduit en fait aux organes qu'elles sollicitent et à sa valeur pulsionnelle. S'il donne l'impression de s'étendre par addition de prothèses technologiques, ce corps se replie aussi sur lui-même, pour jouir plus et mieux, non-stop, si c'est possible.

Elastic Bodies

What kind of body is information technology and media designing for us? A body that seems to be dematerialised but which is reduced to the organs they solicit and its drive value. Though it is giving the impression of expansion through the addition of technological prosthetics, this body also folds in on itself so as to enjoy more and better, non stop, if this is possible.

Olivier Putois

De quoi Hadopi est-il le nom ?

Avec Hadopi, le politique réagit à l'explosion du téléchargement sur Internet en le pénalisant, au motif qu'il lèserait économiquement les artistes. Or ceux-ci, qui dépendent de l'accès du public à leurs œuvres, en pâtissent en réalité bien moins que les intermédiaires, qui vivent de la vente de copies. Le politique devrait donc plutôt, en accord avec le statut public que la propriété intellectuelle confère

aux œuvres, instaurer une contribution à leur financement payée par les abonnés à Internet.

What Does Hadopi Stand For ?

With Hadopi, politics is reacting to the explosion of Internet file sharing by penalising it, putting forward the economical loss undergone by artists. But this alleged loss does not affect artists, who depend primarily on public access to their work, so much as intermediaries, whose income depends on sales of copies. Policy should thus, in accordance with the public status which intellectual property law recognises for cultural works, fund artistic creation by establishing a common deduction on everyone's Internet subscription.

Aurélie Pfauwadel

Génération ambidextre

Grâce aux nouvelles technologies, l'écrit a repris une importance que le téléphone tendait à atténuer. Chaque Nouvelle Forme de Communication Écrite présente les spécificités autorisées par son médium technologique, téléphone portable ou ordinateur. De là ont germé des styles d'écriture particuliers, langage SMS et cyberlangue, sociolectes qui constituent des langues hors normes et générationnelles. On ne saurait pour autant considérer ces néo-langages comme étant étrangers à la langue française : il s'agit bien de *variétés* spécialisées de français écrit. Toute langue est une réalité composite hétérogène, dont le langage des technologies constitue l'une des fréquences – elle-même multiple.

Ambidextrous Generation

With the new technologies, writing has assumed an importance that the telephone tended to reduce. Each New Form of Written Communication presents specificities authorised by its technological medium, mobile telephone or computer. Particular styles of writing have arisen from this, like SMS language and cyberlanguage, sociolects that constitute languages both outside the norms and generational. We cannot however consider these neo-languages as being foreign to the French language: they are specialised *varieties* of

written French. Any language is a heterogonous composite reality, the language of technologies being one of its frequencies, a frequency that is itself multiple.

Paul Magendie

Wikipédia, la conscience d'un savoir mobile

Internet n'est pas seulement un véhicule de savoirs plus performant qu'un autre, il en est une forme. Sur *Wikipédia* la connaissance trouve une nouvelle légitimité démocratique sans doute sujette à critique, mais dont le dynamisme révèle la forme mouvante d'un savoir en construction.

Wikipedia, Clued-up to a Mobile Knowledge

The Internet is not simply a vehicle for different knowledges, some of higher performance than others, it is a form of knowledge. On Wikipedia, getting clued-up is meeting a new democratic legitimacy, doubtless subject to criticism, but whose dynamic reveals the shifting form of a knowledge in construction.

Caroline Pauthe-Leduc

Liberté, égalité, gratuité ?

L'expansion d'Internet est-elle, comme on le dit, un facteur majeur de revitalisation de la démocratie ? L'examen de ses promesses et de ses limitations, moins connues, pose la question centrale de la légitimité qui en organise ou pas les contenus. Dans quelles conditions le débat démocratique peut-il y avoir lieu ? L'enjeu d'une telle question est que cet indéniable espace de liberté d'expression ne se dilue pas dans le marché.

Freedom, equality... free of charge?

Is the expansion of the internet a major factor in the revitalisation of democracy, as is being said? The examination of its promises and limitations, which are less well-know, poses the crucial question of the legitimacy that organises or not its content. Under what conditions may the democratic debate take place? The stakes of this

question are for this undeniable space of freedom not to become diluted in the market.

Alice Delarue

Plus jamais seul

Des applications permettant de géolocaliser ses contacts et de suivre leurs déplacements ont récemment vu le jour sur les téléphones mobiles. La fascination des usagers pour ce genre de gadget, qui leur promet de pouvoir rester en contact quasi-permanent avec leurs amis, soulève plusieurs questions, qui vont de la place du mensonge et du hasard dans les rapports sociaux au rapport qu'entretient le sujet moderne avec sa solitude.

Never Alone Again

Applications that allow for the geo-localisation of contacts and let the user follow their movements have recently appeared on mobile telephones. The fascination for this kind of gadget, which promises a virtually permanent contact with one's friends, raises several questions ranging from the place of the lie and chance in social relations to the relationship the modern subject maintains with his solitude.

Clémence La Sagna

Une architecture qui compte

À l'heure des nouvelles technologies l'architecture n'échappe pas au rêve de faire travailler l'ordinateur à la place des humains. Certains architectes prétendent ainsi débarrasser l'architecture de toute subjectivité et si leur projet est nécessairement illusoire, il révèle par ailleurs les impasses de la civilisation ultra-technologique.

An Architecture that Counts

In the era of new technologies, architecture is not immune to the dream of having computers work in the place of humans. Some architects are claiming to thereby rid architecture of any subjectivity and though their project is necessarily illusory, it is revealing the dead-ends of ultra-technological civilisation.

Martin Quenehen

La Pédagogie dans le foutoir. Fiction inspirée de faits réels

Un beau jour, les ordinateurs ont surgi dans le petit village de Léon. De son temps, on ne disait pas TIC mais micro-informatique – autant dire il y a des lustres. Devenu adulte, Léon fit son entrée dans la salle des profs en même temps que les PC...

Pedagogy in the Foutoir. A Fiction Inspired by Real Events

One fine day, the computers rolled up in Leon's little village. In his days, people didn't say IT but micro-computing – in other words, it was a long time ago. Grown up, Leon entered the School staff room at the same time as the PCs...

Translated from the French by Adrian Price

AUTEURS POUR CE NUMÉRO

Dan J. Arbib est normalien et agrégé de philosophie, AMN à l'université de Paris-Sorbonne.

Sarah Bovelin est doctorante en philosophie (Paris 1).

Alice Delarue est psychologue clinicienne.

Luc Garcia est psychologue clinicien.

Damien Guyonnet est psychologue clinicien et doctorant en psychopathologie (Paris 7).

Sylvie Haberberg est écrivain.

Anne-Lise Heimburger est comédienne, ancienne élève du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris. En janvier 2010, elle jouera dans *La Pierre* de Marius von Mayenburg, mis en scène par Bernard Sobel au Théâtre national de la Colline.

Éric Kaija Guerrier est auteur, compositeur, musicien, membre du groupe Weepers Circus.

Véronique Kretz est collaboratrice politique, et a suivi des études de philosophie, de sciences politiques et de droit (niveau maîtrise).

Clémence La Sagna est étudiante en Master d'architecture, et rédactrice en chef d'*Acid base*.

Anaëlle Lebovits a un Master 2 de philosophie, un Master 2 de psychanalyse, un Master 2 de psychologie et est doctorante en psychologie.

Joachim Lebovits est agrégé et doctorant en mathématiques, moniteur à l'École Centrale Paris.

Clotilde Leguil est normalienne, agrégée de philosophie, psychologue. Auteur de *La Pensée éthique contemporaine* avec J. Russ (PUF, 2008) et de *Les Amoureuses.Voyage au bout de la féminité* (Seuil, 2009).

Céline Mélou-Sérieys est psychologue clinicienne.

Paul Magendie est artiste peintre, docteur en Arts et Sciences de l'Art, chargé de TD en philosophie esthétique à l'université de Paris 1.

Julien Pauthe est conservateur territorial de bibliothèques, en formation à l'Enssib et à l'INET (promotion Pierre Desproges), cofondateur de la revue *La Parole vaine*.

Caroline Pauthe-Leduc est psychologue clinicienne.

Aurélie Pfauwadel est agrégée et enseignante en philosophie, étudiante en Master 2 de psychologie clinique à l'université de Paris 7.

Olivier Putois est normalien, agrégé et doctorant en philosophie, ATER à l'université de Bordeaux 3-Michel de Montaigne.

Martin Quenehen est enseignant et producteur de documentaires et d'émissions pour France Culture. Il animait l'été dernier l'émission quotidienne *Contre-expertise*.

Charlotte Ricateau-Pfersdorff est réalisatrice.

Michel Rocard est ancien Premier ministre.

Clara Saer est journaliste, titulaire d'une maîtrise de droit public et d'un Master 2 de droit de la vie politique.

Directrice de publication : Anaëlle Lebovits.

Rédactrice en chef : Aurélie Pfauwadel.

Secrétaires adjointes de rédaction : Deborah Gutermann-Jacquet, Caroline Pauthe-Leduc.

Comité de rédaction : Frédérique Bravin, Deborah Gutermann-Jacquet, Damien Guyonnet, Anaëlle Lebovits, Julien Pauthe, Caroline Pauthe-Leduc, Paul Magendie, Aurélie Pfauwadel, Adrian Price, Olivier Putois, Martin Quenehen, Guillaume Roy.

Comité de correction : Frédérique Bravin, Alice Delarue, Benoît Delarue, Noémie Jan, Paul Magendie, Charles Pauthe, Julien Pauthe, Adrian Price, Claire Quenehen, Romain-Pierre Renou, Guillaume Roy, Clara Saer.

Auteurs pour ce numéro : Dan J. Arbib, Sarah Boveltin, Alice Delarue, Luc Garcia, Deborah Gutermann-Jacquet, Damien Guyonnet, Sylvie Haberberg, Anne-Lise Heimbürger, Éric Kaija Guerrier, Véronique Kretz, Clémence La Sagna, Anaëlle Lebovits, Joachim Lebovits, Clotilde Leguil, Paul Magendie, Céline Mélou-Sérieys, Julien Pauthe, Caroline Pauthe-Leduc, Aurélie Pfauwadel, Olivier Putois, Martin Quenehen, Charlotte Ricateau-Pfersdorff, Michel Rocard, Clara Saer.

Conception Graphique & Maquette : Jean-Claude Gaulay.

Réalisation et entretien du site Internet : Julien Pauthe.
www.lediableprobablement.com

Imprimeur : Normandie-Roto impression.

Diffusion et distribution : Verdier.

Administration et comptabilité : Anaëlle Lebovits, Margarita Zubieta.

Nous remercions : Anne Ganivet-Poumellec, Judith Miller.

Cette revue a été publiée avec le concours du Centre National du Livre et de la Région Île-de-France.

Les **numéros 1 et 2** du *Diable probablement*
sont épuisés.

Vous pouvez encore commander en librairie :

le **numéro 3**
dont le dossier est consacré à
LA MÉMOIRE

le **numéro 4**
dont le dossier est consacré au
TRAITEMENT POLITIQUE DES CORPS

le **numéro 5**
dont le dossier est intitulé
GAUCHE CONTRE GAUCHE

le **numéro 6**
dont le dossier est consacré à
L'AMOUR DU RISQUE

Le Diable probablement

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Courriel :

Abonnement (*frais de port inclus*)

1 an / 2 numéros : 25 €

À partir du numéro :

Retourner ce bulletin accompagné du règlement par chèque (à l'ordre du Diable probablement) à :

Alice Delarue - 275 rue de Fougères - 35700 RENNES

Renseignements, commandes : alice_delarue@yahoo.fr



© association Le Diable Probablement

Toute reproduction de cet ouvrage, même partielle et quel qu'en soit le mode,
est formellement interdite et constitue une contrefaçon passible
des peines prévues par les textes en vigueur et notamment par la Loi du 11 mars 1957
sur la protection des droits d'auteur.

Le Diable probablement

59 rue Sarrette, 75014 Paris
www.lediableprobablement.com

ISBN : 978-2-86432-600-7
Dépôt légal : 3^{ème} Trimestre 2009

Achevé d'imprimer en France
sur les presses de Normandie-Roto impression (61041 Alençon)